

BUDGET DE DÉPENSES  
2003-2004

VOLUME IV

---

Message du Président  
du Conseil du trésor  
et renseignements supplémentaires

---

ISSN 0706-0319  
ISBN 2-551-21727-X  
Dépôt légal, 1<sup>er</sup> trimestre 2003  
Bibliothèque nationale du Québec

## AVANT-PROPOS

Les informations touchant le Budget de dépenses 2003-2004 se retrouvent dans quatre volumes :

- Volume I : Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*
- Volume II : Crédits des ministères et organismes*
- Volume III : Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*
- Volume IV : Message du Président du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

Le Volume I regroupe les informations se rapportant à l'Assemblée nationale et aux personnes désignées par cette dernière, c'est-à-dire le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme. La section portant sur l'Assemblée nationale comprend le message de sa présidente, suivi des crédits 2003-2004 et du plan annuel de gestion des dépenses pour la prochaine année financière. L'autre section présente les crédits et les plans annuels de gestion des dépenses de chacune des personnes désignées.

Le Volume II présente les crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2003-2004 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuille et programme. Il est à noter que les tableaux apparaissant au début de ce volume englobent non seulement les crédits et les dépenses des ministères et organismes du gouvernement mais aussi les crédits et les dépenses du Volume I concernant l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière. Ces tableaux sont présentés ainsi afin de faciliter l'accès à l'information portant sur les crédits et le budget de dépenses.

Le Volume III regroupe les Plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres en vertu de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01); ces plans présentent les choix effectués dans l'allocation des ressources et les actions envisagées pour atteindre les objectifs fixés dans les plans stratégiques déposés à l'Assemblée nationale. On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuille.

Le Volume IV débute par un message du Président du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du prochain budget de dépenses. Les chapitres qui suivent fournissent des informations complémentaires sur le budget de dépenses ainsi que d'autres renseignements portant sur des sujets qui y sont rattachés.



### AVANT-PROPOS

<b>MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR .....</b>	<b>III</b>
--	------------

<b>CHAPITRE 1 - LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 .....</b>	<b>3</b>
---	----------

Le Budget de dépenses 2003-2004 en bref .....	3
---	---

1. Le Budget de dépenses 2003-2004 .....	4
2. Le poids des dépenses de programmes dans l'économie .....	7
3. La croissance des dépenses de programmes selon les secteurs d'activité .....	8
4. La variation des dépenses de programmes depuis le dépôt du Budget de dépenses 2002-2003 en mars 2002 .....	13
Annexe 1.1 : Variation entre les dépenses de programmes 2003-2004 et la dépense probable 2002-2003 .....	14

<b>CHAPITRE 2 - LES RÉSULTATS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003 .....</b>	<b>19</b>
---	-----------

Les résultats de l'année financière 2002-2003 en bref .....	19
---	----

1. La variation des dépenses du gouvernement en 2002-2003 .....	20
2. L'évolution de la prévision des dépenses totales depuis le dépôt du Budget de dépenses 2002-2003 .....	21
3. L'évolution des crédits autorisés en 2002-2003 .....	22

<b>CHAPITRE 3 - LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES .....</b>	<b>25</b>
--	-----------

La répartition du Budget de dépenses 2003-2004 en bref .....	25
--	----

1. Vue d'ensemble de la répartition des dépenses .....	26
2. Les dépenses pour la rémunération .....	30
3. Les dépenses de fonctionnement .....	32
4. Les dépenses de capital .....	34

## Table des matières

---

5. Les dépenses d'intérêt .....	37
6. Les dépenses de support .....	41
7. Les dépenses relatives à la provision pour créances douteuses et autres .....	45
Annexe 3.1 : Nature des catégories de dépenses considérées dans ce chapitre .....	46
Annexe 3.2 : Répartition du Budget de dépenses 2003-2004 par grandes catégories .....	47
Annexe 3.3 : Répartition du Budget de dépenses 2003-2004 par bénéficiaires .....	48

## **CHAPITRE 4 - L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE..... 51**

L'effectif du secteur de la fonction publique en bref .....	51
1. Définition et modalités touchant l'effectif du secteur de la fonction publique .....	52
2. L'effectif des secteurs public et parapublic.....	53
3. L'évolution de l'effectif du secteur de la fonction publique .....	54
4. L'enveloppe d'effectif total des ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2003-2004 .....	55
5. L'enveloppe d'effectif total des entreprises et des autres organismes dont le personnel est assujéti à la <i>Loi sur la fonction publique</i> .....	56
Annexe 4.1 : Glossaire.....	57
Annexe 4.2: Évolution de l'effectif total des ministères et organismes présentés au Budget de dépenses 2003-2004.....	58
Annexe 4.3 : Enveloppe d'effectif total en 2002-2003 et 2003-2004 pour les ministères et organismes dont le personnel est assujéti à la <i>Loi sur la fonction publique</i> .....	59
Annexe 4.4 : Enveloppe d'effectif total en 2002-2003 et 2003-2004 pour les entreprises et organismes dont le personnel est assujéti à la <i>Loi sur la fonction publique</i> .....	60

## **CHAPITRE 5 - LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2003-2004..... 63**

Les investissements en immobilisations en bref .....	63
1. Les principaux engagements pour de nouvelles initiatives en 2003-2004 .....	64
2. Le total des investissements en immobilisations prévus en 2003-2004.....	66
3. Les investissements en immobilisations dans les réseaux, les municipalités, les institutions culturelles et autres .....	67
4. Les investissements en immobilisations dans les ministères et les fonds spéciaux .....	70
5. Les investissements en immobilisations des organismes consolidés autres que les fonds spéciaux.....	71
Annexe 5.1 : Nature des investissements en immobilisations considérés dans ce chapitre .....	72
Annexe 5.2 : Évolution des investissements en immobilisations .....	74

## Table des matières

---

<b>CHAPITRE 6 -LES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT ET LES RÉSULTATS DES ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX .....</b>	<b>77</b>
Les dépenses consolidées en bref.....	77
1. Les dépenses consolidées du gouvernement.....	78
2. Les résultats des organismes et des fonds spéciaux en 2003-2004.....	79
Annexe 6.1 : Le périmètre comptable du gouvernement .....	80
Annexe 6.2 : Changements dans les listes des organismes et des fonds spéciaux consolidés.....	82
Annexe 6.3 : Résultats des organismes et des fonds spéciaux.....	83
Annexe 6.4 : Entreprises du gouvernement.....	87
Annexe 6.5 : Organismes et fonds exerçant des activités de nature fiduciaire .....	88
 <b>APPENDICES .....</b>	 <b>91</b>
Appendice A : Les comptes à fin déterminée.....	91
Appendice B : Le Budget de dépenses 2003-2004 par missions .....	97
Appendice C : Indicateurs économiques et budgétaires .....	108





***MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR***

---



## **MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

### **UN ÉTAT AU COEUR DU CHANGEMENT :**

### **DES CHOIX ÉCLAIRÉS POUR FAIRE PROGRESSER LE QUÉBEC**

#### **1. LE QUÉBEC FAIT LES BONS CHOIX**

*La qualité de vie des Québécoises et des Québécois passe par un État moderne, efficace et près des gens. Depuis huit ans, le gouvernement a multiplié ses efforts pour assainir les finances publiques, alléger le fardeau fiscal et doter le Québec de programmes sociaux à la fois progressistes et responsables.*

*Le Québec connaît présentement une prospérité enviable qui redonne à notre État national la capacité de faire des choix progressistes. Nous récoltons aujourd'hui les fruits de nos efforts pour assainir les finances publiques :*

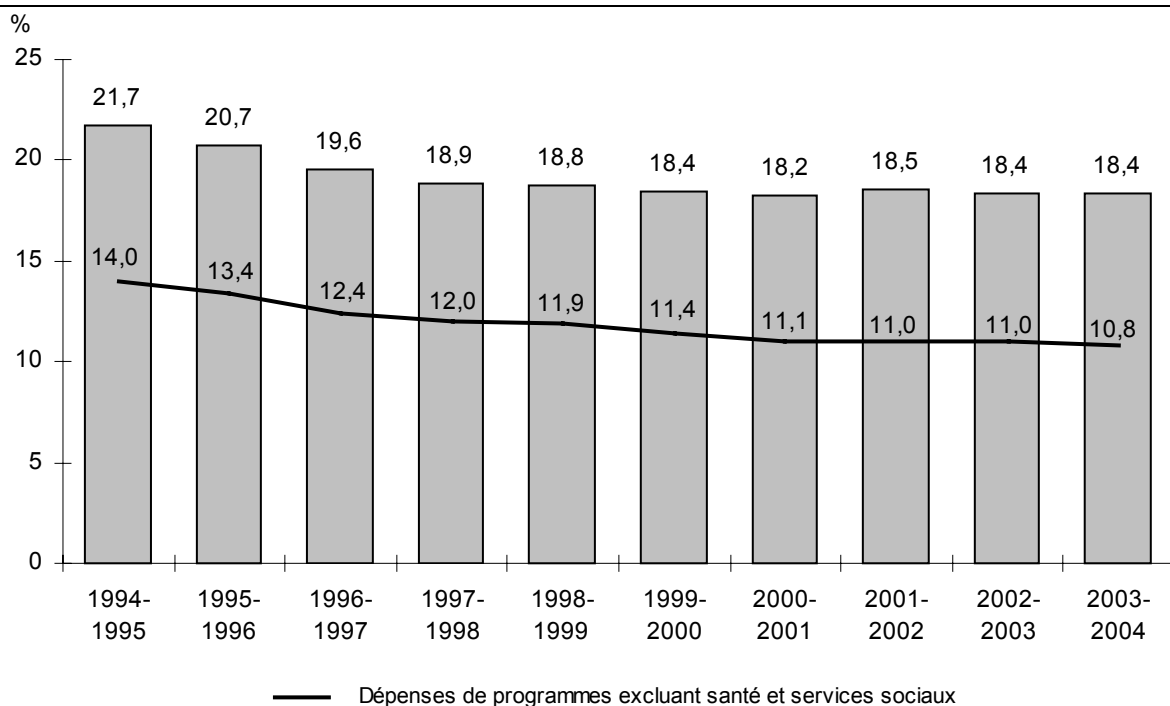
- croissance économique supérieure à celle des pays du G-7;*
- création de 118 000 emplois en 2002, soit plus du tiers du total canadien;*
- perspectives d'investissements supérieures à la moyenne canadienne pour une deuxième année consécutive;*
- hausse continue de nos exportations internationales.*

*Les résultats obtenus sont encourageants. L'État québécois demeure un outil de développement pour notre société.*

*Peut-on imaginer ce que serait le Québec d'aujourd'hui si nous avons poursuivi dans la voie de l'endettement et des déficits à répétition ? Tous ensemble, nous avons fait la preuve que la prospérité économique, la rigueur budgétaire et le progrès social, non seulement vont de pair, mais se renforcent mutuellement.*

*Depuis 1998-1999, l'équilibre budgétaire est maintenu et il le sera pour une sixième année consécutive en 2003-2004. La discipline budgétaire à laquelle nous nous sommes astreints a permis de réinvestir dans les services aux citoyens tout en gardant stable le poids des dépenses dans l'économie. Si ce n'était du secteur de la santé et des services sociaux, ce poids serait en baisse continue.*

#### ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



## **2. LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 ALLIE RIGUEUR ET PROGRÈS**

*Malgré ses succès aux plans économique et budgétaire, le Québec ne dispose pas de tous les moyens pour répondre aux besoins légitimes et essentiels de nos concitoyens. Le déséquilibre fiscal prive en effet le Québec de la marge de manœuvre qui pourrait assurer l'avenir de nos services publics de façon durable.*

*Les sommes obtenues en santé à la suite de la rencontre des premiers ministres tenue le 5 février dernier ne permettent pas de corriger entièrement ce déséquilibre fiscal. Non seulement l'offre fédérale ne répond-elle pas aux besoins exprimés par le Québec mais elle est même inférieure aux recommandations de la Commission Romanow. Au lieu de reconnaître une réalité pourtant devenue indiscutable, le gouvernement fédéral continue, comme on l'a vu dans son dernier Discours sur le budget, d'empiéter dans les juridictions des provinces.*

*Tel qu'il s'était engagé à le faire, le gouvernement du Québec ajoute à la santé les sommes en provenance du gouvernement fédéral. Pour 2003-2004, c'est un montant de 838 millions de dollars qui s'additionne à ce que le gouvernement du Québec avait déjà prévu dans ses dépenses.*

*La croissance des dépenses qui serait de 3,7 % sans cet ajout, s'élève plutôt à 5,6 % pour la prochaine année. Ainsi, l'objectif de dépenses fixé pour 2003-2004 s'établit à 53,6 milliards de dollars, dont 46,6 milliards de dollars pour les dépenses de programmes et presque 7 milliards de dollars pour le service de la dette gouvernementale.*

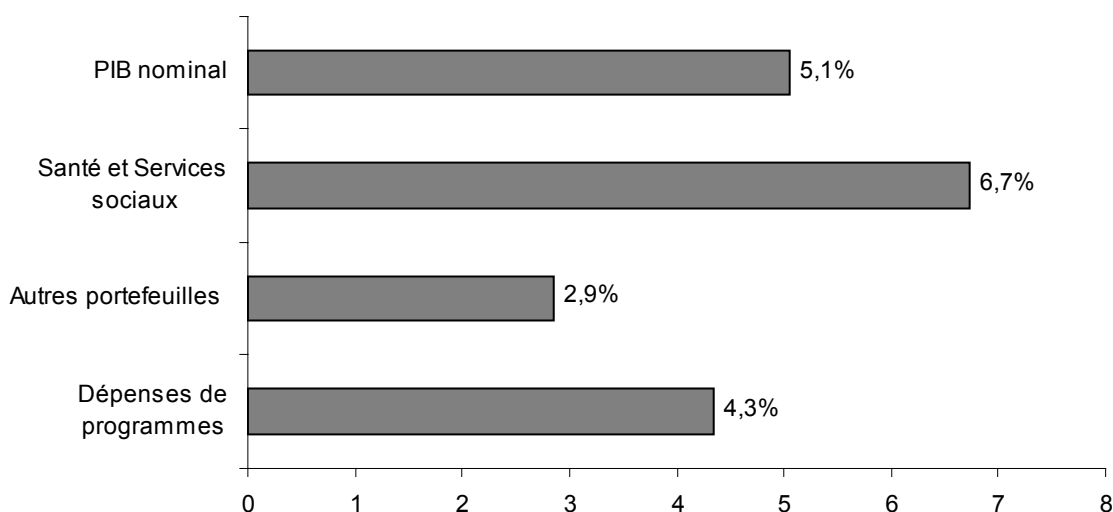
*Les dépenses en santé et services sociaux qui représentent maintenant 41 % des dépenses de programmes contribuent pour plus de la moitié de la croissance budgétaire en 2003-2004. Cette dynamique, qui n'est pas nouvelle, illustre de façon évidente que les pressions sur les dépenses se retrouvent dans les champs de compétence du Québec.*

*Depuis l'atteinte du déficit zéro en 1998-1999, le gouvernement a réussi à contenir le rythme de ses dépenses à 4,3 % alors que l'économie mesurée par le produit intérieur brut a progressé de 5,1 % par année. Pour répondre aux besoins en santé, il a donc fallu contraindre les ressources affectées aux autres missions de l'État. Au bout du compte, les dépenses en santé et services sociaux ont augmenté annuellement de 6,7 %, soit « PIB + 1,6 », alors que l'ensemble des autres portefeuilles ont vu leur croissance limitée à 2,9 %.*

---

#### **CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS 1998-1999<sup>1</sup>**

---



---

<sup>1</sup> Croissance annuelle moyenne en excluant l'impact de l'entente Canada-Québec sur le marché du travail.

### **3. DES CHOIX POUR RENDRE LE QUÉBEC MEILLEUR**

*Le plan d'action gouvernemental « Horizon 2005 » fournit la vision des changements à poursuivre pour rendre le Québec meilleur. Cette vision met l'accent sur les grandes valeurs que nous partageons collectivement :*

- la prospérité pour tous en misant sur le plein emploi, le développement des régions et la lutte contre la pauvreté;*
- une meilleure qualité de vie en offrant à tous les citoyens des services publics de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation, du soutien à la famille, de la culture et de l'environnement;*
- un Québec fort pour tous, c'est-à-dire non seulement maître de son destin, mais aussi fermement engagé dans la voie du changement et de l'épanouissement de notre collectivité.*

#### **A) FAIRE LES BONS CHOIX EN SANTÉ : DES INVESTISSEMENTS DE L'ORDRE DE 1,7 MILLIARD DE DOLLARS DEPUIS UN AN**

*En dépit du déséquilibre fiscal, le Québec a consenti des efforts considérables pour préserver les principes fondamentaux d'accessibilité, de gratuité et d'universalité des soins de santé. C'est ainsi que, depuis l'atteinte du déficit zéro, le poids des dépenses de santé est passé de 36,3 % à 41 % des dépenses de programmes.*

*En 2003-2004, l'effort consenti pour la santé est sans précédent. L'enveloppe budgétaire du ministère de la Santé et des Services sociaux qui était de 17,5 milliards de dollars en début d'année financière 2002-2003 est portée à 19,1 milliards de dollars à compter de l'année financière débutant le 1<sup>er</sup> avril 2003. Il s'agit là d'une majoration budgétaire de l'ordre de 1,7 milliard de dollars qui se partage à peu près également entre les sommes issues de la conférence des premiers ministres tenue le 5 février et l'effort additionnel consenti par le Québec.*

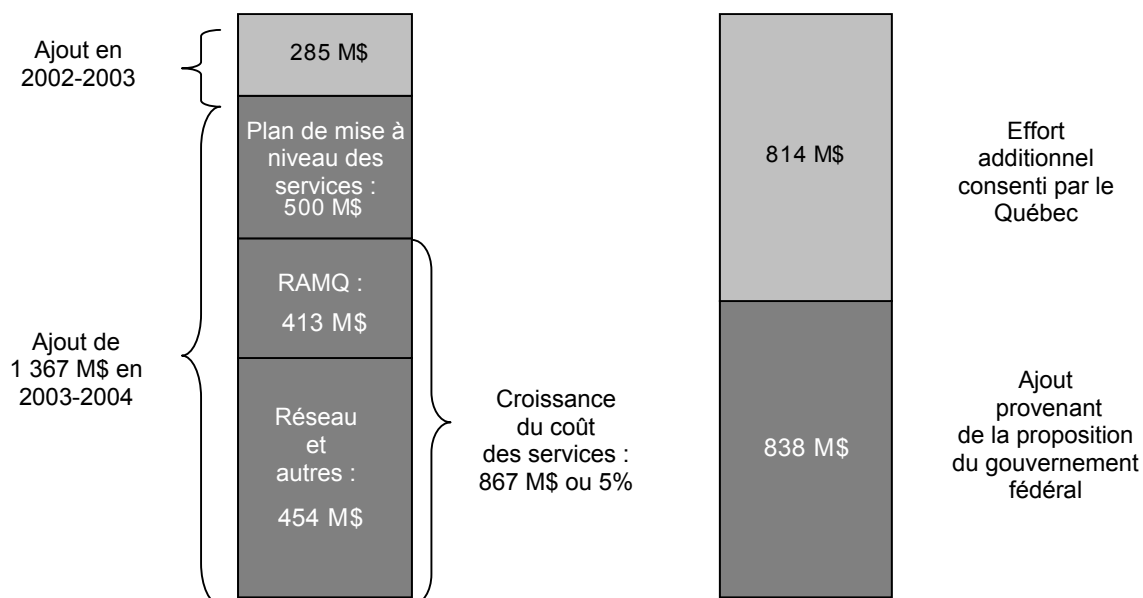
*Cette majoration de 1,7 milliard de dollars se compose de dépenses additionnelles de 285 millions de dollars encourues dès 2002-2003 auxquelles s'ajoute 1,4 milliard de dollars en 2003-2004 afin d'appuyer concrètement les priorités du plan d'action « Pour faire les bons choix ».*

*Ces investissements supplémentaires sont consentis de façon à relever le défi du changement dans l'organisation des services et la gestion du réseau de la santé et des services sociaux. Les Régies régionales et les établissements du réseau devront, dans le cadre de la réalisation de ce plan d'action, signer des contrats de performance qui permettront de garantir l'atteinte des résultats visés.*

---

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX : CROISSANCE DE 1 652 M\$ DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003**

---





**B) DES RESSOURCES ADDITIONNELLES DE 657 MILLIONS DE DOLLARS POUR FAIRE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT DES MILIEUX DE VIE STIMULANTS ET AXÉS SUR LA RÉUSSITE**

*Le Québec se situe au deuxième rang des pays industrialisés pour la part de sa richesse consacrée à l'éducation. Le taux de scolarisation des Québécoises et des Québécois se situe parmi les plus élevés au monde. Le gouvernement poursuit ses efforts afin de faire de l'école un milieu de vie stimulant et axé sur la réussite.*

*L'organisation scolaire fait l'objet d'une réforme majeure engagée depuis 1997. Le gouvernement a aussi pris un ensemble d'initiatives dont « Agir tôt pour réussir » afin de prévenir le décrochage scolaire, « Agir autrement » afin d'encourager la réussite scolaire en milieu défavorisé et « Ça bouge après l'école » afin de faciliter l'accès à davantage d'activités parascolaires.*

*Plus récemment, le gouvernement s'est engagé à faire des investissements majeurs pour appuyer l'implantation de la réforme au secondaire, notamment pour l'achat de manuels scolaires, l'encadrement des élèves et l'aménagement de laboratoires.*

*Dans le milieu universitaire, un réinvestissement majeur a été réalisé parallèlement à la signature de contrats de performance définissant des paramètres d'efficacité.*

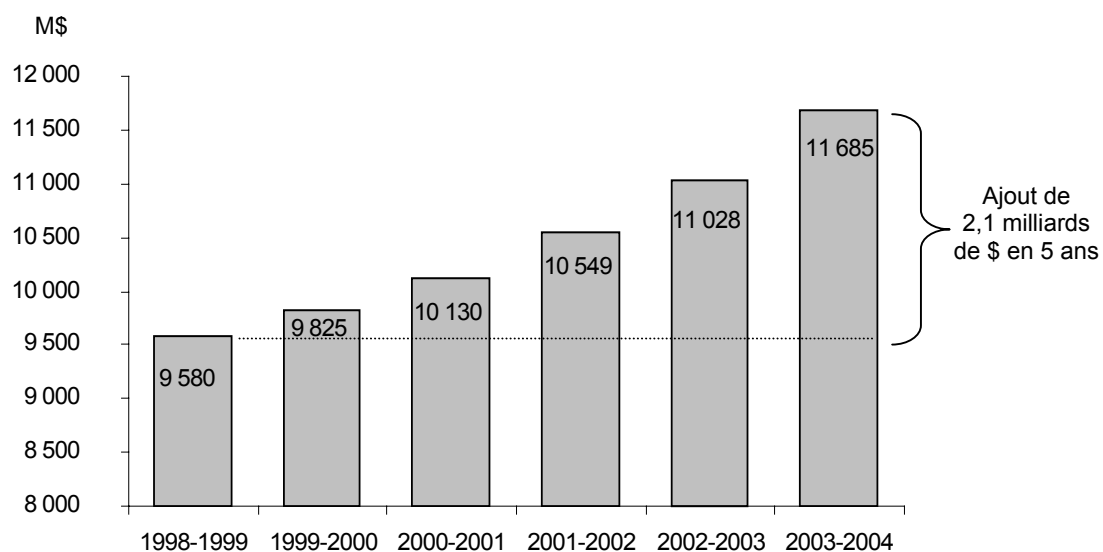
*Dans la foulée du Rendez-vous national des régions, des investissements importants seront consentis pour favoriser le maintien des écoles de village et pour permettre aux établissements d'enseignement de participer activement au développement économique et social de toutes les régions du Québec, en misant notamment sur une offre de formation accessible et adaptée à leurs besoins.*

*Pour la prochaine année budgétaire, l'enveloppe allouée à l'éducation est en hausse de 6 %, une majoration de 657 millions de dollars sur la dépense de l'exercice précédent. Depuis 1998-1999, les dépenses d'éducation ont augmenté de plus de 2 milliards de dollars pour atteindre 11,7 milliards de dollars en 2003-2004.*

---

### Évolution des dépenses dans le secteur de l'Éducation depuis 1998-1999

---



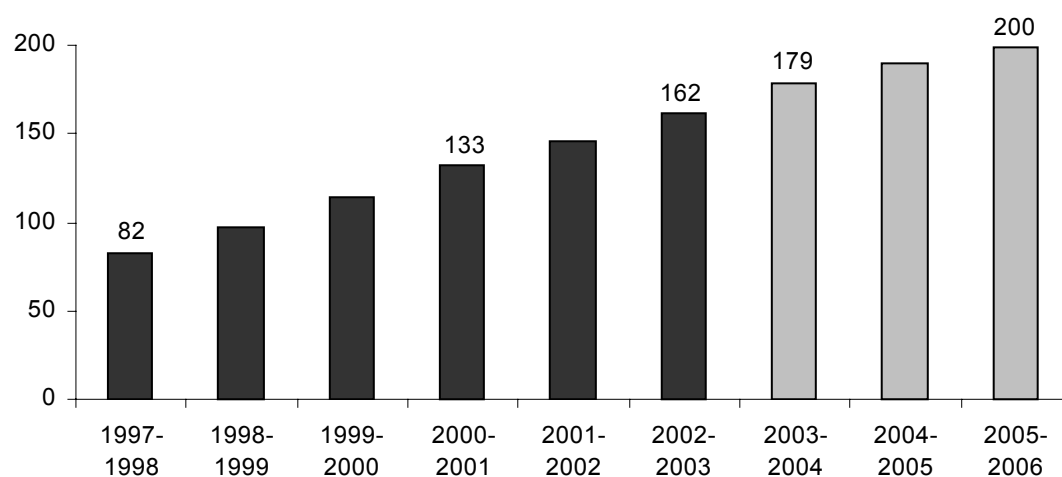
### C) DES INVESTISSEMENTS DE PLUS DE 200 MILLIONS DE DOLLARS POUR PERMETTRE DE MIEUX CONCILIER TRAVAIL ET VIE DE FAMILLE

*Le Québec accorde le soutien à la famille et à l'enfance le plus généreux d'Amérique du Nord, non seulement par l'offre de services de garde à tarif réduit, mais aussi par son aide financière à la famille.*

*Depuis 1997, le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique familiale permettant d'offrir aux familles des services de garde de qualité à prix modique. Les garderies à 5 \$ constituent une première façon de concilier les aspirations famille-travail. Avec l'ajout de 38 000 places d'ici 2005, c'est au total 200 000 places en services de garde qui seront offertes aux familles ayant de jeunes enfants.*

*Le budget du portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine » atteint plus de 2 milliards de dollars en 2003-2004, en croissance de 11,1 % par rapport à l'année précédente. Depuis la mise en place de la politique familiale, ce budget a presque doublé puisqu'il était de 1,1 milliard de dollars en 1996-1997.*

#### Évolution du nombre de places en services de garde (en milliers)



**D) D'AUTRES ACTIONS POUR ASSURER UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ET LA PROSPÉRITÉ POUR TOUS**

*Le Budget de dépenses 2003-2004 inclut d'autres ajouts de crédits pour donner suite aux priorités prévues dans « Horizon 2005 : Plan d'action pour un Québec meilleur » :*

- des mesures sont prises pour assurer le plein emploi et stimuler les investissements, notamment en matière de logements et de travaux routiers;*
- 40 millions de dollars sont affectés pour la mise en oeuvre du plan d'action portant sur la stratégie de lutte contre la pauvreté;*
- 42 millions de dollars sont alloués au ministère des Régions pour de nouvelles mesures dans le cadre du plan d'action « Un Québec fort de ses régions »;*
- quelque 50 millions de dollars s'ajoutent en 2003-2004 au ministère de la Culture et des Communications pour la diffusion de notre culture et le soutien aux artistes, ce qui inclut entre autres 20 millions de dollars pour la mise en œuvre de la nouvelle politique de cinéma « Pour mieux porter le Québec à l'écran ».*

*Enfin, le ministère de l'Environnement voit ses crédits augmenter de 12 millions de dollars à la suite des engagements pris pour favoriser un « Québec vert ».*

**4. LE PROGRÈS DU QUÉBEC PASSE AUSSI PAR « UN ÉTAT PLUS EFFICACE »**

*La qualité de vie des Québécoises et des Québécois passe aussi par un gouvernement moderne, efficace et près des gens.*

**A) UN ÉTAT SIMPLIFIÉ**

*Les citoyens s'attendent à ce que chaque dollar dépensé soit géré avec rigueur. Ils veulent un État efficace qui offre des services de qualité et faciles d'accès. Un État à leur service !*

*C'est pour répondre à ces attentes que le gouvernement du Québec a entrepris une transformation en profondeur de sa gestion et de son organisation. Ainsi, en 1996, il a adopté la Loi sur l'élimination du déficit et l'équilibre budgétaire, ce qui a permis d'atteindre le déficit zéro lors de l'exercice financier 1998-1999, un an plus tôt que prévu. En 2000, le gouvernement a fait sanctionner la Loi sur l'administration publique qui affirme la primauté des services aux citoyens.*

*Le gouvernement affirme aussi sa volonté de simplifier et d'alléger les structures gouvernementales. Cette orientation s'inscrit dans la foulée des démarches entreprises par plusieurs autres gouvernements occidentaux pour recentrer et alléger l'administration publique. Pour sa part, le gouvernement du Québec a choisi non pas de réduire les services aux citoyens, mais plutôt d'en simplifier l'accès, en révisant ses programmes et en éliminant les chevauchements.*

*Ce que nous voulons accomplir, c'est offrir un État simplifié, plus efficace et au service de ses citoyens.*

**B) DE NOUVEAUX SERVICES EN LIGNE POUR UN ÉTAT PRÈS DES GENS**

*De plus en plus de citoyens communiquent avec le gouvernement par Internet. Ils ont déjà accès en ligne à la plupart des programmes et services du gouvernement. Les citoyens peuvent actuellement se renseigner, à un seul et même endroit, sur toutes les formalités à remplir, par exemple pour une naissance ou un décès.*

*Au cours de l'exercice 2003-2004, de nouvelles étapes seront franchies afin de faciliter l'accès aux services gouvernementaux, dont les suivantes :*

- le Service québécois de changement d'adresse sera accessible en mode transactionnel et permettra à un citoyen d'informer les principaux ministères et organismes gouvernementaux de sa nouvelle adresse;*
- pour faciliter le renouvellement de la fonction publique, les citoyens n'auront plus besoin de visiter, sur une base hebdomadaire, le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor afin de vérifier les emplois disponibles car, à leur demande, ils pourront être informés par courriel lors de l'ajout d'une nouvelle offre d'emploi correspondant à leur profil;*
- la trousse de démarrage d'entreprise, accessible présentement en mode informationnel évoluera vers le mode transactionnel, ce qui simplifiera grandement les formalités à remplir par l'entrepreneur;*
- un guichet unique permettant aux fournisseurs d'avoir accès aux appels d'offres des ministères et organismes publics et parapublics sera opérationnel et servira de porte d'entrée d'un marché estimé à 10 milliards de dollars annuellement.*

*Le développement de services en ligne ne peut se concevoir sans un partenariat interministériel. À cette fin, le Secrétariat du Conseil du trésor dispose d'une enveloppe de 30 millions de dollars sur trois ans, afin de soutenir l'implantation de services intégrés et d'assurer la sécurité de l'information numérique.*

### **C) UNE FONCTION PUBLIQUE À NOTRE IMAGE**

*D'ici 2012, 40 % du personnel de la fonction publique aura pris sa retraite. À titre d'employeur, nous avons donc la responsabilité de veiller au renouvellement de la fonction publique afin d'assurer la continuité et la qualité des services.*

*Le document « Le rajeunissement de la fonction publique québécoise – orientations et plan d'action », que j'ai rendu public en septembre 2002, précise les actions qui sont menées à court terme pour rajeunir à un rythme accéléré la fonction publique. L'intégration des jeunes dans la fonction publique permet de profiter de leur regard neuf, de leurs connaissances à la fine pointe des nouveaux développements et d'un dynamisme enrichissant.*

*Les deux plans d'action pour « La diversité dans la fonction publique québécoise », que j'ai annoncés en février 2003, vont permettre à la fonction publique de bénéficier de toute la richesse de la société québécoise, de sa diversité culturelle et d'un ensemble d'expériences variées, pour des services adaptés aux besoins de tous les citoyens.*

*Ces orientations, visant une participation plus grande des jeunes, des membres des communautés culturelles, autochtones et anglophones ainsi que des personnes handicapées au sein de la fonction publique québécoise interpellent tous les ministères et organismes. Leur engagement est primordial pour l'atteinte des objectifs, qui je l'avoue, peuvent paraître ambitieux à certains égards.*

*Le renouvellement de la fonction publique québécoise passe également par une réaffirmation de ses valeurs essentielles. À cet égard, le 21 novembre 2002, j'ai déposé à l'Assemblée nationale la « Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise » qui précise les valeurs éthiques qui sont à la base du service aux citoyens, soit la compétence, l'impartialité, l'intégrité, la loyauté et le respect. Ces valeurs constituent une référence simple et accessible, tant pour les employés que pour les citoyens, et sont essentielles à la réalisation de la mission gouvernementale au bénéfice des citoyens québécois. Elles sont garantes d'un service de qualité.*

## **CONCLUSION**

*Le Budget de dépenses 2003-2004 allie rigueur budgétaire et progrès social. Il préserve l'équilibre budgétaire pour une sixième année consécutive tout en mettant l'accent sur les priorités retenues dans « Horizon 2005 : Plan d'action pour un Québec meilleur ».*

*Malgré le déséquilibre fiscal, le gouvernement du Québec continue, dans les limites de ses moyens, à réinvestir dans les services qui contribuent le plus à la qualité de vie des Québécoises et des Québécois.*

*Faire les bons choix, c'est d'abord faire le maximum pour la santé. Depuis l'an passé, c'est 1,7 milliard de dollars qui a été affecté à ce secteur. Un effort sans précédent !*

*Je suis convaincu que les choix budgétaires arrêtés dans le Budget de dépenses 2003-2004 contribueront à mieux servir le citoyen et à rendre le Québec plus fort.*

*La discipline budgétaire aidant, l'État québécois continue d'être au cœur des changements qui font progresser notre société.*

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Facal'.

JOSEPH FACAL



**CHAPITRE 1**  
**LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004**

---



## ***LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004***

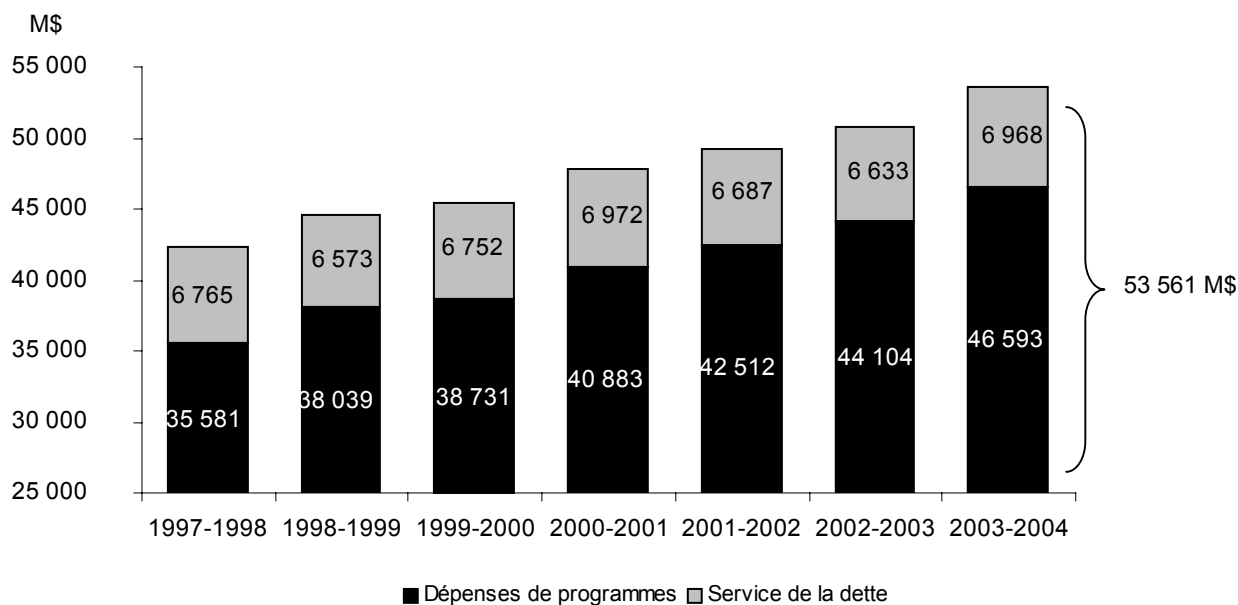
### ***EN BREF***

- ❑ Les dépenses totales du gouvernement s'élèvent à 53,6 milliards de dollars en 2003-2004. De ce montant, 46,6 milliards de dollars sont alloués aux dépenses de programmes et 7,0 milliards de dollars au service de la dette.
- ❑ La hausse des dépenses de programmes est de 5,6 %, soit une croissance qui équivaut à celle prévue pour le produit intérieur brut en 2003. Cette croissance serait de 3,7 % sans l'ajout de 838,0 M\$ consécutif à la proposition fédérale du 5 février 2003 en matière de santé.
- ❑ Le poids des dépenses de programmes dans l'économie québécoise demeure stable à 18,4 %, soit le même niveau qu'en 1999-2000. Le poids des dépenses, en excluant celles en santé et services sociaux, est en baisse continue.
- ❑ Près de 55,0 % de la croissance des dépenses de programmes en 2003-2004 est allouée au portefeuille « Santé et Services sociaux », lequel représente 41,0 % du total des dépenses de programmes.
- ❑ Les portefeuilles « Éducation » et « Famille, Enfance et Condition féminine » absorbent respectivement 26,4 % et 8,2 % de la croissance des dépenses de programmes. Les autres portefeuilles qui comptent pour près de 30,0 % des dépenses de programmes se partagent le reste de la croissance, c'est-à-dire 10,5 %.

## 1. LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 : 53,6 MILLIARDS DE DOLLARS

- Les dépenses totales du gouvernement s'élèvent à 53 561,0 M\$, dont 46 593,0 M\$ pour les dépenses de programmes et 6 968,0 M\$ pour le service de la dette.
- La dépense probable pour 2002-2003 s'établit à 44 104,0 M\$ dans le cas des dépenses de programmes et à 6 633,0 M\$ dans le cas du service de la dette.

**Graphique 1.1 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES ET DU SERVICE DE LA DETTE DEPUIS 1997-1998**



Source : Appendice C.2 de ce volume

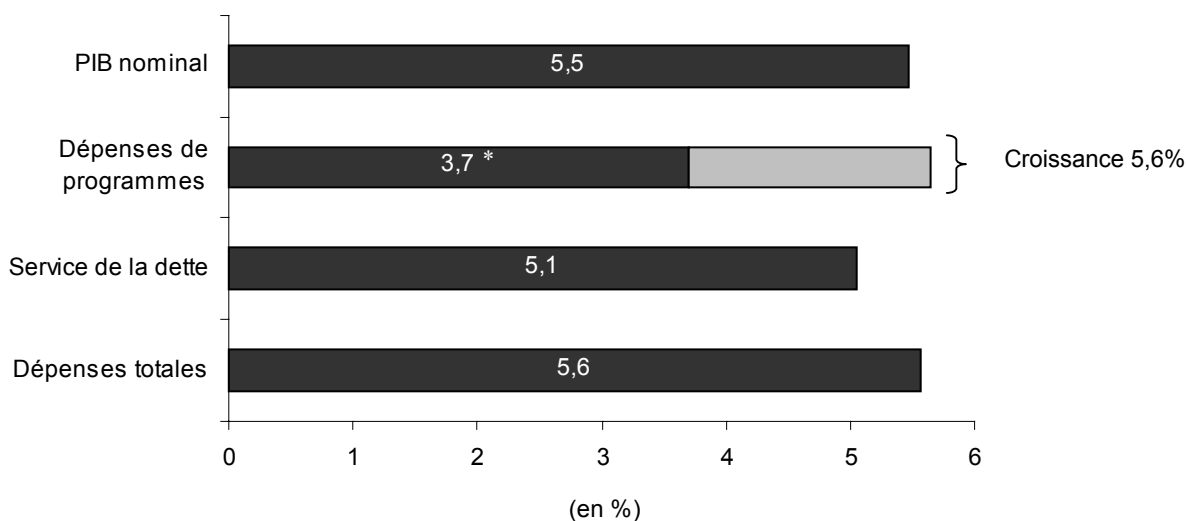
Note : Les données budgétaires de ce tableau ne comprennent pas l'effet de la consolidation des organismes gouvernementaux et des fonds spéciaux.

- La croissance des dépenses de programmes est de 5,6 % en 2003-2004. Cette croissance est comparable à celle de l'économie puisque la croissance nominale du produit intérieur brut (PIB) est estimée à 5,5 % en 2003. Sans l'ajout de 838,0 M\$ consécutif à la proposition fédérale du 5 février 2003 en matière de santé, la croissance serait limitée à 3,7 %.
- En ce qui concerne le service de la dette, l'augmentation prévue pour 2003-2004 est de 5,1 %.

---

**Graphique 1.2 : CROISSANCE DES DÉPENSES 2003-2004**

---

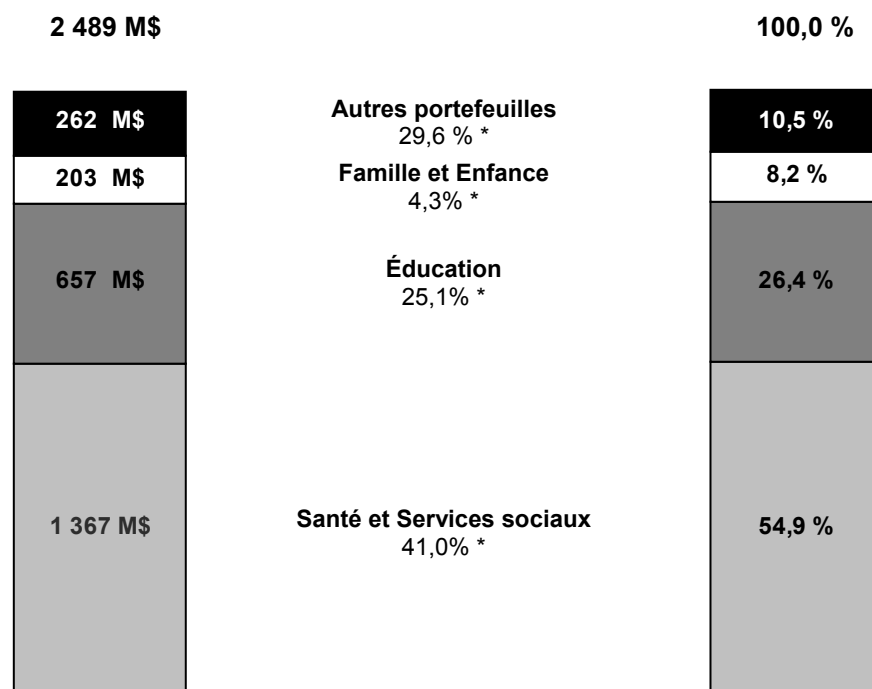


---

\* Croissance avant ajout de 838,0 M\$ consécutif à la proposition fédérale du 5 février 2003 concernant la santé.

- La croissance allouée pour les dépenses de programmes en 2003-2004 s'élève à un montant de 2 489,0 M\$ qui se répartit comme suit :
- 54,9 % de la croissance des dépenses est affectée au portefeuille « Santé et Services sociaux », lequel représente 41,0 % des dépenses de programmes 2003-2004;
  - 26,4 % de la croissance des dépenses est allouée au portefeuille « Éducation », dont les dépenses comptent pour 25,1 % du budget de dépenses de programmes;
  - 8,2 % de la croissance est octroyée au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine » qui compte pour 4,3 % des dépenses;
  - Les autres portefeuilles se répartissent 10,5 % de la croissance des dépenses alors qu'ils comptent pour 29,6 % du total des dépenses de programmes.

**Graphique 1.3 : SOURCES DE CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2003-2004**

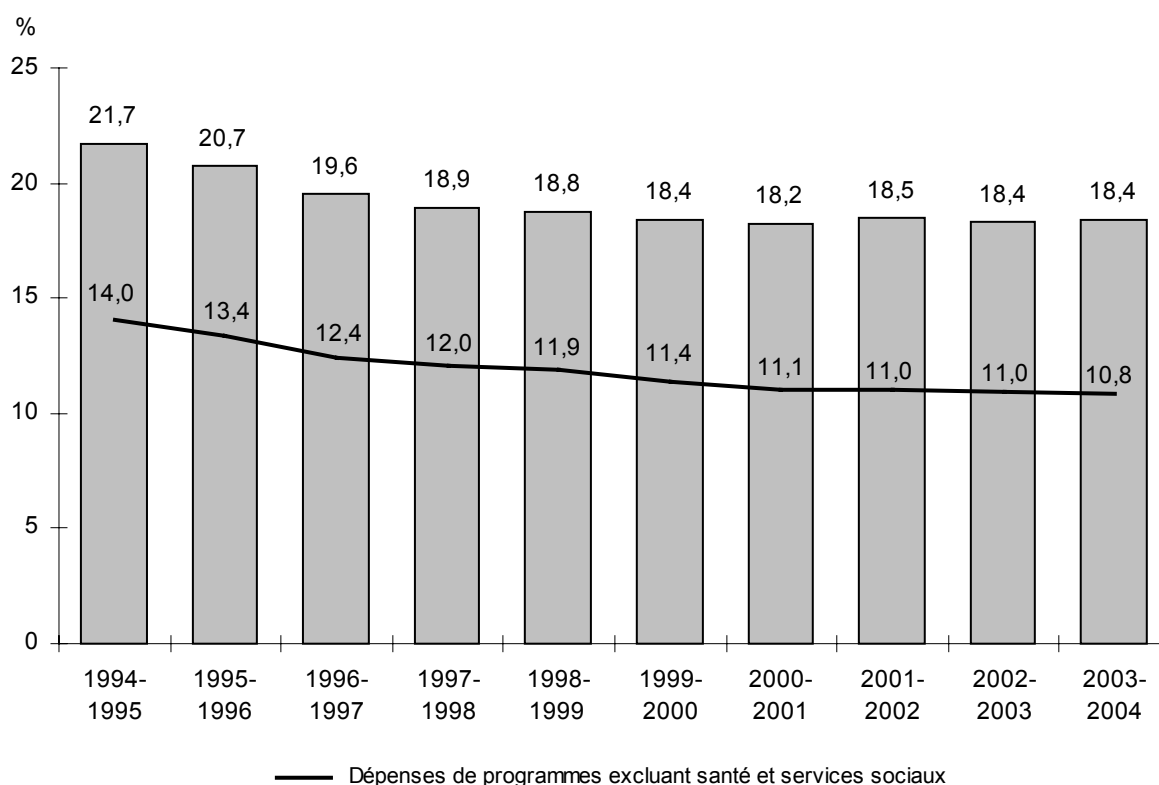


\* Poids dans les dépenses de programmes 2003-2004 dont le total est de 46 593,0 M\$

## 2. LE POIDS DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DANS L'ÉCONOMIE

- Le poids des dépenses de programmes par rapport au produit intérieur brut reste stable en 2003-2004. Il s'établit à 18,4 %, soit le même niveau qu'en 1999-2000.
- En excluant les dépenses en santé et services sociaux, le poids des dépenses de programmes par rapport au produit intérieur brut a été ramené de 14,0 % en 1994-1995 à 10,8 % en 2003-2004.

**Graphique 1.4 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT**



Source : Appendice C.1 de ce volume

### 3. LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

- La croissance allouée en 2003-2004 totalise 2 489,0 M\$ ou 5,6 % par rapport à la dépense probable 2002-2003. Cette croissance se retrouve principalement dans trois portefeuilles :
  - En santé et services sociaux, les dépenses passent de 17 736,0 M\$ à 19 103,1 M\$, ce qui représente une croissance de 7,7 %;
  - En éducation, les dépenses atteignent 11 685,5 M\$ en 2003-2004 comparativement à 11 028,4 M\$ en 2002-2003; il s'agit d'une hausse de 6,0 % par rapport à l'exercice précédent;
  - Dans le cas du portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine », l'enveloppe 2003-2004 s'élève à 2 025,7 M\$, une hausse de 11,1 % par rapport à l'exercice précédent.
- Pris globalement, l'ensemble des autres portefeuilles est en hausse de 261,8 M\$, soit une croissance de 1,9 %.

**Tableau 1.1 : CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES 2003-2004 PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**

	Santé et Services sociaux	Éducation	Famille, Enfance et Condition féminine	Autres portefeuilles	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Dépense probable 2002-2003	17 736,0	11 028,4	1 822,6	13 516,9	44 104,0
Croissance allouée	1 367,0	657,1	203,1	261,8	2 489,0
Enveloppe 2003-2004	19 103,1	11 685,5	2 025,7	13 778,7	46 593,0
Taux de croissance	7,7 %	6,0 %	11,1 %	1,9 %	5,6 %

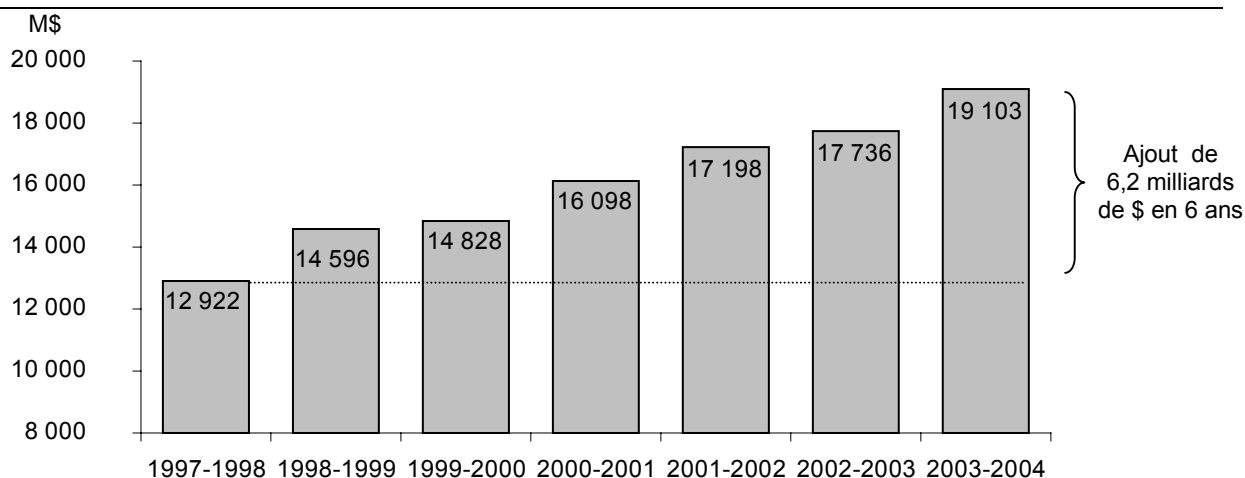
Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.



❑ Santé et Services sociaux

- En 2003-2004, l'enveloppe consacrée à la santé est de 19,1 milliards de dollars, soit 41,0 % du budget de dépenses de programmes;
- Les ressources additionnelles de près de 1,4 milliard de dollars allouées à la santé en 2003-2004 sont affectées en fonction du plan « Pour faire les bons choix » :
  - 500,0 M\$ pour la mise à niveau des services;
  - 867,0 M\$ pour absorber la croissance du coût des services, dont 413,0 M\$ pour les programmes administrés par la Régie d'assurance maladie du Québec et 454,0 M\$ essentiellement pour le réseau;
- Depuis 1997-1998, les dépenses en santé et services sociaux ont augmenté de 6,2 milliards de dollars; cet ajout représente une croissance annuelle moyenne de 6,7 %, laquelle est supérieure à celle de l'ensemble des dépenses de programmes qui est de 4,3 %, en excluant l'impact de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail.

**Graphique 1.5 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DEPUIS 1997-1998**

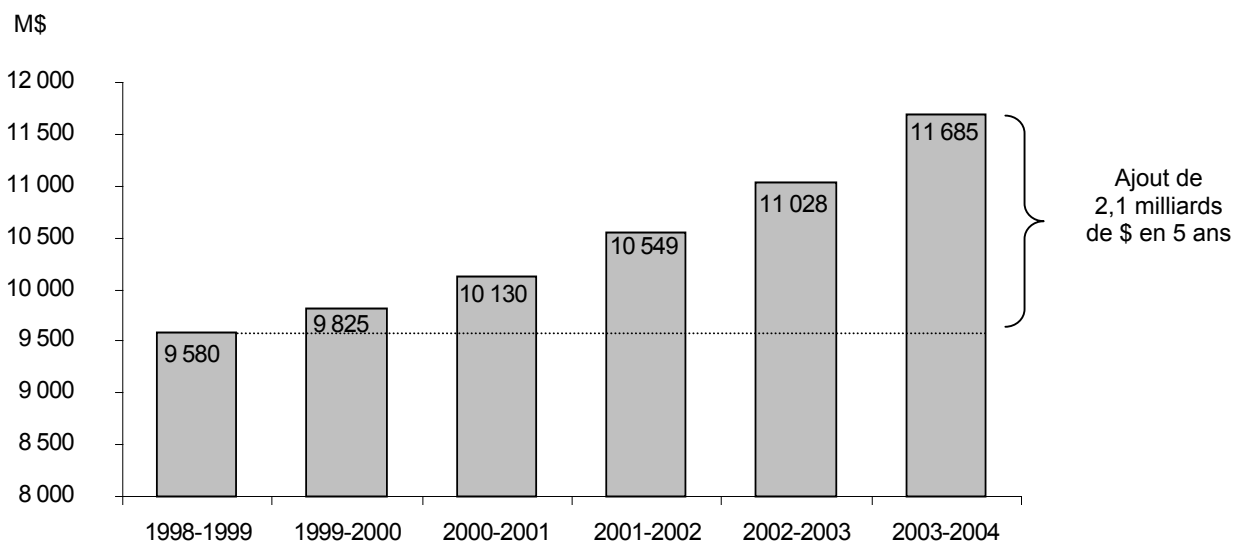


Source : Appendice C.3 de ce volume

□ Éducation

- Depuis 1998-1999, le secteur de l'éducation a bénéficié d'un ajout de 2,1 milliards de dollars;
- Les ressources additionnelles allouées à l'éducation en 2003-2004 s'élèvent à 657,0 M\$. Ce rehaussement de l'enveloppe permet de financer la croissance du coût des dépenses et de donner suite aux engagements pris par le gouvernement :
  - 395,0 M\$ pour assurer la croissance du coût des services;
  - 262,0 M\$ pour donner suite à des engagements, dont 80,0 M\$ au titre des contrats de performance avec les universités, 50,0 M\$ relativement à l'entente sur le temps de travail des enseignants, quelque 40,0 M\$ pour le plan « Agir tôt pour réussir » et près de 10,0 M\$ pour le programme « Ça bouge après l'école ».

**Graphique 1.6 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION DEPUIS 1998-1999**

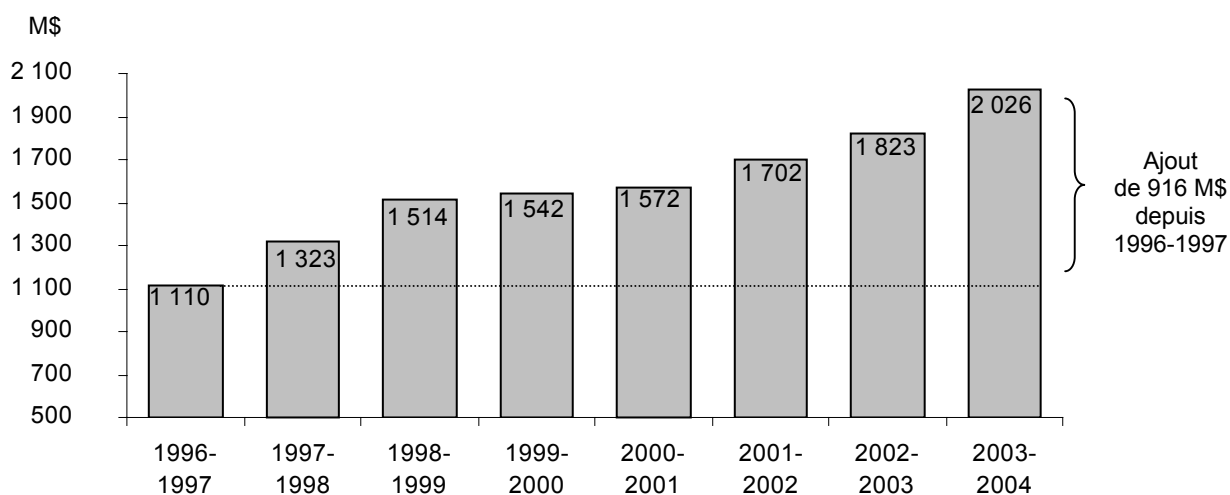


Source : Appendice C.3 de ce volume

□ Famille, Enfance et Condition féminine

- Un ajout de 203,1 M\$ est prévu à l'enveloppe de dépenses 2003-2004 afin d'assurer la poursuite du plan de développement de places en services de garde éducatifs. En mars 2003, le nombre de places disponibles s'élève à 162 000 et il reste par conséquent 38 000 places à compléter pour atteindre l'objectif de 200 000 places d'ici 2005-2006.
- Depuis la mise en place de la politique familiale en 1997, les dépenses allouées pour ce portefeuille ont presque doublé puisqu'elles atteignent 2,0 milliards de dollars en 2003-2004 alors qu'elles s'établissaient à 1,1 milliard de dollars en 1996-1997.

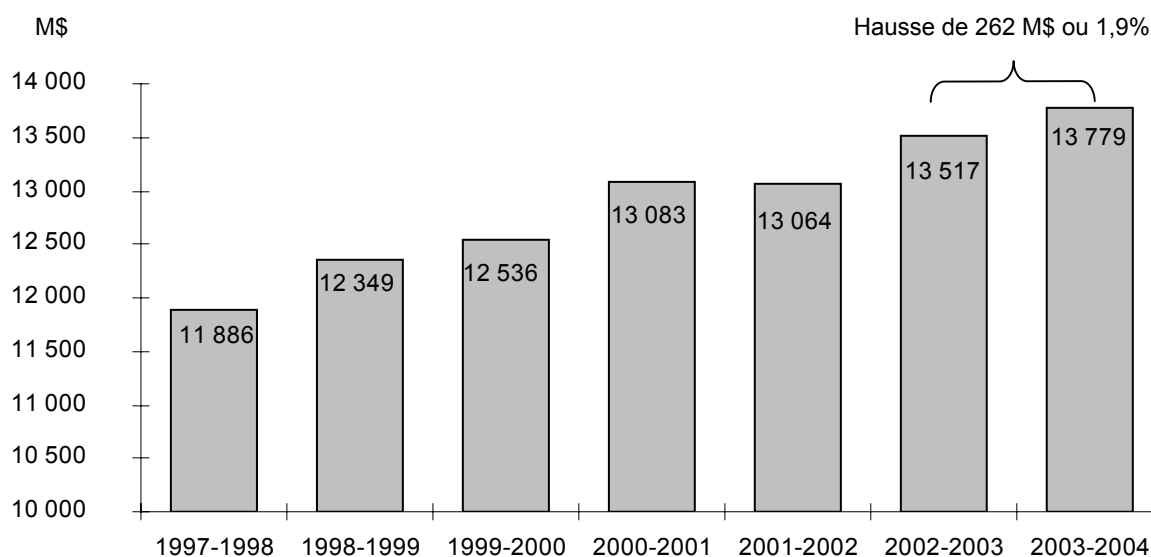
**Graphique 1.7 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES DANS LE SECTEUR FAMILLE ET ENFANCE DEPUIS 1996-1997**



Source : Appendice C.3 de ce volume

- ❑ Autres secteurs excluant Santé et Services sociaux, Éducation, Famille, Enfance et Condition féminine.
  - Les ressources additionnelles allouées en 2003-2004 pour ces autres secteurs totalisent 261,8 M\$ ; il s'agit d'une hausse de 1,9 % par rapport à la dépense probable de l'exercice précédent.
  - Depuis 1997-1998, les dépenses associées à ces autres secteurs sont passées de 11,9 à 13,8 milliards de dollars, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 2,5 % (1,7 % en excluant l'effet de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail).

**Graphique 1.8 : ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DE LA CROISSANCE DANS LES AUTRES SECTEURS DEPUIS 1997-1998**



Source : Appendice C.3 de ce volume

#### 4. LA VARIATION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS LE DÉPÔT DU BUDGET DE DÉPENSES 2002-2003 EN MARS 2002

- ❑ Lors du dépôt à l'Assemblée nationale du Budget de dépenses 2002-2003 en mars 2002, il était prévu des dépenses de programmes de 43,2 milliards de dollars. En cours d'exercice, ces dépenses sont passées à 44,1 milliards de dollars en raison, notamment, de dépenses additionnelles aux portefeuilles « Santé et Services sociaux » et « Emploi, Solidarité sociale ».
- ❑ Comme mentionné précédemment, la croissance des dépenses 2003-2004 s'élève à 2 489,0 M\$, dont 1 367,0 M\$ à la « Santé et Services sociaux », 657,0 M\$ à l'« Éducation » et 203,0 M\$ au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine ».
- ❑ Dans le cas plus particulier du secteur de la santé et des services sociaux, la croissance totale des dépenses observée depuis le dépôt des crédits est de 1 652,0 M\$, en incluant la récurrence des dépenses additionnelles de 285,0 M\$ encourues en 2002-2003.

**Tableau 1.2 : VARIATION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS LE DÉPÔT DU BUDGET DE DÉPENSES 2002-2003**

	Dépenses de programmes	Santé et services sociaux	
	M\$	M\$	
<b>Budget de dépenses 2002-2003 - Mars 2002</b>	43 223	17 451	
+ Variations 2002-2003			
- Santé et Services sociaux	285	285	} Croissance totale de 1 652 M\$
- Emploi, Solidarité sociale	140		
- Autres portefeuilles	456 <sup>1</sup>		
<b>Dépense probable 2002-2003</b>	44 104	17 736	
+ Croissance 2003-2004			
- Santé et Services sociaux	1 367	1 367	
- Éducation	657		
- Famille, Enfance et Condition féminine	203		
- Autres portefeuilles	262		
<b>Budget de dépenses 2003-2004</b>	46 593	19 103	

<sup>1</sup> Un redressement a été effectué afin de présenter les dépenses 2002-2003 sur la même base qu'en 2003-2004. Ce redressement entraîne, pour 2002-2003, une hausse du Budget de dépenses de 8,9 M\$ au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine » puisque la politique familiale a pour effet de remplacer graduellement certaines mesures auparavant comptabilisées en déduction des revenus.

## ANNEXE 1.1

VARIATION ENTRE LES DÉPENSES DE PROGRAMMES 2003-2004 ET LA DÉPENSE PROBABLE 2002-2003<sup>1</sup>

	Budget de dépenses 2003-2004	Dépense probable <sup>2</sup> 2002-2003	Variation	
	M\$	M\$	M\$	%
Assemblée nationale <sup>3</sup>	91,6	89,3	2,3	2,6
Personnes désignées par l'Assemblée nationale <sup>3</sup>	103,1	59,6	43,5	73,0 <sup>4</sup>
Affaires municipales et Métropole	1 587,1	1 571,8	15,3	1,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	659,1	643,4	15,7	2,4
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	887,8	472,1	415,7	5,0 <sup>5</sup>
Conseil exécutif	248,4	161,8	86,6	23,0 <sup>6</sup>
Culture et Communications	531,5	501,0	30,6	6,1
Éducation	11 685,5	11 028,4	657,1	6,0
Emploi, Solidarité sociale	4 016,8	4 107,9	(91,1)	(2,2)
Environnement	193,1	179,2	13,9	7,8
Famille, Enfance et Condition féminine	2 025,7	1 822,6	203,1	11,1
Faune et Parcs	111,2	119,8	(8,7)	(7,3) <sup>7</sup>
Finances, Économie et Recherche	1 092,4	1 031,9	60,5	1,9 <sup>8</sup>
Justice	557,1	542,0	15,1	2,8
Régions	218,3	163,5	54,9	6,8 <sup>9</sup>
Relations avec les citoyens et Immigration	208,7	235,3	(26,6)	(11,3) <sup>10</sup>
Relations internationales	112,4	107,4	5,0	4,7
Ressources naturelles	277,9	297,8	(19,9)	(6,7) <sup>11</sup>
Revenu	693,2	745,0	(51,8)	(7,0)
Santé et Services sociaux	19 103,1	17 736,0	1 367,0	7,7
Sécurité publique	831,8	832,8	(1,0)	(0,1)
Tourisme, Loisir et Sport	132,8	158,1	(25,3)	(16,0) <sup>12</sup>
Transports	1 560,0	1 431,7	128,2	9,0
Travail	64,3	65,3	(1,0)	(1,6)
Économies à réaliser	(400,0)		(400,0)	
<b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>	<b>46 593,0</b>	<b>44 104,0</b>	<b>2 489,0</b>	<b>5,6</b>

Note : Voir page suivante pour références

- 1 Les données portent uniquement sur le Budget de dépenses et ne comprennent pas, par conséquent, les organismes et fonds spéciaux consolidés. Elles excluent, en outre, les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements et avances » comprises dans le budget d'investissements apparaissant au volume II du Budget de dépenses 2003-2004.
- 2 La dépense probable 2002-2003 a été redressée afin de la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2003-2004.
- 3 Les informations portant sur les crédits, les dépenses et les plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le volume I.
- 4 Au portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », la croissance par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que le budget de dépenses 2003-2004 du programme *Administration du système électoral* inclut une somme de 50,0 M\$ pour la tenue d'élections générales.
- 5 Au portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du Budget de dépenses 2003-2004 le programme *Fonds de suppléance* car ce programme est constitué de crédits pouvant être affectés, en cours d'exercice financier, à d'autres portefeuilles.
- 6 Au portefeuille « Conseil exécutif », le pourcentage de variation a été calculé en ajoutant à la dépense probable 2002-2003 les virements faits vers d'autres ministères à partir de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales. La variation de 23,0 % se retrouve essentiellement au programme *Affaires autochtones*.
- 7 Au portefeuille « Faune et Parcs », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que la dépense probable 2002-2003 comprend des sommes qui ont été transférées à partir de la provision pour le développement régional du portefeuille « Régions ».
- 8 Pour les fins de ce tableau, le service de la dette gouvernementale est exclu des dépenses du portefeuille « Finances, Économie et Recherche ». Au volume II du Budget de dépenses 2003-2004 et dans les plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, les dépenses du portefeuille « Finances, Économie et Recherche » incorporent le service de la dette. Par ailleurs, le pourcentage de variation a été calculé en ajoutant à la dépense probable 2002-2003 les virements faits vers d'autres ministères à partir des provisions qui se retrouvent dans les programmes du portefeuille.
- 9 Au portefeuille « Régions », le pourcentage de variation a été calculé en ajoutant à la dépense probable 2002-2003 les virements faits vers d'autres ministères à partir des provisions qui se retrouvent dans ce portefeuille.
- 10 Au portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement de la fin du *Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis*.
11. Au portefeuille « Ressources naturelles », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que la dépense probable 2002-2003 comprend des sommes qui ont été transférées à partir de la provision pour le développement régional du portefeuille « Régions », et d'autres sommes qui ont été ajoutées pour la lutte contre les incendies de forêt.
12. Au portefeuille « Tourisme, Loisir et Sport », la baisse par rapport à la dépense probable résulte principalement du fait que la dépense probable 2002-2003 comprend des montants transférés à la promotion touristique à partir de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales du portefeuille « Conseil exécutif ».





## **CHAPITRE 2**

### **LES RÉSULTATS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003**

---



## ***LES RÉSULTATS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2002-2003 EN BREF***

- ❑ Les dépenses du gouvernement, incluant le service de la dette, devraient s'établir pour l'année financière 2002-2003 à 50 737,0 M\$, en hausse de 3,1 % par rapport à l'exercice précédent.
- ❑ Tel qu'annoncé lors de la Synthèse des opérations financières publiée le 30 juin 2002, les dépenses de programmes ont été relevées de 185,0 M\$ à la suite de la hausse de la taxe sur le tabac. Par ailleurs, des dépenses additionnelles de 696,0 M\$ ont été enregistrées.
- ❑ Cette croissance s'explique notamment par des dépenses additionnelles de 284,6 M\$ au ministère de la Santé et des Services sociaux, de 140,1 M\$ au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de 103,5\$ au ministère des Affaires municipales et de la Métropole.

## 1. LA VARIATION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT EN 2002-2003

- Les dépenses totales du gouvernement devraient s'établir en 2002-2003 à 50 737,0 M\$, soit 44 104,0 M\$ pour les dépenses de programmes et 6 633,0 M\$ pour le service de la dette.
- Par rapport à l'exercice précédent, les dépenses totales pour l'année financière 2002-2003 ont augmenté de 1 538,4 M\$, soit une hausse de 3,1 %.
- Les dépenses de programmes devraient s'établir à 44 104,0 M\$, soit une augmentation de 1 592,0 M\$ ou 3,7 % par rapport à 2001-2002 alors que le service de la dette devrait, quant à lui, diminuer de 53,5 M\$, passant ainsi à 6 633,0 M\$.

**Tableau 2.1 : CROISSANCE DES DÉPENSES TOTALES EN 2002-2003<sup>1</sup>**

	Probable 2002-2003	Réel 2001-2002	Variation	
	M\$	M\$	M\$	%
Dépenses de programmes <sup>2</sup>	44 104,0	42 512,0	1 592,0	3,7
Service de la dette	6 633,0	6 686,5	(53,5)	(0,8)
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>50 737,0</b>	<b>49 198,5</b>	<b>1 538,5</b>	<b>3,1</b>

<sup>1</sup> Les données de ce tableau ne comprennent pas l'effet de la consolidation des organismes et fonds spéciaux.

<sup>2</sup> Les dépenses de programmes ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2003-2004. Les redressements requis découlent de la mise en place de la politique familiale à l'égard des places à contribution réduite dans les services de garde qui a pour effet d'augmenter simultanément les revenus et les dépenses de 8,9 M\$.

## 2. L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES DÉPENSES TOTALES DEPUIS LE DÉPÔT DU BUDGET DE DÉPENSES 2002-2003

- La prévision de dépenses totales du gouvernement en 2002-2003 a été revue à la hausse depuis le dépôt du Budget de dépenses 2002-2003, passant de 49 720,0 M\$ à 50 737,0 M\$. La prévision des dépenses de programmes a été relevée de 185,0 M\$ lors de la Synthèse des opérations financières publiée le 30 juin 2002 et l'on prévoit des dépenses additionnelles de 696,0 M\$ d'ici la fin de l'exercice. Les hausses s'expliquent ainsi :
  - 284,6 M\$ au ministère de la Santé et des Services sociaux, notamment 69,0 M\$ pour l'amélioration des services dans le réseau de la santé et des services sociaux et 144,4 M\$ pour le programme d'assurance médicaments;
  - 140,1 M\$ au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour refléter, entre autres, la baisse moins importante que prévue du nombre de ménages à l'assistance emploi;
  - 456,3 M\$ dus à divers dépassements et disponibilités dans l'ensemble des autres portefeuilles, dont 87,0 M\$ au ministère du Revenu pour la révision des coûts de la provision pour créances douteuses, 103,5 M\$ qui découlent, entre autres, d'une modification au calendrier de versement des compensations prévues dans le cadre du pacte fiscal et 65,0 M\$ en raison de modifications du calendrier de versement de l'aide financière à l'entretien du réseau routier local.
- La prévision du service de la dette a été revue à la hausse de 136,0 M\$. Cette révision s'explique notamment par le fait que le dollar canadien a été plus faible que prévu par rapport à certaines devises.

**Tableau 2.2 : ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DE DÉPENSES 2002-2003<sup>1</sup>**

	Dépenses de programmes M\$	Service de la dette M\$	Dépenses totales M\$
Budget de dépenses 2002-2003	43 223,0	6 497,0	49 720,0
PLUS : changements à la prévision			
- Santé et Services sociaux	284,6	-	284,6
- Emploi, Solidarité sociale	140,1	-	140,1
- Autres dépenses additionnelles <sup>2</sup>	456,3	136,0	592,3
<b>DÉPENSE PROBABLE</b>	<b>44 104,0</b>	<b>6 633,0</b>	<b>50 737,0</b>

<sup>1</sup> Les données de ce tableau ne comprennent pas l'effet de la consolidation des organismes et fonds spéciaux.

<sup>2</sup> Les dépenses de programmes ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2003-2004.

### 3. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS AUTORISÉS EN 2002-2003

- ❑ En début d'année financière 2002-2003, les crédits présentés à l'Assemblée nationale totalisaient 50 606,8 M\$, soit 44 109,8 M\$ pour les dépenses de programmes et 6 497,0 M\$ pour le service de la dette.
- ❑ Des crédits supplémentaires de 312,0 M\$ ont été déposés à l'Assemblée nationale en décembre 2002 pour l'année financière 2002-2003, dont 204,0 M\$ pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et 108,0 M\$ pour le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- ❑ Ces crédits supplémentaires comprennent des crédits votés de 183,0 M\$ et des crédits permanents de 129,0 M\$.
- ❑ Par ailleurs, le niveau des crédits permanents a été révisé à la hausse de 323,5 M\$. Cette variation s'explique principalement par la hausse de 136,0 M\$ du service de la dette et par la révision de 87,0 M\$ des coûts de la provision pour créances douteuses du ministère du Revenu.
- ❑ Les crédits 2001-2002 effectivement reportés en 2002-2003 s'établissent à 38,7 M\$, soit 9,0 M\$ de plus que le montant prévu aux crédits initiaux.

**Tableau 2.3 : CONCILIATION ENTRE LES CRÉDITS ET LA DÉPENSE PROBABLE 2002-2003**

	Dépenses de programmes M\$	Service de la dette M\$	Dépenses totales M\$
CRÉDITS INITIAUX	44 109,8	6 497,0	50 606,8
Crédits supplémentaires n°1 2002-2003 <sup>1</sup>	312,0	-	312,0
Crédits permanents : autres variations	187,5	136,0	323,5
Crédits 2001-2002 reportés en 2002-2003 : variation	9,0	-	9,0
CRÉDITS TOTAUX	44 618,3	6 633,0	51 251,3
MOINS : Crédits affectés au budget d'investissement	(716,1)	-	(716,1)
PLUS : Dépenses d'amortissement	201,8	-	201,8
DÉPENSE PROBABLE	44 104,0	6 633,0	50 737,0

<sup>1</sup> Ces crédits supplémentaires comprennent des crédits votés de 183,0 M\$ et des crédits permanents de 129,0 M\$.

## **CHAPITRE 3**

### **LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES**

---





## ***LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 EN BREF***

- En 2003-2004, les dépenses totales du gouvernement s'élèvent à 53 561,0 M\$ :
  - Les dépenses de programmes représentent 46 593,0 M\$, soit 87,0 % du total.
  - Le service de la dette gouvernementale s'élève à 6 968,0 M\$, soit 13,0 % du total.

### **CATÉGORIES DE DÉPENSES**

- Les dépenses de programmes se composent notamment de la rémunération qui représente 55,5 % et des dépenses de support qui comptent pour 24,0 %.

### **BÉNÉFICIAIRES**

- Plus de 50,0 % des dépenses de programmes sont versées au réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'aux institutions d'enseignement.

## 1. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES

### RÉPARTITION DES DÉPENSES TOTALES SELON LES SUPERCATÉGORIES

- Les dépenses totales du gouvernement totalisent 53 561,0 M\$ en 2003-2004.
- Ventilées par supercatégories, les dépenses totales se répartissent comme suit :
  - 73,6 % correspondent aux dépenses de « Transfert »;
  - 13,0 % servent au service de la dette gouvernementale;
  - 13,4 % vont aux dépenses de fonctionnement et autres catégories.

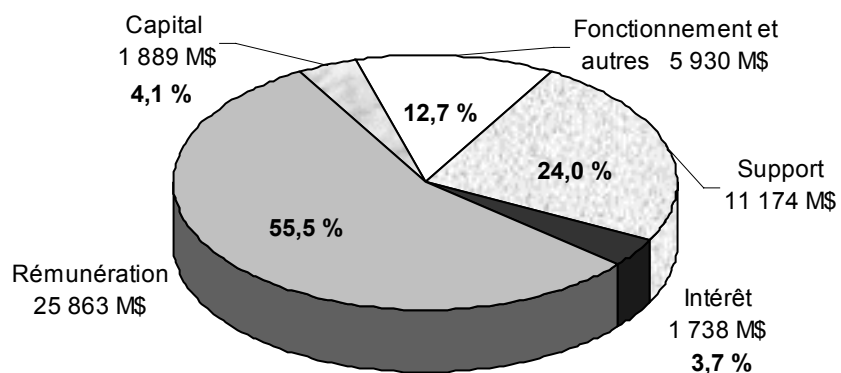
**Tableau 3.1 : BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES**

	CATÉGORIES						Total
	Rémunération	Fonctionnement	Capital	Intérêt	Support	Autres	
SUPERCATÉGORIES	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération	2 925,8	-	-	-	-	-	2 925,8
Fonctionnement	-	2 303,8	-	-	-	-	2 303,8
Transfert	22 463,1	3 609,4	1 590,8	1 514,3	10 254,7	-	39 432,3
Affectation à un fonds spécial	473,8	139,2	297,8	223,4	919,0	-	2 053,2
Créances douteuses et autres	-	-	-	-	-	277,9	277,9
Économies à réaliser	-	-	-	-	-	( 400,0)	( 400,0)
Dépenses de programmes	25 862,7	6 052,4	1 888,6	1 737,7	11 173,7	( 122,1)	46 593,0
Service de la dette	-	-	-	6 968,0	-	-	6 968,0
TOTAL	25 862,7	6 052,4	1 888,6	8 705,7	11 173,7	( 122,1)	53 561,0

### RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES CATÉGORIES

- Les dépenses de programmes totalisent 46 593,0 M\$, soit 87,0 % des dépenses totales du gouvernement en 2003-2004.
- Ventilées par catégories, les dépenses de programmes se répartissent comme suit :
  - 55,5 % aux dépenses liées à la rémunération, soit 25 862,7 M\$;
  - 24,0 %, soit 11 173,7 M\$, aux dépenses concernant le support aux personnes, entreprises, organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement;
  - 12,7 %, soit 5 930,3 M\$ aux dépenses de fonctionnement;
  - 4,1 %, soit 1 888,6 M\$ aux dépenses de capital et 3,7 % aux dépenses d'intérêt sur la dette subventionnée, soit 1 737,7 M\$
- La nature des catégories de dépenses est présentée plus en détail à l'annexe 3.1.

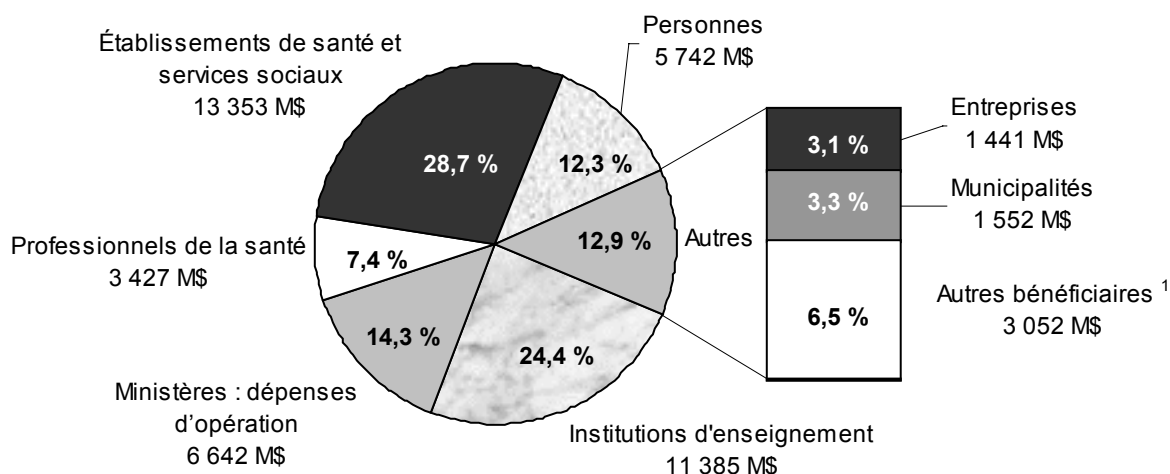
**Graphique 3.1 : DÉPENSES DE PROGRAMMES 2003-2004 PAR GRANDES CATÉGORIES : 46 593 M\$**



### RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES BÉNÉFICIAIRES

- ❑ Les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, avec 13 352,9 M\$, ainsi que les institutions d'enseignement, avec 11 384,7 M\$, totalisent 53,1 % des dépenses de programmes prévues en 2003-2004.
- ❑ Les dépenses destinées aux personnes s'élèvent à 5 741,6 M\$, soit 12,3 %, des dépenses de programmes.
- ❑ La rémunération des professionnels de la santé compte pour 3 427,0 M\$ et représente 7,4 % des dépenses de programmes.
- ❑ Une portion de 12,9 % des dépenses de programmes, soit 6 045,0 M\$, est affectée aux divers autres bénéficiaires, soit les entreprises, les municipalités, les organismes à but non lucratif et les entreprises et organismes d'État.
- ❑ Les dépenses d'opération des ministères, avec 6 641,8 M\$, représentent 14,3 % des dépenses de programmes.

**Graphique 3.2 : DÉPENSES DE PROGRAMMES 2003-2004 PAR BÉNÉFICIAIRES : 46 593 M\$**



<sup>1</sup> Comprenant les autres bénéficiaires et les économies à réaliser.

- La répartition des dépenses par bénéficiaires est présentée pour chaque portefeuille à l'annexe 3.3.

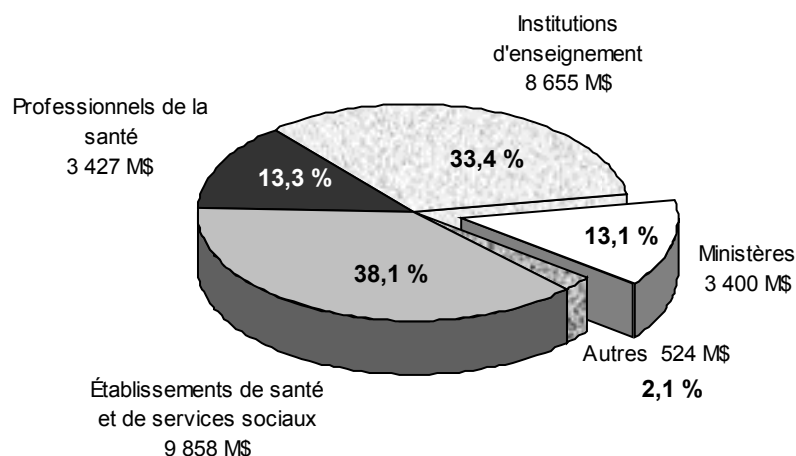
**Tableau 3.2 : RÉPARTITION PAR BÉNÉFICIAIRES DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PRÉVUES EN 2003-2004**

	Santé et Services sociaux	Éducation	Emploi, Solidarité sociale	Famille, Enfance et Condition féminine	Autres ministères	Autres	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Ministères : dépenses d'opération	123,2	178,8	565,2	54,1	5 720,5	-	6 641,8
Établissements de santé et services sociaux	13 288,2	-	-	-	64,7	-	13 352,9
Professionnels de la santé	3 427,0	-	-	-	-	-	3 427,0
Institutions d'enseignement	-	11 144,1	96,7	-	143,9	-	11 384,7
Aide aux personnes	1 584,5	296,6	2 999,8	584,2	276,5	-	5 741,6
Aide aux entreprises	164,2	-	70,8	198,9	1 007,0	-	1 440,9
Aide aux municipalités	-	-	-	-	1 552,1	-	1 552,1
Autres bénéficiaires	516,0	66,0	284,3	1 188,5	1 397,2	-	3 452,0
Économies à réaliser	-	-	-	-	-	(400,0)	(400,0)
<b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>	<b>19 103,1</b>	<b>11 685,5</b>	<b>4 016,8</b>	<b>2 025,7</b>	<b>10 161,9</b>	<b>(400,0)</b>	<b>46 593,0</b>

## 2. LES DÉPENSES POUR LA RÉMUNÉRATION

- Les dépenses prévues pour la rémunération s'élèvent à quelque 25 862,7 M\$ en 2003-2004, soit 55,5 % des dépenses de programmes.
  - Les réseaux de la santé et des services sociaux et les institutions des réseaux de l'éducation se partagent respectivement 38,1 % et 33,4 % du total des dépenses de rémunération.
  - Pour leur part, les professionnels de la santé reçoivent 13,3 % des dépenses de rémunération tandis que la part revenant au personnel des ministères se chiffre à 13,1 %.
- En comparant les dépenses prévues en 2003-2004 à celles de l'exercice financier 2002-2003, la rémunération augmente de 1 306,1 M\$. Cette croissance se répartit entre les éléments suivants :
  - 440,0 M\$ excluant les professionnels de la santé résultant de l'augmentation salariale de 2 % accordée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2003 ainsi que du montant forfaitaire de 2 % qui sera versé entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 juin 2003;
  - 625,0 M\$ dans le secteur de la santé et des services sociaux découlant notamment du montant investi pour assurer la mise à niveau des services prévue dans le Plan de la santé et des services sociaux ainsi que de la rémunération des professionnels de la santé;

**Graphique 3.3 : DÉPENSES POUR LA RÉMUNÉRATION EN 2003-2004 PAR BÉNÉFICIAIRES : 25 863 M\$**



- 205,0 M\$ dans les réseaux de l'éducation pour, notamment favoriser la réussite scolaire et assumer les engagements au titre des contrats de performance avec les universités ainsi que l'entente avec les enseignants des commissions scolaires.

**Tableau 3.3 : DÉPENSES PRÉVUES POUR LA RÉMUNÉRATION EN 2003-2004 <sup>1</sup>**

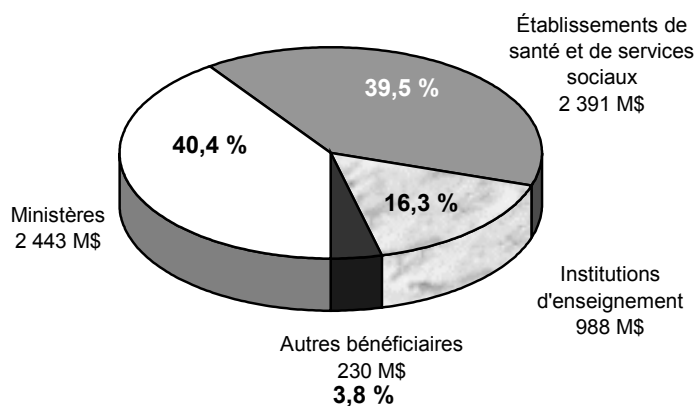
	Salaires	Contributions de l'employeur			Total
		Régimes de retraite	Autres	Sous-total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX					
Ministère	54,4	-	6,4	6,4	60,8
Établissements de santé et de services sociaux	8 364,6	546,2	946,7	1 492,9	9 857,5
Professionnels de la santé	3 427,0	-	-	-	3 427,0
Autres bénéficiaires	120,1	-	8,2	8,2	128,3
	11 966,1	546,2	961,3	1 507,5	13 473,6
ÉDUCATION					
Ministère	78,5	-	8,0	8,0	86,5
Institutions d'enseignement	7 260,5	647,5	746,5	1 394,0	8 654,5
Autres bénéficiaires	9,8	-	1,5	1,5	11,3
	7 348,8	647,5	756,0	1 403,5	8 752,3
EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE					
Ministère	319,4	-	39,6	39,6	359,0
Autres bénéficiaires	7,1	-	0,9	0,9	8,0
	326,5	-	40,5	40,5	367,0
AUTRES					
Ministères	2 305,1	306,2	282,0	588,2	2 893,3
Autres bénéficiaires	319,8	24,9	31,8	56,7	376,5
	2 624,9	331,1	313,8	644,9	3 269,8
TOTAL	22 266,3	1 524,8	2 071,6	3 596,4	25 862,7
COMPARATIF 2002-2003	21 117,6	1 469,4	1 969,6	3 439,0	24 556,6

<sup>1</sup> Comprenant les crédits de la supercatégorie « Rémunération » de la catégorie « Rémunération » de la supercatégorie « Transfert » et de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

### 3. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 6 052,4 M\$ en 2003-2004 et se répartissent ainsi :
  - 40,4 % des dépenses sont attribuées aux ministères;
  - 39,5 %, aux établissements de la santé et des services sociaux;
  - 16,3 %, aux institutions d'enseignement;
  - 3,8 %, pour les autres bénéficiaires.
- Les dépenses affectées au fonctionnement sont en hausse de 800,3 M\$ par rapport à 2002-2003. Cet accroissement résulte principalement des variations suivantes :
  - Au secteur de la santé et des services sociaux, une augmentation de 220,5 M\$ résulte des ajustements budgétaires pour la mise à niveau des services de santé et le financement de la croissance du coût des services;
  - Au secteur de l'éducation, une augmentation de 75,1 M\$ prévue pour financer la croissance du coût des services et les engagements au titre des contrats de performance avec les universités;

**Graphique 3.4 : DÉPENSES PRÉVUES POUR LE FONCTIONNEMENT EN 2003-2004 : 6 052 M\$**





- Au portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », une augmentation de 45,8 M\$ est essentiellement attribuable au montant prévu pour la tenue d'élections générales;
- Au portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique », une augmentation de 392,3 M\$ découle des sommes prévues au *Fonds de suppléance*.

**Tableau 3.4 : DÉPENSES PRÉVUES POUR LE FONCTIONNEMENT EN 2003-2004**

	Fonctionnement <sup>1</sup>	Transfert		Total
		Réseaux	Autres	
	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>				
Ministère	62,5	-	-	62,5
Aide aux établissements de santé et de services sociaux	-	2 391,2	-	2 391,2
Autres bénéficiaires	-	-	74,3	74,3
	62,5	2 391,2	74,3	2 528,0
<b>ÉDUCATION</b>				
Ministère	50,4	-	-	50,4
Aide aux institutions d'enseignement	-	988,2	-	988,2
Autres bénéficiaires	-	-	3,3	3,3
	50,4	988,2	3,3	1 041,9
<b>EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE</b>				
Ministère	157,2	-	-	157,2
Autres bénéficiaires	-	-	1,9	1,9
	157,2	-	1,9	159,1
<b>AUTRES</b>				
Ministères	2 172,9	-	-	2 172,9
Autres bénéficiaires	-	-	150,5	150,5
	2 172,9	-	150,5	2 323,4
<b>TOTAL</b>	<b>2 443,0</b>	<b>3 379,4</b>	<b>230,0</b>	<b>6 052,4</b>
<b>COMPARATIFS 2002-2003</b>	<b>1 939,7</b>	<b>3 099,8</b>	<b>212,6</b>	<b>5 252,1</b>

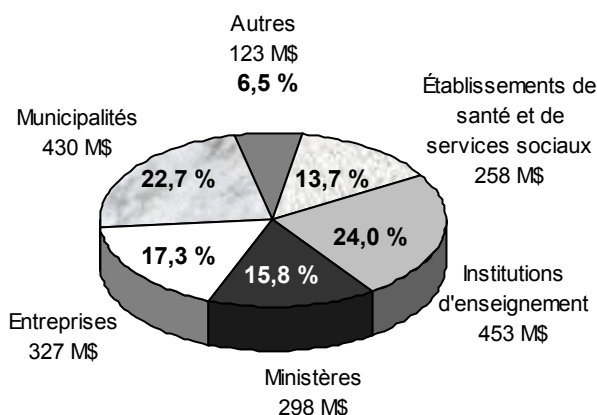
<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Fonctionnement » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

#### 4. LES DÉPENSES DE CAPITAL

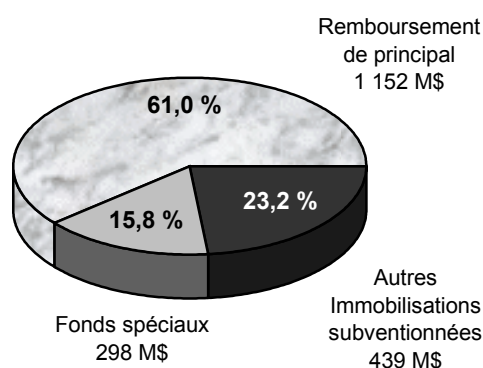
- Les dépenses prévues pour le capital totalisent 1 888,6 M\$ en 2003-2004, soit 274,6 M\$ de plus que l'exercice précédent. Elles se répartissent entre les bénéficiaires suivants :
  - 22,7 % pour les municipalités, soit 429,6 M\$;
  - 24,0 % pour les institutions d'enseignement, représentant 453,5 M\$;
  - 17,3 % pour les entreprises, soit un montant de 326,7 M\$
  - 13,7 % pour les dépenses des établissements de la santé et des services sociaux, qui s'établissent à 257,9 M\$;
  - 15,8 % pour les ministères, soit 297,8 M\$ et 6,5 % pour les autres bénéficiaires, soit un montant de 123,1 M\$.

**Graphiques 3.5 : DÉPENSES DE CAPITAL PRÉVUES PAR BÉNÉFICIAIRES ET SELON LES MODES D'INTERVENTION : 1 889 M\$**

##### Bénéficiaires



##### Modes d'intervention



- ❑ Les dépenses de capital sont affectées suivant trois modes d'intervention privilégiés par le gouvernement :
  - Les dépenses servant au remboursement du principal sur la dette subventionnée représentant 61,0 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2003-2004;
  - Les dépenses affectées aux fonds spéciaux représentant 15,8 % de l'ensemble des dépenses de capital;
  - Les subventions pour des fins d'immobilisations comptant pour 23,2 % de ces dépenses.

#### **CRÉDITS AFFECTÉS EN CAPITAL AUX FONDS SPÉCIAUX**

- ❑ Les sommes allouées pour les dépenses de capital des fonds spéciaux connaissent une augmentation de 79,1 M\$, passant de 218,7 M\$ en 2002-2003 à 297,8 M\$ en 2003-2004. Cette variation s'explique principalement par une augmentation de 80,3 M\$ des dépenses comptabilisées au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

#### **LES DÉPENSES POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL**

- ❑ Les dépenses pour le remboursement du principal servent à assumer le financement de la quote-part gouvernementale sur les immobilisations subventionnées par le service de la dette. Ce mode d'intervention s'applique aux investissements réalisés par les commissions scolaires, les cégeps, les universités, les établissements de la santé et des services sociaux, par les municipalités, dans le cas du transport en commun et de l'assainissement des eaux, ainsi que par les institutions culturelles dans le cas des équipements culturels.
- ❑ Pour ces secteurs, les projets d'immobilisations achevés sont financés par emprunts à long terme. Le calendrier de remboursement peut, selon le cas, s'étendre sur une période de 25 ans. Pour assumer sa part, le gouvernement s'engage à effectuer, en tout ou en partie, le remboursement du principal.
- ❑ Les dépenses relatives au remboursement du principal passent de 1 049,0 M\$ en 2002-2003 à 1 151,7 M\$ en 2003-2004, soit une hausse de 102,7 M\$ qui s'explique principalement de la façon suivante :
  - Une hausse de 58,4 M\$ est attribuable aux travaux de construction réalisés par l'entremise des plans d'investissements pour les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, des commissions scolaires, des cégeps et des universités;

- Une hausse de 33,8 M\$ au portefeuille « Affaires municipales et Métropole » qui s'explique principalement par les programmes reliés aux infrastructures municipales et ceux concernant l'habitation.

#### LES AUTRES IMMOBILISATIONS SUBVENTIONNÉES

- Les dépenses relatives aux autres immobilisations subventionnées passent de 346,3 M\$ en 2002-2003 à 439,1 M\$ en 2003-2004, en hausse de 92,8 M\$.

**Tableau 3.5 : DÉPENSES DE CAPITAL PRÉVUES EN 2003-2004 PAR BÉNÉFICIAIRES**

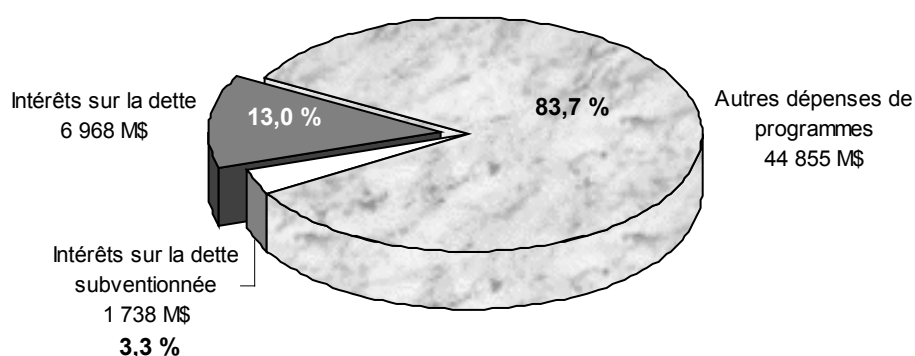
	Fonds spéciaux <sup>1</sup>	Immobilisations subventionnées		Total
		Remboursement de principal	Autres	
	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>				
Établissements de santé et de services sociaux	-	239,6	18,3	257,9
Autres bénéficiaires	-	-	2,1	2,1
	-	239,6	20,4	260,0
<b>ÉDUCATION</b>				
Institutions d'enseignement	-	436,5	17,0	453,5
Autres bénéficiaires	-	-	2,8	2,8
	-	436,5	19,8	456,3
<b>AUTRES</b>				
Ministères	297,8	-	-	297,8
Aide aux entreprises	-	7,6	319,1	326,7
Aide aux municipalités	-	365,8	63,8	429,6
Autres bénéficiaires	-	102,2	16,0	118,2
	297,8	475,6	398,9	1 172,3
<b>TOTAL</b>	<b>297,8</b>	<b>1 151,7</b>	<b>439,1</b>	<b>1 888,6</b>
<b>COMPARATIFS 2002-2003</b>	<b>218,7</b>	<b>1 049,0</b>	<b>346,3</b>	<b>1 614,0</b>

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Capital » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

## 5. LES DÉPENSES D'INTÉRÊT

- ❑ Les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement s'élèvent à 8 705,7 M\$ pour l'exercice 2003-2004, comparativement à 8 340,1 M\$ pour l'exercice précédent. Elles représentent 16,3 % de l'ensemble des dépenses prévues en 2003-2004.
- ❑ Les dépenses d'intérêt comprennent les dépenses affectées au service de la dette subventionnée, prises en compte dans les dépenses de programmes, et les dépenses servant au paiement des intérêts sur la dette du gouvernement.
- ❑ Les dépenses d'intérêt sur la dette gouvernementale prévues pour 2003-2004 s'élèvent à 6 968,0 M\$ comparativement à 6 633,0 M\$ pour 2002-2003, comptant pour 13,0 % des dépenses totales du gouvernement.
- ❑ Les dépenses affectées au service de la dette subventionnée s'établissent à 1 737,7 M\$ en 2003-2004, comparativement à 1 707,1 M\$ en 2002-2003. Leur poids relatif est de 3,3 % par rapport à l'ensemble des dépenses du gouvernement.

**Graphique 3.7 : PART DES DÉPENSES D'INTÉRÊT DANS LES DÉPENSES TOTALES EN 2003-2004 : 8 706 M\$**



### **LES INTÉRÊTS SUR LA DETTE GOUVERNEMENTALE**

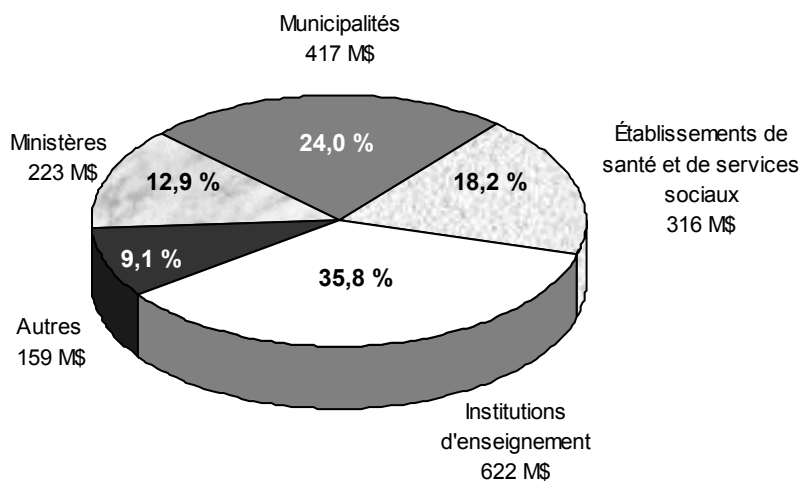
- ❑ Les dépenses d'intérêt sur la dette gouvernementale s'élèvent à 6 968,0 M\$ en 2003-2004, une hausse de 335,0 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Elles comprennent deux éléments : les frais financiers attribuables à la dette directe et ceux attribuables au compte des régimes de retraite.
- ❑ Les frais financiers attribuables à la dette directe s'établissent à 4 245,0 M\$ et ceux attribuables au compte des régimes de retraite sont prévus à 2 723,0 M\$ pour 2003-2004.
- ❑ L'augmentation du paiement d'intérêt sur la dette directe de 318,0 M\$ s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt.
- ❑ Par ailleurs, les dépenses d'intérêt sur le compte des régimes de retraite augmentent de 17,0 M\$ en 2003-2004, cette croissance étant attribuable à la hausse de l'obligation actuarielle moyenne.

### **LES INTÉRÊTS SUR LA DETTE SUBVENTIONNÉE**

- ❑ Les intérêts sur la dette subventionnée s'élèvent à 1 737,7 M\$ pour l'exercice 2003-2004 comparativement à 1 707,1 M\$ en 2002-2003, en baisse de 30,6 M\$. Trois éléments principaux expliquent cette variation :
  - Une diminution de 32,7 M\$, au portefeuille « Affaires municipales et Métropole » qui s'explique principalement par une diminution dans le remboursement des emprunts des programmes d'assainissement des eaux du Québec et de construction de réseaux d'aqueduc et d'égout;
  - Une augmentation de 5,9 M\$ au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine », pour couvrir les coûts d'intérêt encouru pour le développement de services de garde éducatifs et qui sont financés à même la dette subventionnée depuis 2002-2003;
  - Une augmentation de 2,7 M\$ attribuable à la Politique nationale de l'eau au portefeuille « Environnement » annoncée en 2002.

- Les intérêts sur la dette subventionnée s'élèvent à 1 737,7 M\$ pour l'exercice 2003-2004. Ventilées suivant les bénéficiaires, les dépenses d'intérêt subventionnées se répartissent comme suit :
  - 35,8 % pour les institutions d'enseignement avec 622,2 M\$;
  - 24,0 % pour les municipalités avec 417,1 M\$;
  - 18,2 % pour les établissements de la santé et des services sociaux avec 316,4 M\$;
  - Les autres bénéficiaires avec 158,6 M\$, pour 9,1 %, et les ministères avec 223,4 M\$, pour 12,9 %.

**Graphique 3.8 : DÉPENSES D'INTÉRÊT SUR LA DETTE SUBVENTIONNÉE PAR BÉNÉFICIAIRES : 1 738 M\$**



**Tableau 3.6 : DÉPENSES D'INTÉRÊT PRÉVUES EN 2003-2004 PAR BÉNÉFICIAIRES**

	Dette subventionnée et autres <sup>1</sup>	Dette gouvernementale	Total
	M\$	M\$	M\$
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>			
Établissements de santé et de services sociaux	316,4	-	316,4
	316,4	-	316,4
<b>ÉDUCATION</b>			
Institutions d'enseignement	622,2	-	622,2
Autres bénéficiaires		-	
	622,2	-	622,2
<b>AUTRES</b>			
Ministères	223,4	-	223,4
Municipalités	417,1	-	417,1
Autres bénéficiaires	158,6	-	158,6
	799,1	-	799,1
<b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>	1 737,7	-	1 737,7
<b>SERVICE DE LA DETTE</b>			
Dette directe	-	4 245,0	4 245,0
Compte des régimes de retraite	-	2 723,0	2 723,0
	-	6 968,0	6 968,0
<b>TOTAL</b>	1 737,7	6 968,0	8 705,7
<b>COMPARATIFS 2002-2003</b>	1 707,1	6 633,0	8 340,1

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Intérêts » de la supercatégorie « Transfert » et de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».



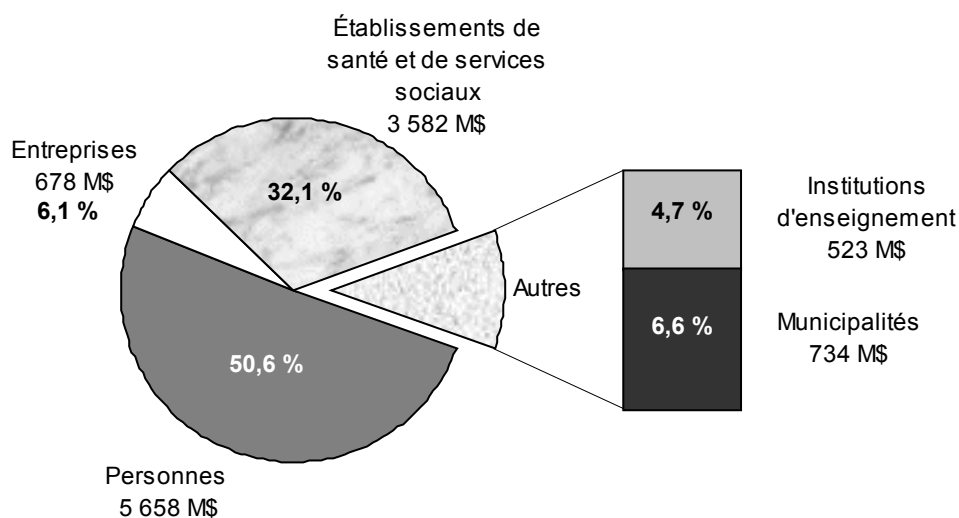
## 6. LES DÉPENSES DE SUPPORT

- Les dépenses de la catégorie « Support » regroupent divers programmes de soutien et d'aide destinés principalement aux personnes, aux organismes à but non lucratif, aux entreprises et aux municipalités. Elles comprennent notamment :
  - Au portefeuille « Santé et Services sociaux », les programmes d'assistance maladie et d'assurance médicaments administrés par la Régie de l'assurance maladie du Québec ainsi que l'aide aux ressources de type familial, l'aide aux organismes communautaires et les subventions d'appoint du réseau de la santé et des services sociaux;
  - Au portefeuille « Éducation », le programme d'aide au transport scolaire et le programme d'aide financière aux études;
  - Au portefeuille « Emploi, Solidarité sociale », les mesures d'aide financière et les mesures d'aide à l'emploi;
  - Au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine », les programmes d'allocation pour enfants et le soutien aux centres de la petite enfance et autres services de garde.
- Dans les autres portefeuilles, elles comprennent des programmes tels que :
  - le programme d'aide au logement social et à l'amélioration de l'habitat géré par la Société d'habitation du Québec;
  - les programmes de compensations financières au ministère des Affaires municipales et de la Métropole;
  - les programmes de soutien financier aux agriculteurs et d'aide aux entreprises agro-alimentaires au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
  - les programmes d'aide aux municipalités pour le transport en commun au ministère des Transports;
  - le programme de soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux, le développement du commerce extérieur et le soutien financier au développement de la recherche et de l'innovation au portefeuille « Finances, Économie et Recherche ».

- Les dépenses de support s'élèvent à 11 173,7 M\$ en 2003-2004 alors qu'en 2002-2003, elles atteignaient 10 532,6 M\$. La variation des dépenses s'explique principalement ainsi :
  - Au portefeuille « Emploi, Solidarité sociale », une diminution de 87,9 M\$ découlant notamment d'une baisse prévue du nombre de ménages à la sécurité du revenu en 2003-2004;
  - Au portefeuille « Finances, Économie et Recherche », une diminution de 39,3 M\$ provenant principalement de la fin du programme Branchement des familles sur internet.
  - Au portefeuille « Santé et Services sociaux », une hausse de 327,2 M\$ essentiellement reliée aux prévisions d'augmentation du coût des médicaments et aux coûts supplémentaires attribuables au système du sang;
  - Au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine », une hausse de 165,0 M\$ principalement due à l'augmentation de la capacité d'accueil du réseau des services de garde éducatifs par le développement de nouvelles places dans les centres de la petite enfance et les garderies, à la mise en place d'un régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance;
  - Au portefeuille « Conseil exécutif », une augmentation de 52,9 M\$ principalement attribuable aux nouvelles ententes avec la nation crie;
  - Au portefeuille « Éducation », l'augmentation de 51,3 M\$ s'expliquant principalement par une hausse de l'aide au transport scolaire et de l'aide financière aux études.

- Plus de la moitié des dépenses de support sont versées à des personnes. En 2003-2004, 50,6 % de ces dépenses, soit 5 657,5 M\$, sont prévues être versées à des personnes.

**Graphique 3.9 : RÉPARTITION DES DÉPENSES DE SUPPORT 2003-2004 PAR BÉNÉFICIAIRES : 11 174 M\$**



**Tableau 3.7 : DÉPENSES DE SUPPORT PRÉVUES EN 2003-2004**

	Transfert	Autres <sup>1</sup>	Total
	M\$	M\$	M\$
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>			
Établissements de santé et de services sociaux	465,4	-	465,4
Aide aux personnes	1 584,5	-	1 584,5
Autres bénéficiaires	475,2	-	475,2
	2 525,1	-	2 525,1
<b>ÉDUCATION</b>			
Institutions d'enseignement	425,8	-	425,8
Aide aux personnes	296,6	-	296,6
Autres bénéficiaires	48,7	-	48,7
	771,1	-	771,1
<b>EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE</b>			
Institutions d'enseignement	-	96,7	96,7
Aide aux personnes	2 616,1	383,6	2 999,7
Autres bénéficiaires	14,1	331,0	345,1
	2 630,2	811,3	3 441,5
<b>FAMILLE, ENFANCE ET CONDITION FÉMININE</b>			
Aide aux personnes	584,2	-	584,2
Autres bénéficiaires	1 372,2	-	1 372,2
	1 956,4	-	1 956,4
<b>AUTRES</b>			
Aide aux entreprises	639,8	37,8	677,6
Aide aux municipalités	733,8	0,4	734,2
Aide aux personnes	192,5	-	192,5
Autres bénéficiaires	805,9	69,4	875,3
	2 372,0	107,6	2 479,6
<b>TOTAL</b>	<b>10 254,8</b>	<b>918,9</b>	<b>11 173,7</b>
<b>COMPARATIFS 2002-2003</b>	<b>9 645,5</b>	<b>887,1</b>	<b>10 532,6</b>

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Support » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

## 7. LES DÉPENSES RELATIVES À LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES

- Les dépenses inhérentes à la variation de la provision pour créances douteuses ainsi qu'à la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement sont regroupées à la supercatégorie « Créances douteuses et autres ». Pour 2003-2004, elles s'élèvent à 278,0 M\$ comparativement à 441,5 M\$ pour l'exercice 2002-2003.

### LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

- En 2003-2004, les dépenses liées à la variation de la provision pour créances douteuses totalisent 222,5 M\$, en baisse de 125,9 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution résulte de la variation des provisions pour créances douteuses des ministères du Revenu et de l'Éducation.

### LA PROVISION POUR PERTES SUR LES INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES PAR LE GOUVERNEMENT

- Les dépenses relatives à la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement sont en baisse de 37,6 M\$ et atteignent 55,5 M\$ en 2003-2004. Cette baisse provient du portefeuille « Finances, Économie et Recherche ».

**Tableau 3.8 : DÉPENSES RELATIVES AUX PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES EN 2003-2004**

	Créances douteuses	Pertes sur interventions financières garanties	Total
	M\$	M\$	M\$
Éducation	41,9	-	41,9
Emploi et Solidarité sociale	4,3	-	4,3
Finances, Économie et Recherche	-	54,3	54,3
Revenu	154,6	-	154,6
Autres ministères	21,7	1,2	22,9
<b>TOTAL</b>	<b>222,5</b>	<b>55,5</b>	<b>278,0</b>
<b>COMPARATIF 2002-2003</b>	<b>348,4</b>	<b>93,1</b>	<b>441,5</b>

## **ANNEXE 3.1**

### **NATURE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES CONSIDÉRÉES DANS CE CHAPITRE**

- ❑ La rémunération englobe les salaires des professionnels de la santé et ceux des employés du réseau de la santé et des services sociaux, des réseaux de l'éducation ainsi que de la fonction publique, les contributions d'employeur au titre des régimes de retraite ainsi que celles versées aux différents régimes étatiques établis et aux régimes d'assurance collective.
- ❑ Les dépenses de support comprennent les diverses autres subventions destinées à fournir une aide financière sous différentes formes aux personnes, aux entreprises, aux organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement.
- ❑ Les dépenses de fonctionnement et autres comprennent les dépenses de soutien et d'administration des ministères et organismes, incluant le Fonds de suppléance, celles du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que celles des réseaux de l'éducation. Sont incluses aussi les dépenses reliées à l'amortissement des immobilisations des ministères et organismes.
- ❑ Les dépenses en capital incluent les immobilisations subventionnées et les sommes versées aux fonds spéciaux aux fins des engagements inhérents à leurs immobilisations. Le gouvernement subventionne, selon le cas, le coût des immobilisations des bénéficiaires ou le remboursement du principal inhérent aux emprunts contractés par ses partenaires.

**ANNEXE 3.2****RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR GRANDES CATÉGORIES (en millions \$)**

	Rémunération	Fonctionnement et autres <sup>1</sup>	Capital	Intérêt	Support	Total
Affaires municipales et Métropole	87,9	33,9	322,3	422,6	720,4	1 587,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	167,4	59,9	15,0	-	416,8	659,1
Assemblée nationale	66,3	25,2	-	-	0,1	91,6
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	460,6	417,0	1,8	8,2	0,2	887,8
Conseil exécutif	38,4	66,8	4,4	4,1	134,7	248,4
Culture et Communications	152,5	91,6	53,3	48,9	185,2	531,5
Éducation	8 752,3	1 083,6	456,3	622,2	771,1	11 685,5
Emploi, Solidarité sociale	367,0	163,4	42,5	2,4	3 441,5	4 016,8
Environnement	112,2	48,4	9,4	5,7	17,4	193,1
Famille, Enfance et Condition féminine	32,9	21,2	8,7	6,5	1 956,4	2 025,7
Faune et Parcs	58,8	39,7	3,8	0,1	8,8	111,2
Finances, Économie et Recherche	170,3	240,1	280,3	4,2	397,5	1 092,4
Justice	333,1	185,3	0,5	-	38,2	557,1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	35,6	64,9	-	-	2,6	103,1
Régions	14,0	13,4	12,7	-	178,2	218,3
Relations avec les citoyens et Immigration	129,1	52,1	-	-	27,5	208,7
Relations internationales	54,9	31,9	0,9	0,4	24,3	112,4
Ressources naturelles	122,7	85,7	3,2	2,2	64,2	278,0
Revenu	350,1	314,9	24,1	4,0	0,1	693,2
Santé et Services sociaux	13 473,6	2 528,0	260,0	316,4	2 525,1	19 103,1
Sécurité publique	514,2	263,0	4,6	0,2	49,8	831,8
Tourisme, Loisirs et Sport	27,2	13,4	5,8	3,8	82,6	132,8
Transports	299,9	464,5	379,0	285,8	130,8	1 560,0
Travail	41,7	22,4	-	-	0,2	64,3
Économies à réaliser	-	( 400,0)	-	-	-	( 400,0)
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>25 862,7</b>	<b>5 930,3</b>	<b>1 888,6</b>	<b>1 737,7</b>	<b>11 173,7</b>	<b>46 593,0</b>
Service de la dette gouvernementale	-	-	-	6 968,0	-	6 968,0
<b>Dépenses totales</b>	<b>25 862,7</b>	<b>5 930,3</b>	<b>1 888,6</b>	<b>8 705,7</b>	<b>11 173,7</b>	<b>53 561,0</b>

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend la provision pour créances douteuses.

## ANNEXE 3.3

## RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR BÉNÉFICIAIRES (en millions \$)

	Ministères <sup>1</sup>	Établissements de santé et de services sociaux	Institutions d'enseignement	Personnes <sup>2</sup>	Municipalités	Entreprises	Autres <sup>3</sup>	Total
Affaires municipales et Métropole	66,6	-	21,1	119,3	1 096,0	10,9	273,2	1 587,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	175,4	-	0,9	-	3,7	405,4	73,7	659,1
Assemblée nationale	91,4	-	-	0,1	-	-	0,1	91,6
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	861,0	1,5	25,1	-	-	-	0,2	887,8
Conseil exécutif	97,7	-	0,3	-	25,5	6,3	118,6	248,4
Culture et Communications	101,4	-	2,8	10,2	45,4	43,0	328,7	531,5
Éducation	178,8	-	11 144,1	296,6	-	-	66,0	11 685,5
Emploi, Solidarité sociale	565,2	-	96,7	2 999,8	-	70,8	284,3	4 016,8
Environnement	160,7	-	-	-	14,0	-	18,4	193,1
Famille, Enfance et Condition féminine	54,1	-	-	584,2	-	198,9	1 188,5	2 025,7
Faune et Parcs	98,4	-	-	-	7,3	-	5,5	111,2
Finances, Économie et Recherche	354,1	63,0	89,6	25,4	-	426,6	133,7	1 092,4
Justice	380,5	-	-	91,4	-	-	85,2	557,1
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	100,4	-	-	-	-	-	2,7	103,1
Régions	27,5	0,2	1,1	-	15,2	50,3	124,0	218,3
Relations avec les citoyens et Immigration	181,2	-	0,4	15,2	0,3	-	11,6	208,7
Relations internationales	85,4	-	1,3	2,1	-	-	23,6	112,4
Ressources naturelles	205,9	-	0,5	-	1,8	35,7	34,1	278,0
Revenu	693,1	-	-	-	-	-	0,1	693,2
Santé et Services sociaux	123,2	13 288,2	-	5 011,5	-	164,2	516,0	19 103,1
Sécurité publique	782,0	-	-	2,9	37,9	-	9,0	831,8
Tourisme, Loisir et Sport	32,7	-	-	8,6	1,7	8,2	81,6	132,8
Transports	1 167,6	-	0,8	1,3	303,3	20,6	66,4	1 560,0
Travail	57,5	-	-	-	-	-	6,8	64,3
Économies à réaliser	-	-	-	-	-	-	( 400,0)	( 400,0)
<b>Dépenses totales</b>	<b>6 641,8</b>	<b>13 352,9</b>	<b>11 384,7</b>	<b>9 168,6</b>	<b>1 552,1</b>	<b>1 440,9</b>	<b>3 052,0</b>	<b>46 593,0</b>

<sup>1</sup> Incluant les dépenses comptabilisées dans les fonds spéciaux.<sup>2</sup> Incluant les professionnels de la santé.<sup>3</sup> Incluant les organismes sans but lucratif et les entreprises et organismes d'État.



## CHAPITRE 4

### L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

---



## ***L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE EN BREF***

- ❑ L'effectif du secteur de la fonction publique totalise 74 200 équivalents temps complet (ETC)<sup>1</sup>, ce qui représente 17,0 % de l'ensemble de l'effectif des secteurs public et parapublic.
- ❑ Dans le cas des ministères et organismes budgétaires, l'enveloppe d'effectif prévue en 2003-2004 a augmenté de 700 ETC comparativement à celle initialement prévue en 2002-2003.
- ❑ Dans le cas des entreprises du gouvernement et des autres organismes dont le personnel est assujéti à la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), l'enveloppe prévisionnelle d'effectif 2003-2004 dépasse de 375 ETC celle établie au moment du dépôt du Budget de dépenses 2002-2003.

---

<sup>1</sup> Un glossaire est disponible à l'annexe 4.1

## 1. DÉFINITION ET MODALITÉS TOUCHANT L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

### DÉFINITION

- L'effectif du secteur de la fonction publique comprend :
  - le personnel assujéti à la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F- 3.1.1) des ministères, des organismes et des entreprises du gouvernement;
  - le personnel de certains organismes budgétaires non assujéti à la loi, tels que les policiers de la Sûreté du Québec, les juges, les substituts du Procureur général, le personnel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, le personnel du Conseil des services essentiels ainsi que le personnel du Protecteur du citoyen.
- Les étudiants et stagiaires sont cependant exclus de cet effectif.

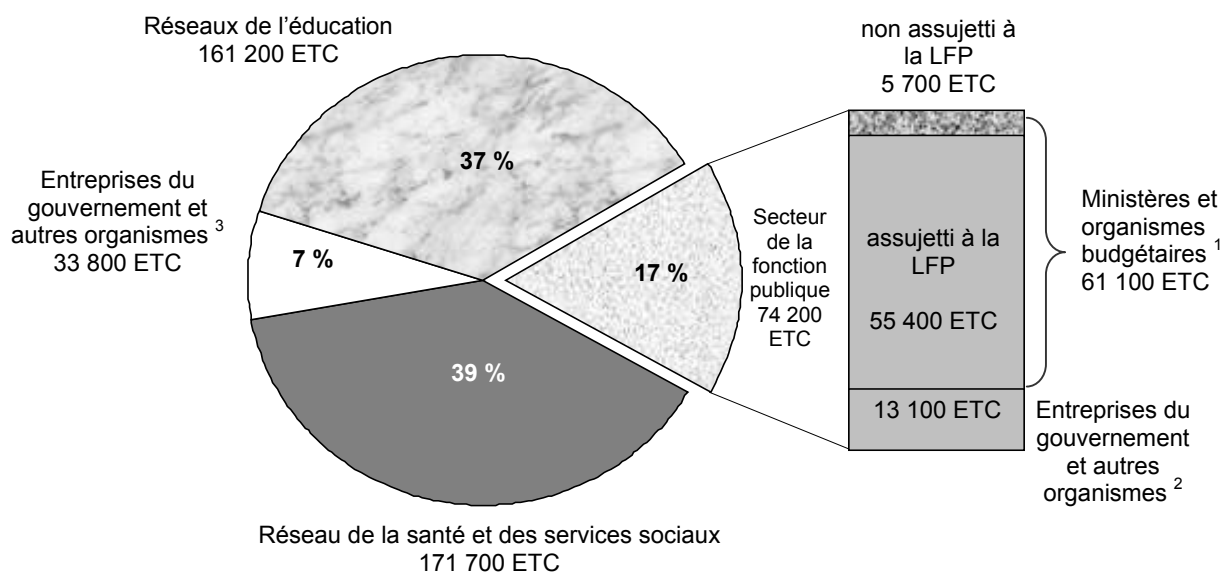
### MODALITÉS

- Le Conseil du trésor approuve, en vertu de la *Loi sur l'administration publique* (L.R.Q., c. A-6.01), les enveloppes d'effectif pour la plupart des ministères, organismes, entreprises du gouvernement et fonds spéciaux, dont le personnel est assujéti à la *Loi sur la Fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1).
- En 2002-2003, de nouvelles modalités d'établissement du niveau d'effectif ont été adoptées par le Conseil du trésor. Ces modalités accordent des marges de manœuvre aux sous-ministres et dirigeants d'organismes :
  - l'effectif total d'un fonds spécial peut être dépassé sous réserve que la hausse d'effectif soit financée par une augmentation équivalente des revenus;
  - l'effectif total d'un ministère, d'un organisme ou d'une entreprise peut excéder d'au plus 3,0 % l'enveloppe d'effectif autorisée;
  - l'effectif régulier autorisé peut être excédé temporairement d'un maximum de 10,0 % du nombre de départs à la retraite anticipés jusqu'au 31 mars 2007.

## 2. L'EFFECTIF DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

- ❑ L'effectif utilisé de l'ensemble des secteurs public et parapublic s'élève à quelque 440 900 ETC en 2002-2003.
- ❑ L'effectif du secteur de la fonction publique se chiffre à 74 200 ETC. Pour sa part, l'effectif des autres entreprises du gouvernement et organismes y compte pour 33 800 ETC.
- ❑ L'effectif des réseaux de l'éducation, englobant le personnel des commissions scolaires, des collèges publics et des universités, est estimé à près de 161 200 ETC. Quant à celui du réseau de la santé et des services sociaux, il est estimé à environ 171 700 ETC. On retrouve dans ces deux réseaux un peu plus de 75,0 % de l'ensemble de l'effectif gouvernemental.

**Graphique 4.1 : RÉPARTITION DE L'EFFECTIF DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC EN 2002-2003 : 440 900 ETC**



<sup>1</sup> L'effectif utilisé des ministères et organismes budgétaires s'établit à 61 082 ETC en 2002-2003. Cette prévision inclut les fonds spéciaux et le Compte de gestion de la TPS.

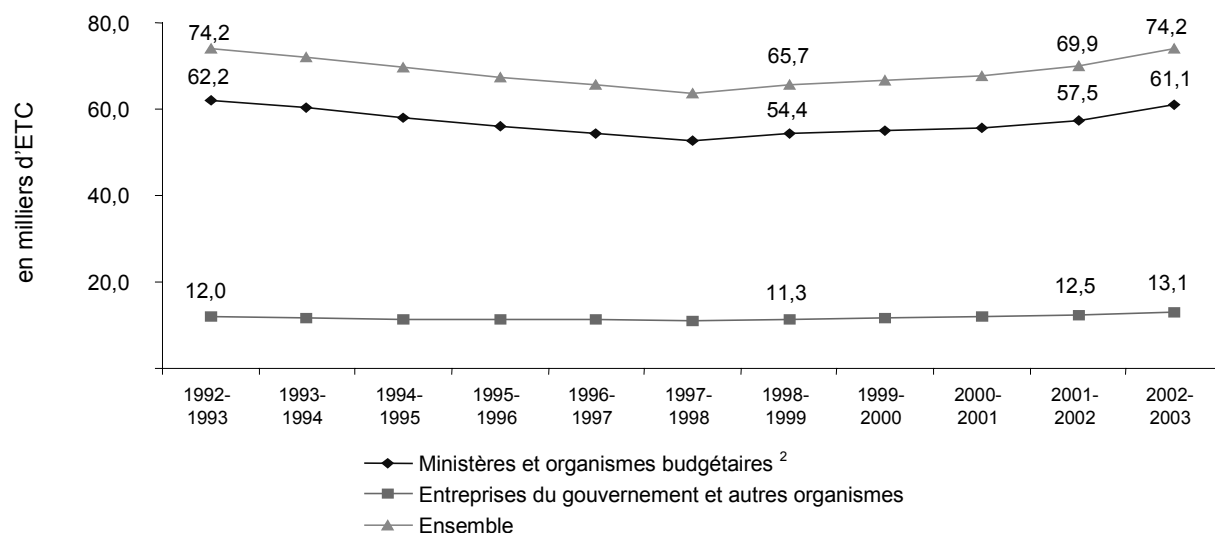
<sup>2</sup> Comprenant les entreprises du gouvernement, les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire et les organismes consolidés et dont le personnel est assujetti à la LFP.

<sup>3</sup> Comprenant les entreprises du gouvernement, les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire et les organismes consolidés dont le personnel n'est pas assujetti à la LFP.

### 3. L'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

- L'effectif utilisé du secteur de la fonction publique est revenu en 2002-2003 au même niveau que celui de 1992-1993, soit 74 200 ETC.
- Une baisse significative de l'effectif a été constatée au cours de la période correspondant à la lutte au déficit, soit entre 1992-1993 et 1997-1998.
- La hausse observée de 1998-1999 à 2001-2002 découle principalement de l'Entente Canada-Québec sur le développement de la main-d'œuvre, de l'intensification des activités reliées à la perception des revenus dus au gouvernement ainsi que du renforcement de la lutte contre le crime organisé et de la sécurité policière sur le réseau autoroutier.
- En 2002-2003, une partie de la croissance est constatée au portefeuille « Sécurité publique » pour l'ajout de ressources dans les services correctionnels. Le solde de la croissance observée se répartit dans divers portefeuilles et donne suite aux priorités gouvernementales.

**Graphique 4.2 : ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF UTILISÉ DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE<sup>1,2</sup>**



<sup>1</sup> Ces données correspondent à l'effectif utilisé et sont présentées pour chacune des années sur la même base que celles de 2003-2004.

<sup>2</sup> Un tableau détaillé présenté à l'annexe 4.2 compare l'effectif utilisé au cours de la dernière décennie des ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2003-2004 par rapport à l'enveloppe d'effectif total prévue.

#### 4. L'ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL DES MINISTÈRES ET ORGANISMES APPARAISSANT AU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004

- L'enveloppe d'effectif total des ministères et organismes budgétaires prévue en 2002-2003 a été majorée de 568 ETC, passant de 57 460 ETC à 58 028 ETC. Les principaux changements intervenus se retrouvent dans les portefeuilles suivants :
  - au portefeuille « Sécurité publique » : augmentation de 284 ETC, dont 279 ETC sont reliés au secteur correctionnel et à la gestion de la surveillance de l'ordonnance avec sursis;
  - au portefeuille « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique » : augmentation de 139 ETC, dont 128 ETC pour l'implantation du projet GIREs;
  - au ministère de l'Éducation : augmentation de 50 ETC pour l'ajout de correcteurs d'examens.
- L'enveloppe d'effectif total prévue pour 2003-2004 s'élève 58 160 ETC et est légèrement supérieure, en hausse de 132 ETC, par rapport à celle de l'effectif comparatif 2002-2003. Cette augmentation se retrouve essentiellement dans les portefeuilles suivants :
  - au portefeuille « Revenu » : augmentation de 99 ETC, dont 84 ETC au compte de gestion de la TPS à la suite d'un accroissement des activités;
  - au portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration » : augmentation de 62 ETC au Curateur public pour la mise en place de contrôles de gestion.

**Tableau 4.1 : VARIATION DE L'ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL DES MINISTÈRES ET ORGANISMES PRÉVUE AU BUDGET DE DÉPENSES <sup>1</sup>**

	ETC
Effectif total prévu au Budget de dépenses 2002-2003	57 460
Plus : Ajustements en cours d'exercice	568
Effectif 2002-2003 apparaissant au Budget de dépenses 2003-2004	58 028 <sup>2</sup>
Plus : Ajustements prévus pour 2003-2004	132
Effectif total prévu en 2003-2004	58 160

<sup>1</sup> La répartition par portefeuilles est présentée à l'annexe 4.3.

<sup>2</sup> L'écart avec l'effectif total utilisé (61 082 ETC) provient essentiellement de l'utilisation des marges de manœuvre autorisées.

## 5. L'ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL DES ENTREPRISES ET DES AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA *LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE*

- Au cours de l'année financière 2002-2003, l'enveloppe d'effectif total des entreprises et des autres organismes a crû de 375 ETC, passant de 12 252 ETC à 12 627 ETC.
- Cette variation se retrouve principalement dans les organismes suivants :
  - à la Société d'assurance automobile du Québec : augmentation de 159 ETC pour le maintien et la préservation des services;
  - à la Commission des relations du travail : transfert de 84 ETC en provenance du ministère du Travail et augmentation de 34 ETC, le tout dans le but de permettre la création de ce nouvel organisme;
  - à la Régie des rentes du Québec : augmentation de 35 ETC, dont 32 ETC sont accordés pour tenir compte de la fluctuation des services à livrer à ses clientèles.

**Tableau 4.2 : VARIATION DE L'ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL DES ENTREPRISES ET DES AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA *LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE*<sup>1</sup>**

	ETC
Effectif prévu des entreprises et organismes au moment du dépôt du Budget de dépenses 2002-2003	12 252
Plus : Ajustements	375
Enveloppe d'effectif prévu en 2003-2004 <sup>2</sup>	12 627

<sup>1</sup> La répartition par organismes est illustrée à l'annexe 4.4.

<sup>2</sup> Cette donnée est une estimation.



**ANNEXE 4.1****GLOSSAIRE**

- ❑ **Enveloppe d'effectif régulier** : nombre maximum d'employés permanents ou temporaires pouvant avoir un lien d'emploi dans la fonction publique. Le Conseil du trésor fixe annuellement une enveloppe par ministères, par organismes et, le cas échéant, par fonds spéciaux.
- ❑ **Enveloppe d'effectif total** : nombre maximum d'employés permanents et occasionnels, exprimé en ETC, pouvant être rémunérés. Le Conseil du trésor fixe annuellement une enveloppe par ministères, par organismes et, le cas échéant, par fonds spéciaux.
- ❑ **Effectif total utilisé** : nombre maximum d'employés réguliers et occasionnels, exprimé en ETC, ayant réellement été rémunérés.
- ❑ **Équivalent temps complet « ETC »** : L'ETC représente le ratio entre la prestation de travail d'un employé au cours de l'année par rapport à celle d'un employé ayant travaillé toute l'année à temps complet.

Par exemple, l'ETC d'une personne qui occupe un emploi à temps plein et qui a travaillé toute l'année équivaut à 1. Une personne qui travaille à temps partiel, à temps réduit ou une partie de l'année seulement aura un ETC variant entre 0 et 1. Finalement, une personne qui est absente en sans solde pour une année entière aura un ETC utilisé égal à zéro.

## ANNEXE 4.2

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF TOTAL DES MINISTÈRES ET ORGANISMES PRÉSENTÉS AU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 <sup>1</sup>

	Effectif total prévu <sup>2</sup>		Effectif total utilisé	
	ETC	Variation	ETC	Variation
1992-1993	65 108		62 164	
1993-1994	63 268	(1 840)	60 347	(1 817)
1994-1995	60 515	(2 753)	58 077	(2 270)
1995-1996	59 659	(856)	56 003	(2 074)
1996-1997	56 736	(2 923)	54 498	(1 505)
1997-1998	54 471	(2 265)	52 678	(1 820)
1998-1999	55 226	755	54 453	1 775
1999-2000	55 329	103	54 991	538
2000-2001	56 250	921	55 655	664
2001-2002 <sup>4</sup>	57 233	983	57 465	1 810
2002-2003 <sup>3, 4</sup>	58 028	795	61 082	3 617

<sup>1</sup> Les données sont présentées sur la même base que celles de l'exercice financier 2003-2004.

<sup>2</sup> L'effectif total ne tient pas compte des ajouts d'effectif non récurrents accordés en cours d'exercice.

<sup>3</sup> L'effectif total prévu correspond à l'effectif comparatif 2002-2003 apparaissant aux volumes I et II du Budget de dépenses 2003-2004 alors que l'effectif utilisé est un estimé au 31 mars 2003.

<sup>4</sup> L'écart entre l'effectif total utilisé et l'effectif total prévu provient essentiellement de l'utilisation des marges de manœuvre autorisées.

## ANNEXE 4.3

**ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL EN 2002-2003 ET 2003-2004 POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE<sup>1</sup>**

	Budget de dépenses 2002-2003	Variations	Effectif comparatif 2002-2003	Variations	Budget de dépenses 2003-2004
	ETC	ETC	ETC	ETC	ETC
Assemblée nationale <sup>2</sup>	592	(6)	586	-	586
Personnes désignées par l'Assemblée nationale <sup>2</sup>	489	55	544	18	562
Affaires municipales et Métropole	762	18	780	-	780
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 168	15	2 183	-	2 183
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	1 714	139	1 853	-	1 853
Conseil exécutif	471	(9)	462	(4)	458
Culture et Communications	1 049	-	1 049	-	1 049
Éducation	1 395	50	1 445	-	1 445
Emploi, Solidarité sociale	6 480	-	6 480	-	6 480
Environnement	1 839	44	1 883	55	1 938
Famille, Enfance et Condition féminine	566	-	566	-	566
Faune et Parcs	1 054	12	1 066	-	1 066
Finances, Économie et Recherche	2 171	13	2 184	(15)	2 168
Justice	3 502	6	3 508	(5)	3 503
Régions	165	16	181	-	181
Relations avec les citoyens et Immigration	2 431	(15)	2 416	62	2 478
Relations internationales	587	-	587	-	587
Ressources naturelles	3 489	1	3 490	-	3 490
Revenu	8 374	15	8 389	99	8 488
Santé et Services sociaux	969	15	984	10	994
Sécurité publique	9 513	284	9 797	(88)	9 709
Tourisme, Loisir et Sport	436	(1)	435	-	435
Transports	6 391	-	6 391	-	6 391
Travail	854	(84)	770	-	770
<b>TOTAL</b>	<b>57 460</b>	<b>568</b>	<b>58 028</b>	<b>132</b>	<b>58 160</b>

<sup>1</sup> L'effectif comprend les fonds spéciaux et le Compte de gestion de la TPS du ministère du Revenu.

<sup>2</sup> L'information sur le budget de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière apparaît dans le volume I du Budget de dépenses 2003-2004.

## ANNEXE 4.4

**ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL EN 2002-2003 ET 2003-2004 POUR LES ENTREPRISES ET LES AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA *LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE*<sup>1</sup>**

	Au dépôt du Budget de dépenses 2002-2003	Variations	Au dépôt du Budget de dépenses 2003-2004
	ETC	ETC	ETC
Affaires municipales et Métropole			
— Société d'habitation du Québec	372	-	372
Agriculture, Pêcheries et Alimentation			
— Financière agricole du Québec	630	10	640
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique			
— Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	400	35	435
Culture et Communications			
— Régie du cinéma	51	-	51
Éducation			
— Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	244	-	244
Emploi, Solidarité sociale			
— Régie des rentes du Québec	1 060	47	1 107
Finances, Économie et Recherche			
— Institut de la statistique du Québec	234	3	237
Justice			
— Office des professions du Québec	41	-	41
— Tribunal administratif du Québec	275	-	275
Ressources naturelles			
— Agence de l'efficacité énergétique	27	8	35
Santé et Services sociaux			
— Régie de l'assurance maladie du Québec	1 286	(5)	1 281
Transports			
— Société de l'assurance automobile du Québec	2 759	159	2 918
Travail			
— Commissaire de l'industrie de la construction	11	-	11
— Commission des lésions professionnelles	442	-	442
— Commission des normes du travail	482	-	482
— Commission des relations du travail	-	118	118
— Commission de la santé et de la sécurité du travail <sup>1</sup>	3 938	-	3 938
<b>TOTAL</b>	<b>12 252</b>	<b>375</b>	<b>12 627</b>

<sup>1</sup> L'enveloppe d'effectif prévue pour la CSST en 2003-2004 correspond à l'effectif utilisé en 2002-2003.

## **CHAPITRE 5**

### **LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2003-2004**

---



## ***LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS EN BREF***

- Les investissements en immobilisations prévus en 2003-2004 s'élèvent, incluant la part des partenaires, à 6 736,9 M\$ et sont ainsi répartis :
  - 4 189,6 M\$ dans les réseaux, municipalités, institutions culturelles et autres entités;
  - 1 760,5 M\$ dans les ministères et fonds spéciaux;
  - 786,7 M\$ dans les organismes consolidés, excluant les fonds spéciaux.
  
- Les principaux engagements gouvernementaux pour de nouvelles initiatives d'investissements en immobilisations en 2003-2004 comprennent notamment :
  - Stratégie vers le plein emploi : projets d'investissements de 300,0 M\$ dans les secteurs de l'éducation et des infrastructures de recherche;
  - Secteur de l'éducation : projets additionnels d'investissements totalisant près de 435,0 M\$;
  - Secteur de la santé et des services sociaux : nouveaux projets d'investissements de 752,0 M\$ s'inscrivant dans le Plan de la santé et des services sociaux et le Plan national sur les urgences;
  - Secteur des équipements culturels et du patrimoine : nouveaux projets d'investissements totalisant 190,0 M\$;
  - Secteur de l'habitation : nouveaux projets d'investissements de 300,0 M\$.

## **1. LES PRINCIPAUX ENGAGEMENTS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES EN 2003-2004**

- Le gouvernement a prévu la mise en œuvre de nouvelles initiatives d'investissements en immobilisations en 2003-2004. Les principaux engagements sont :

### **STRATÉGIE VERS LE PLEIN EMPLOI**

- La Stratégie vers le plein emploi, annoncée en novembre 2002, prévoit des investissements totaux de l'ordre de 250 M\$ dans le secteur de l'éducation et de 50 M\$ dans celui des infrastructures de recherche.

### **SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

- Les initiatives nouvelles d'investissements en immobilisations dans le secteur de la santé et des services sociaux sont de l'ordre de 752,0 M\$. Ils visent notamment à réduire les délais d'attente dans les urgences et à améliorer l'accès aux services spécialisés et aux soins de longue durée.

### **ÉDUCATION**

- Dans le secteur de l'éducation, des engagements additionnels de 434,8 M\$ sont prévus, notamment pour la mise à niveau du secteur bio-médical des quatre facultés de médecine.

### **ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET PATRIMOINE**

- À l'égard des équipements culturels et du patrimoine, des engagements de 190,0 M\$ sont prévus, notamment, pour la Place des Arts, le Grand Théâtre de Québec, le contrat de ville entre le ministère de la Culture et des Communications et la ville de Montréal et l'achat d'équipements numériques par Télé-Québec.

### **HABITATION**

- Dans le secteur de l'habitation, des engagements de l'ordre 300,0 M\$ sont prévus afin, notamment, de permettre la construction, la rénovation de logements ainsi que de développer de nouveaux logements sociaux.



**RÉSEAU ROUTIER**

- Les investissements consentis dans le cadre du Plan de réhabilitation et de reconstruction du réseau routier sont de 200,0 M\$ portant ainsi les investissements de ce secteur à 1 129,0 M\$ en 2003-2004.

**Tableau 5.1 : PRINCIPAUX ENGAGEMENTS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES D'INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS EN 2003-2004**

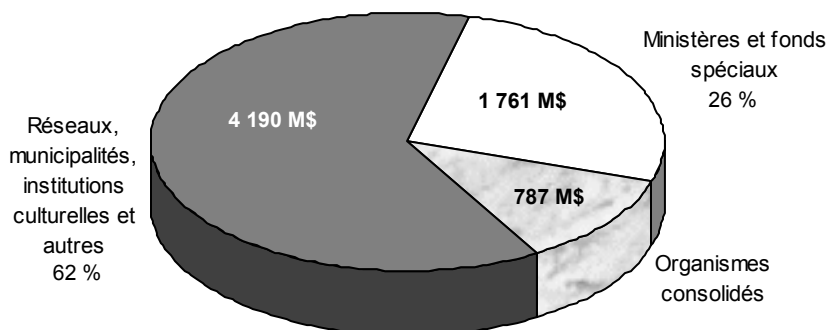
	Engagements pour nouvelles initiatives M\$
Éducation	684,8
Santé et services sociaux	752,0
Habitation	300,0
Équipements culturels et patrimoine	190,0
Réseau routier <sup>1</sup>	200,0
Infrastructures de recherche	70,0
<b>Total des principaux engagements gouvernementaux</b>	<b>2 196,8</b>
<b>Déboursés prévus en 2003-2004</b>	<b>937,2</b>

<sup>1</sup> L'ajout de 200,0 M\$ vise la poursuite du Plan de réhabilitation et de reconstruction du réseau routier.

## 2. LE TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2003-2004

- En 2003-2004, l'ensemble des investissements en immobilisations prévus s'élèvent, en incluant la quote-part du gouvernement et celle des partenaires, à 6 736,9 M\$.
- Les investissements prévus dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans ceux de l'éducation, les municipalités, les institutions culturelles, le secteur des services de garde éducatifs et celui de la recherche totalisent 4 189,6 M\$, soit 62,2 % du total;
- Les investissements prévus dans les ministères et les fonds spéciaux représentent quant à eux 26,1 % du total, avec 1 760,5 M\$, et ceux des organismes consolidés 11,7 % du total, avec 786,7 M\$.
- La nature de ces immobilisations est présentée plus en détails à l'annexe 5.1.

**Graphique 5.1 : RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2003-2004 : 6 737 M\$<sup>1</sup>**

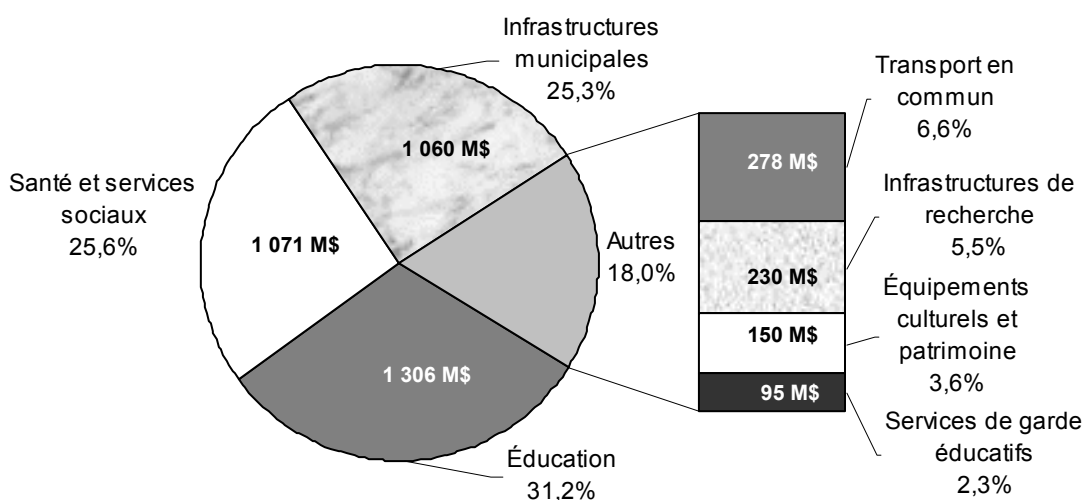


<sup>1</sup> Les montants indiqués regroupent la quote-part du gouvernement ainsi que celle des partenaires.

### 3. LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES RÉSEAUX, LES MUNICIPALITÉS, LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET AUTRES

- Chaque année, les ministères qui administrent un programme d'investissements préparent des plans triennaux d'immobilisations qui sont ensuite approuvés par le Conseil du trésor. Ces plans indiquent le coût du parachèvement des projets autorisés antérieurement, les besoins en matière de maintien des actifs ainsi que le coût des nouvelles initiatives.
- Les investissements en immobilisations prévus dans les réseaux, municipalités, institutions culturelles et autres entités non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement s'élèvent à 4 189,6 M\$ en 2003-2004. La contribution prévue des partenaires en 2003-2004 est de 1 314,3 M\$.
- Ces investissements sont financés au moyen d'emprunts à long terme contractés par les organismes subventionnés. La contribution du gouvernement prend la forme d'une prise en charge totale ou partielle du service de dette, répartie sur une durée pouvant aller jusqu'à 25 ans.

**Graphique 5.2 : INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES RÉSEAUX, MUNICIPALITÉS ET AUTRES INSTITUTIONS PRÉVUS EN 2003-2004 : 4 190 M\$<sup>1</sup>**



<sup>1</sup> Les montants indiqués regroupent la quote-part du gouvernement ainsi que celle des partenaires.

## **ÉDUCATION**

- En 2003-2004, les investissements prévus s'élèvent à 1 305,7 M\$ : 674,7 M\$ dans les commissions scolaires et 631,0 M\$ dans les cégeps et universités, ce qui signifie une croissance de 232,9 M\$ par rapport à 2002-2003 qui s'explique essentiellement par le volet sur les investissements de la Stratégie vers le plein emploi.

## **SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

- En 2003-2004, la prévision d'investissements pour ce secteur s'élève à 1 071,2 M\$ comparativement à 793,9 M\$ en 2002-2003, soit 277,3 M\$ de plus. Cette augmentation s'explique principalement par les investissements visant à réduire les délais d'attente dans les urgences et à améliorer l'accès aux services spécialisés et aux soins de longue durée.

## **INFRASTRUCTURES MUNICIPALES**

- En 2003-2004, les prévisions d'investissements s'élèvent à 1 060,1 M\$, soit une augmentation de 533,6 M\$ par rapport aux investissements de 526,5 M\$ en 2002-2003. L'augmentation est notamment due aux programmes d'infrastructures Canada-Québec et Québec-municipalités où d'importants investissements ont été autorisés pour l'exercice 2003-2004 dans le cadre du Plan d'accélération des investissements en 2002-2003.

## **TRANSPORT EN COMMUN**

- Pour 2003-2004, les investissements prévus dans ce secteur correspondent à 278,5 M\$, comparativement à 71,0 M\$ en 2002-2003, soit une augmentation de 207,4 M\$ qui s'explique principalement par le Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal.

## **INFRASTRUCTURES DE RECHERCHE**

- En 2003-2004, ils s'élèvent à 229,9 M\$, pour une croissance de 124,5 M\$ qui découle principalement de la Stratégie vers le plein emploi et du programme d'aide aux infrastructures consenti en 2001-2002, s'échelonnant sur cinq ans.

## **ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET PATRIMOINE**

- Les investissements prévus en 2003-2004 sont évaluées à 149,7 M\$ comparativement à 154,2 M\$ en 2002-2003. À noter que ces prévisions excluent les investissements des sociétés d'État relevant de la ministre de la Culture et des Communications, ceux-ci étant considérés à la section portant sur les organismes consolidés.

**SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS**

- En 2003-2004, le gouvernement poursuit son programme visant le développement de nouvelles places en services de garde éducatifs et réalisera des investissements de 94,5 M\$ dans ce secteur.

**Tableau 5.2 : INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES RÉSEAUX, MUNICIPALITÉS ET AUTRES INSTITUTIONS PRÉVUS EN 2003-2004 <sup>1</sup>**

	Déboursés prévus 2003-2004 M\$	Déboursés probables 2002-2003 M\$	Variation  M\$
ÉDUCATION			
Commissions scolaires	674,7	583,6	91,1
Cégeps et universités	631,0	489,3	141,7
	1 305,7	1 072,8	232,9
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	1 071,2	793,9	277,3
AUTRES SECTEURS			
Infrastructures municipales	1 060,1	526,5	533,6
Transport en commun <sup>2</sup>	278,5	71,0	207,4
Équipements culturels et patrimoine <sup>3</sup>	149,7	154,2	(4,5)
Infrastructures de recherche	229,9	105,4	124,5
Services de garde éducatifs	94,5	90,9	3,6
	1 812,7	948,1	864,7
<b>TOTAL</b>	<b>4 189,6</b>	<b>2 723,9</b>	<b>1 465,7</b>
Quote-part du gouvernement	2 875,4	2 123,8	751,5

<sup>1</sup> Les montants indiqués regroupent la quote-part du gouvernement ainsi que celle des partenaires.

<sup>2</sup> Les montants présentés excluent les projets de transport en commun sous la responsabilité de l'Agence métropolitaine de transport présentés dans la section sur les organismes consolidés.

<sup>3</sup> Les montants présentés excluent les projets des sociétés d'État du domaine de la culture présentés dans la section sur les organismes consolidés.

#### 4. LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES MINISTÈRES ET LES FONDS SPÉCIAUX

- ❑ Les investissements prévus dans les ministères et les fonds spéciaux totalisent 1 760,5 M\$ en 2003-2004 comparativement à 1 842,2 M\$ en 2002-2003.
- ❑ Les investissements du FCARR correspondent aux travaux de conservation des chaussées et des structures ainsi qu'à l'amélioration et au développement du réseau routier. La décroissance en 2003-2004 s'explique à la fois par la réduction de 400,0 M\$ à 200,0 M\$ des investissements relatifs au Plan de réhabilitation et de reconstruction du réseau routier et par la fin du Plan des régions.
- ❑ Les investissements des fonds des technologies de l'information sont en hausse de 21,5 M\$ par rapport à 2002-2003, notamment en raison du Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu qui voit ses investissements augmenter de 14,5 M\$ en 2003-2004.
- ❑ Les investissements en immobilisations des ministères atteignent 336,4 M\$ en 2003-2004 par rapport à 247,6 M\$ en 2002-2003. Cette hausse de 88,8 M\$ provient notamment de différents développements informatiques aux ministères de la Justice, de la Sécurité publique et des Transports.

**Tableau 5.3 : INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES MINISTÈRES ET LES FONDS SPÉCIAUX**

	Déboursés prévus 2003-2004 M\$	Déboursés probables 2002-2003 M\$	Variation  M\$
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier <sup>1</sup>	1 013,1	1 277,3	(264,2)
Fonds des technologies de l'information	125,7	104,2	21,5
Autres fonds spéciaux	285,3	213,1	72,2
	1 424,1	1 594,6	(170,5)
Ministères : crédits pour immobilisations	336,4	247,6	88,8
<b>TOTAL</b>	<b>1 760,5</b>	<b>1 842,2</b>	<b>(81,7)</b>

<sup>1</sup> Le montant total d'investissements du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier pour l'année 2003-2004 s'élève à 1 129 M\$ en incluant des dépenses de nature non capitalisables d'un montant de 115,9 M\$.

## 5. LES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS AUTRES QUE LES FONDS SPÉCIAUX

- Les prévisions d'investissements en immobilisations des organismes consolidés, excluant les fonds spéciaux, s'élèvent à 786,7 M\$ en 2003-2004, par rapport à 681,3 M\$ en 2002-2003, soit une augmentation de 105,4 M\$. Les organismes effectuant les plus importants investissements en 2003-2004 sont l'Agence métropolitaine de transport (AMT) avec 261,2 M\$, la Société immobilière du Québec (SIQ) avec 252,5 M\$ et les sociétés d'État du domaine de la culture, avec 120,7 M\$.
- L'AMT planifie, coordonne, intègre et fait la promotion des services de transport en commun et intervient pour améliorer l'efficacité des routes ayant une envergure métropolitaine. La hausse de 142,4 M\$ des investissements de l'AMT s'explique principalement par le prolongement du métro vers Laval. En outre, l'AMT contribue au Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal.
- La SIQ a pour mission de loger les ministères et organismes québécois. Elle gère le parc immobilier du gouvernement. En 2003-2004, les investissements prévus par cet organisme s'élèvent à 252,5 M\$, comparativement à 236,1 M\$ en 2002-2003.
- Les investissements prévus des sociétés d'État du domaine de la culture augmentent de 91,8 M\$ en 2003-2004 du fait, notamment, du projet de construction de la Grande bibliothèque du Québec ainsi que du contrat de ville passé avec la ville de Montréal.
- La baisse dans les autres organismes s'explique en outre par la fin des travaux d'agrandissements de la Société du Palais des congrès de Montréal qui voit les investissements reliés au Palais des congrès diminuer de 236,1 M\$ en 2003-2004.

**Tableau 5.4 : INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES ORGANISMES CONSOLIDÉS AUTRES LES FONDS SPÉCIAUX**

	Déboursés prévus 2003-2004 M\$	Déboursés probables 2002-2003 M\$	Variation M\$
Agence métropolitaine de transport	261,2	118,7	142,4
Société immobilière du Québec	252,5	236,1	16,4
Sociétés d'État du domaine de la Culture	120,7	28,9	91,8
Autres organismes	152,4	297,6	(145,2)
<b>TOTAL</b>	<b>786,7</b>	<b>681,3</b>	<b>105,4</b>

## ANNEXE 5.1

### NATURE DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS CONSIDÉRÉS DANS CE CHAPITRE

- Les données sur les investissements publics en immobilisations présentées dans ce chapitre se répartissent en trois groupes :
  - Les investissements par des entités non incluses au périmètre comptable du gouvernement mais qui dépendent de l'aide financière du gouvernement : le réseau de la santé et des services sociaux, les réseaux de l'éducation, des municipalités, des institutions non gouvernementales généralement à caractère culturel, tels des bibliothèques, musées, salles de spectacles, ou en ce qui a trait à la conservation du patrimoine religieux, des diocèses, des fabriques ou des communautés religieuses, le développement des services de garde éducatifs et, enfin, le secteur de la recherche.
  - Les investissements réalisés par les commissions scolaires, les cégeps et les universités visent principalement l'agrandissement, la rénovation, la réfection et la construction d'écoles ou de pavillons d'enseignement ainsi que l'acquisition du mobilier, des équipements et des appareillages requis au fonctionnement des bâtiments.
  - Les investissements réalisés dans le réseau de la santé et des services sociaux visent la construction, l'agrandissement, la rénovation et la réfection de centres hospitaliers, de centres d'hébergement et de soins de longue durée, de centres de réadaptation et de CLSC, l'acquisition de mobilier, d'équipements médicaux et non médicaux ainsi que le développement et l'achat de systèmes informatiques.
  - Les investissements touchant les infrastructures municipales concernent principalement la réalisation de travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures, le renouvellement urbain des quartiers et l'embellissement des noyaux villageois. Sont également compris, la construction des usines d'épuration des eaux usées, les travaux d'interception des eaux usées et de réhabilitation des réseaux d'égout vers les stations d'épuration ainsi que des projets d'aqueducs et d'égouts. Ces investissements incluent le programme *Les eaux vives du Québec* visant à permettre aux municipalités de mettre en place, de remplacer ou d'améliorer les infrastructures pour l'eau potable et pour les eaux usées.



- Les investissements en immobilisations du transport en commun correspondent, entre autres, à l'achat d'autobus urbains, à des travaux relatifs au maintien des infrastructures du métro dont la restauration des stations et le remplacement d'escaliers mécaniques, à des projets de financement de certains équipements de perception électronique ainsi qu'à l'aménagement de voies réservées aux autobus et de stationnements d'incitation.
  - Les projets d'immobilisations subventionnés par service de dette par le ministère de la Culture et des Communications comprennent notamment des projets de construction, d'agrandissement et de rénovation de bibliothèques publiques, de salles de spectacles, de centres d'archives, de musées et de centres d'interprétation ainsi que des projets de restauration et de conservation du patrimoine religieux.
  - Les infrastructures de recherche concernent les investissements relatifs au développement d'infrastructures dans les domaines de la recherche, de la science, de la technologie et de l'innovation. Ils sont notamment réalisés dans les secteurs de la santé et de l'enseignement postsecondaire et les centres de recherche.
  - Les investissements relatifs aux services de garde éducatifs visent à développer et favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité.
- Les investissements par les ministères et les fonds spéciaux que ceux-ci administrent, et dont une partie importante concerne le réseau routier.
  - Les investissements par des organismes gouvernementaux qui n'apparaissent pas au volume II du Budget de dépenses 2003-2004 mais dont les états financiers sont consolidés avec ceux du gouvernement. Soulignons que les investissements en immobilisations des organismes consolidés incorporent les sociétés d'État du domaine de la culture ainsi que l'Agence métropolitaine de transport.
- Les investissements en immobilisations des entreprises du gouvernement sont exclus de ces trois groupes et ne sont pas traités dans ce chapitre.

## ANNEXE 5.2

### ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

	Déboursés réels 1999-2000 M\$	Déboursés réels 2000-2001 M\$	Déboursés réels 2001-2002 M\$	Déboursés probables 2002-2003 M\$	Déboursés prévus 2003-2004 M\$
Réseaux, municipalités, institutions culturelles et autres	1 565,4	1 670,7	1 883,9	2 814,8	4 189,6
Ministères et fonds spéciaux	775,7	843,5	1 234,7	1 842,2	1 760,5
Organismes consolidés	273,9	384,2	264,7	681,3	786,7
<b>TOTAL</b>	<b>2 615,0</b>	<b>2 898,4</b>	<b>3 383,3</b>	<b>5 338,4</b>	<b>6 736,9</b>

## CHAPITRE 6

### LES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT ET LES RÉSULTATS DES ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX

---



## ***LES DÉPENSES CONSOLIDÉES EN BREF***

- ❑ Les dépenses totales du gouvernement pour l'année financière 2003-2004 s'établissent à 53 561,0 M\$.
- ❑ La consolidation des organismes et des fonds spéciaux ajoute 2 280,0 M\$ à ces dépenses.
- ❑ Les dépenses consolidées du gouvernement s'établissent ainsi à 55 841,0 M\$ en 2003-2004.
- ❑ Les résultats des organismes gouvernementaux et des fonds spéciaux ont, une fois considérés les ajustements de consolidation, une incidence de 281,0 M\$ sur les résultats financiers du gouvernement pour l'année financière 2003-2004.

## 1. LES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT

- ❑ Les dépenses consolidées du gouvernement comprennent, en plus des dépenses de programmes et du service de la dette, les dépenses encourues par les organismes gouvernementaux et les fonds spéciaux.
- ❑ Les dépenses des organismes et des fonds spéciaux qui s'ajoutent à celles du gouvernement sont celles qui subsistent, après élimination des opérations inter-entités et après harmonisation des conventions comptables lorsqu'il y a lieu.
- ❑ Les dépenses totales du gouvernement pour l'année financière 2003-2004 sont prévues à 53 561,0 M\$, soit 46 593,0 M\$ pour les dépenses de programmes et 6 968,0 M\$ pour le service de la dette.
- ❑ La consolidation des organismes et fonds spéciaux a pour effet d'ajouter 2 280,0 M\$ aux dépenses totales du gouvernement prévues en 2003-2004.
- ❑ Les dépenses consolidées du gouvernement s'établissent ainsi à 55 841,0 M\$ pour l'année financière 2003-2004, comparativement à 52 820,0 M\$ en 2002-2003.
- ❑ Les dépenses des organismes et fonds spéciaux représentent 4,1 % des dépenses consolidées du gouvernement.

**Tableau 6.1 : DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT**

	2003-2004 M\$	2002-2003 M\$
Dépenses de programmes	46 593,0	44 104,0
Service de la dette	6 968,0	6 633,0
Dépenses totales	53 561,0	50 737,0
Consolidation des organismes et fonds spéciaux	2 280,0	2 083,0
<b>DÉPENSES CONSOLIDÉES</b>	<b>55 841,0</b>	<b>52 820,0</b>

## 2. LES RÉSULTATS DES ORGANISMES ET DES FONDS SPÉCIAUX EN 2003-2004

- ❑ Les revenus et dépenses des organismes et fonds spéciaux en 2003-2004 s'élèvent respectivement à 15 737,5 M\$ et 15 727,7 M\$, pour un résultat net prévu de 9,8 M\$. Le surplus était de 47,1 M\$ en 2002-2003.
- ❑ Les fonds spéciaux réalisent, dans leur ensemble, un bénéfice de 30,4 M\$ en 2003-2004, alors qu'un déficit de 1,0 M\$ est attendu en 2002-2003. L'écart est en grande partie attribuable au Fonds de développement du marché du travail qui passe d'un déficit de 18,0 M\$ à un excédent de 8,4 M\$. Cette situation découle essentiellement de l'utilisation, au cours de 2002-2003, des surplus accumulés du fonds.
- ❑ Les organismes gouvernementaux enregistrent globalement un déficit de 20,6 M\$ pour 2003-2004 comparativement à un surplus de 48,1 M\$ en 2002-2003. La variation s'explique principalement par trois organismes ayant enregistré des surplus en 2002-2003 et qui prévoient plutôt des déficits en 2003-2004, soit la Commission des normes du travail, la Financière agricole du Québec et la Société immobilière du Québec.
- ❑ Après consolidation, l'impact des résultats des organismes et fonds spéciaux sur les résultats du gouvernement s'établit globalement à 281,0 M\$, en 2003-2004, comparativement à 377,0 M\$ pour 2002-2003.
- ❑ L'annexe 6.3 présente les résultats prévus pour 2002-2003 et 2003-2004 pour chacun des organismes et des fonds spéciaux consolidés.

**Tableau 6.2 : IMPACT DE LA CONSOLIDATION DES FONDS SPÉCIAUX ET DES ORGANISMES SUR LES RÉSULTATS DU GOUVERNEMENT**

	2003-2004			2002-2003
	Revenus M\$	Dépenses M\$	Résultat M\$	Résultat M\$
Fonds spéciaux	5 939,7	5 909,3	30,4	(1,0)
Organismes	9 797,9	9 818,5	(20,6)	48,1
Total avant consolidation	15 737,5	15 727,7	9,8	47,1
Ajustements de la consolidation <sup>1</sup>	(13 176,5)	(13 447,7)	271,2	329,9
IMPACT DE LA CONSOLIDATION	2 561,0	2 280,0	281,0	377,0

<sup>1</sup> Ces ajustements sont de deux ordres. Le premier consiste à éliminer les opérations conclues par ces entités entre elles ou avec les ministères ou organismes budgétaires. Ces éliminations sont nécessaires pour ne pas comptabiliser la même dépense en double. Le deuxième type d'ajustement résulte de l'harmonisation des conventions comptables des organismes et fonds spéciaux à celles du gouvernement.

## **ANNEXE 6.1**

### **LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

- ❑ La consolidation vise à regrouper toutes les opérations et les ressources financières dont le gouvernement est responsable. Ce regroupement permet de fournir un portrait financier global du gouvernement.
- ❑ Depuis la réforme comptable, le périmètre comptable du gouvernement englobe non seulement les ministères et les organismes dirigés par un ministre et dont le budget est financé par des crédits votés par l'Assemblée nationale, mais aussi l'ensemble des organismes, fonds spéciaux et entreprises qui appartiennent au gouvernement ou qui sont sous son contrôle.
- ❑ Deux méthodes de consolidation sont utilisées selon la nature des entités visées :
  - Une première méthode, la consolidation intégrale consiste à additionner, ligne à ligne, les comptes des ministères, des organismes et des fonds spéciaux. Elle intègre donc aux états financiers du gouvernement leurs opérations financières telles les dépenses et la dette des organismes. Cette méthode s'applique aux entités apparaissant à l'annexe 6.3;
  - Une deuxième, la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, s'applique aux entreprises du gouvernement. Elle consiste à ajouter aux revenus du gouvernement les résultats nets de ces entreprises, c'est-à-dire leur surplus ou déficit. Cette méthode s'applique aux entités apparaissant à l'annexe 6.4.

#### **MÉTHODE DE CONSOLIDATION INTÉGRALE**

- ❑ Parmi les entités consolidées ligne à ligne, il faut distinguer deux groupes : les organismes gouvernementaux et les fonds spéciaux.
  - Le gouvernement a créé différents types d'organismes pour la mise en œuvre de ses politiques et pour fournir certains services à la population. Bien qu'ils soient variés par leur taille ou leur statut, ces organismes, comme les régies, les commissions et les sociétés, ont pour trait commun une plus grande autonomie par rapport aux ministères. Les pouvoirs délégués à leur direction en vertu de la législation sont plus étendus en matière de finances et de fonctionnement. Ces organismes disposent de plus de latitude pour établir leurs systèmes et pratiques. Ils peuvent aussi recourir à des sources de financement extérieures au gouvernement. Cependant, ils relèvent de l'autorité d'un ministre à qui ils doivent rendre compte de l'ensemble de leur gestion financière.



- Les fonds spéciaux, pour leur part, constituent des outils de gestion financière permettant, dans certaines situations, d'administrer les ressources allouées selon un mode de gestion différent de celui des ministères. Certains fonds produisent et fournissent des biens ou des services et tirent en tout ou en partie leur financement de la vente de ces biens et services.
- Les organismes et les fonds spéciaux dépendent des ministères pour leur financement. C'est pourquoi la budgétisation et la gestion des enveloppes ministérielles tiennent compte à la fois des organismes, des fonds spéciaux et du ministère d'un même portefeuille. Plus précisément, les enveloppes ministérielles se composent :
  - D'une part, de l'enveloppe de dépenses prévue au volume II du Budget de dépenses portant sur les Crédits des ministères et organismes;
  - D'autres part, du résultat net des organismes et des fonds spéciaux, c'est-à-dire l'écart entre leurs revenus et leurs dépenses.
- Il revient à chaque ministre de veiller à ce que les organismes consolidés sous sa responsabilité n'aient pas d'impact négatif sur les résultats financiers du gouvernement.

#### **MÉTHODE DE COMPTABILISATION À LA VALEUR DE CONSOLIDATION**

- La consolidation des résultats des entreprises du gouvernement est considérée seulement dans les documents accompagnant le Discours sur le budget puisque les résultats des entreprises du gouvernement sont pris en compte dans l'équilibre budgétaire du gouvernement.
- Il importe de noter que les établissements de la santé et des services sociaux, les institutions d'enseignement ainsi que les biens détenus par les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire (annexe 6.5) ne sont pas inclus au périmètre comptable du gouvernement.

## **ANNEXE 6.2**

### **CHANGEMENTS DANS LES LISTES DES ORGANISMES ET DES FONDS SPÉCIAUX CONSOLIDÉS**

- ❑ Il s'est ajouté un organisme au portefeuille « Travail » dont les dépenses sont consolidées avec celles du gouvernement, soit la Commission des relations du travail.
- ❑ Certains organismes et fonds ont changé de dénomination et ont vu leur mandat modifié :
  - Au portefeuille « Culture et Communications », le Musée national des beaux-arts succède au Musée du Québec;
  - Au portefeuille « Emploi, Solidarité sociale », le Fonds québécois d'initiative sociale succède au Fonds de lutte à la pauvreté par la réinsertion sociale dont les opérations cesseront le 31 mars 2003.
- ❑ La Société québécoise d'assainissement des eaux, auparavant rattachée au portefeuille « Industrie et Commerce », est maintenant déplacée au portefeuille « Affaires municipales et Métropole ».
- ❑ Les organismes et fonds spéciaux auparavant rattachés aux portefeuilles « Finances », « Industrie et Commerce » et « Recherche, Science et Technologie », ont été intégrés au nouveau portefeuille « Finances, Économie et Recherche »

ANNEXE 6.3

RÉSULTATS DES ORGANISMES ET DES FONDS SPÉCIAUX

	2003-2004			2002-2003
	Revenus M\$	Dépenses M\$	Résultat M\$	Résultat M\$
<b>Affaires municipales et Métropole</b>				
Régie des installations olympiques**	36,6	42,5	( 5,9)	0,9
Société d'habitation du Québec	618,3	618,3	-	-
Société du Palais des congrès de Montréal	53,2	61,5	( 8,3)	-
Société québécoise d'assainissement des eaux	203,5	203,5	-	( 0,9)
	911,6	925,8	( 14,2)	-
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>				
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec	0,2	0,2	-	-
Financière agricole du Québec	410,9	412,8	( 1,9)	19,0
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers*	19,9	12,1	7,8	9,4
	431,1	425,1	6,0	28,4
<b>Conseil du trésor, Administration et Fonction publique</b>				
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	8,0	8,0	-	-
Fonds des services gouvernementaux	280,6	269,3	11,3	9,1
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	2,5	2,5	-	-
Fonds relatif à la tempête de verglas	58,4	58,4	-	-
Société immobilière du Québec	575,7	575,7	-	17,1
	925,1	913,8	11,3	26,2
<b>Conseil exécutif</b>				
Commission de la capitale nationale du Québec	19,8	19,8	-	-
Fonds Jeunesse Québec	14,9	14,9	-	13,9
	34,7	34,7	-	13,9
<b>Culture et Communications</b>				
Bibliothèque nationale du Québec	22,1	23,0	( 0,9)	( 0,4)
Commission de la reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	0,5	0,5	-	-
Conseil des arts et des lettres du Québec	80,6	80,6	-	( 0,7)
Musée d'art contemporain de Montréal	9,6	9,6	-	-
Musée de la civilisation	26,9	27,3	( 0,4)	( 0,1)
Musée national des beaux-arts	15,9	16,7	( 0,8)	0,2
Régie du cinéma	9,2	5,3	3,9	7,8
Société de développement des entreprises culturelles	50,7	50,7	-	( 0,1)
Société de la Place des Arts de Montréal	28,6	28,8	( 0,3)	( 0,3)
Société de télédiffusion du Québec	81,7	81,7	-	( 2,9)
Société du Grand Théâtre de Québec	7,3	7,3	-	-
	333,1	331,5	1,6	3,6
<b>Éducation</b>				
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	22,3	22,3	-	0,2
	22,3	22,3	-	0,2

## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES ET DES FONDS SPÉCIAUX

	2003-2004			2002-2003
	Revenus M\$	Dépenses M\$	Résultat M\$	Résultat M\$
<b>Emploi, Solidarité sociale</b>				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	41,0	48,6	( 7,5)	8,7
Fonds de développement du marché du travail	961,8	953,5	8,4	( 18,0)
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail	-	-	-	( 68,8)
Fonds des technologies de l'information du ministère de la Solidarité sociale	45,2	45,2	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	45,7	45,7	-	-
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20,3	20,3	-	-
	1 114,0	1 113,2	0,8	( 78,2)
<b>Environnement</b>				
Société québécoise de récupération et de recyclage	30,4	31,6	( 1,2)	2,5
	30,4	31,6	( 1,2)	2,5
<b>Faune et Parcs</b>				
Fondation de la faune du Québec	4,0	4,1	( 0,1)	( 0,1)
	4,0	4,1	( 0,1)	( 0,1)
<b>Finances, Économie et Recherche</b>				
Bureau des services financiers	10,5	10,6	( 0,1)	0,2
Centre de recherche industrielle du Québec	36,0	36,0	-	( 6,0)
Commission des valeurs mobilières du Québec	29,0	38,1	( 9,1)	4,8
Fonds de financement	351,3	335,3	16,0	26,8
Fonds de la recherche en santé du Québec*	87,8	87,8	-	-
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	14,9	14,9	-	-
Fonds du Centre financier international de Montréal	1,9	2,0	( 0,1)	0,1
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies*	44,4	44,8	( 0,4)	( 1,0)
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture*	49,6	49,6	-	( 0,7)
Fonds spécial olympique	86,5	86,5	-	-
Institut de la statistique du Québec	23,1	22,9	0,2	0,7
Investissement Québec	419,9	409,4	10,5	7,8
Sidbec	0,3	0,3	-	-
Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel	4,5	4,9	( 0,5)	( 1,4)
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5,0	5,7	( 0,7)	( 0,9)
	1 164,8	1 148,9	15,9	30,4
<b>Justice</b>				
Commission des services juridiques	116,1	116,1	-	( 9,5)
Fonds d'aide aux recours collectifs*	1,2	1,5	( 0,2)	( 0,2)
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	4,8	5,9	( 1,1)	0,6
Fonds des registres	28,7	27,5	1,2	2,7
Office des professions du Québec	6,5	6,0	0,5	( 0,3)
Société québécoise d'information juridique	11,0	10,9	0,1	0,8
Tribunal administratif du Québec	28,0	28,0	-	( 0,3)
	196,4	195,9	0,5	( 6,2)

## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES ET DES FONDS SPÉCIAUX

	2003-2004			2002-2003
	Revenus M\$	Dépenses M\$	Résultat M\$	Résultat M\$
<b>Régions</b>				
Fonds de développement régional	42,0	42,0	-	-
	42,0	42,0	-	-
<b>Relations avec les citoyens et Immigration</b>				
Fonds de l'état civil	16,5	16,4	0,1	3,0
Fonds de l'information gouvernementale	53,2	54,2	( 1,0)	( 0,5)
	69,7	70,5	( 0,8)	2,5
<b>Relations internationales</b>				
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	12,4	12,4	-	-
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2,4	2,4	-	( 0,2)
	14,7	14,8	-	( 0,2)
<b>Ressources naturelles</b>				
Agence de l'efficacité énergétique	7,2	7,8	( 0,7)	( 0,3)
Fonds d'information foncière	89,7	81,5	8,2	23,9
Fonds d'information géographique	2,5	2,7	( 0,1)	-
Fonds forestier	251,6	253,4	( 1,9)	( 4,2)
Régie de l'énergie	8,6	9,0	( 0,4)	0,4
Société nationale de l'amiante	0,2	0,5	( 0,3)	( 0,1)
	359,7	354,9	4,8	19,8
<b>Revenu</b>				
Fonds de perception	73,3	75,6	( 2,2)	0,8
Fonds des pensions alimentaires***	46,2	46,2	-	-
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	40,5	40,5	-	-
	160,1	162,3	( 2,2)	0,8
<b>Santé et Services sociaux</b>				
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain	80,1	80,1	-	( 2,3)
Fonds de l'assurance médicaments	2 205,7	2 205,7	-	-
Héma-Québec	288,4	288,4	-	3,9
Institut national de santé publique du Québec	24,1	24,1	-	-
Régie de l'assurance maladie du Québec	5 732,9	5 732,9	-	-
	8 331,2	8 331,2	-	1,6
<b>Sécurité publique</b>				
École nationale de police du Québec	17,3	17,4	( 0,2)	-
École nationale des pompiers du Québec	1,2	1,2	-	( 0,2)
Fonds des services de police	373,1	373,1	-	-
	391,5	391,7	( 0,2)	( 0,2)

## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES ET DES FONDS SPÉCIAUX

	2003-2004			2002-2003
	Revenus M\$	Dépenses M\$	Résultat M\$	Résultat M\$
<b>Tourisme, Loisir et Sport</b>				
Fonds de partenariat touristique	101,1	102,0	( 1,0)	1,0
Société du Centre des congrès de Québec	19,3	19,1	0,3	( 0,9)
	120,4	121,1	( 0,7)	0,1
<b>Transports</b>				
Agence métropolitaine de transport**	214,1	214,1	-	-
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	550,1	550,1	-	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	67,3	67,3	-	-
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	63,8	63,8	-	-
Fonds pour la vente de biens et services du MTQ	4,6	4,6	-	( 0,1)
Société des traversiers du Québec	62,7	63,3	( 0,6)	( 1,7)
	962,6	963,2	( 0,6)	( 1,8)
<b>Travail</b>				
Commissaire de l'industrie de la construction	1,2	1,3	-	( 0,2)
Commission des lésions professionnelles	51,6	52,0	( 0,4)	( 3,0)
Commission des normes du travail	51,5	62,1	( 10,6)	6,8
Commission des relations du travail	13,8	13,8	-	-
	118,1	129,1	( 11,0)	3,6
<b>Total</b>	15 737,5	15 727,7	9,8	47,1
<b>Ajustement de consolidation</b>	( 13 176,5)	( 13 447,7)	271,2	329,9
<b>Impact de la consolidation</b>	2 561,0	2 280,0	281,0	377,0

\* Ce fonds doit être considéré comme un organisme et non un fonds spécial.

\*\* Les données prévisionnelles correspondent au fonds d'exploitation de l'organisme.

\*\*\* Cet organisme effectue aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Note 1 : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque organisme et fonds spécial peut ne pas correspondre au total.

Note 2 : Les résultats des organismes gouvernementaux et des fonds spéciaux sont présentés au brut, c'est-à-dire avant d'avoir effectué les ajustements de consolidation.

## ANNEXE 6.4

### ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT

Corporation d'hébergement du Québec

Financement - Québec

Fonds d'indemnisation du courtage immobilier

Hydro-Québec <sup>1</sup>

Immobilière SHQ

Loto-Québec

Régie de l'assurance-dépôt du Québec

Société de développement de la Baie James (SDBJ)

Société de l'assurance automobile du Québec

Société des alcools du Québec

Société des établissements de plein air du Québec

Société générale de financement du Québec

Société Innovatech du Grand Montréal

Société Innovatech du sud du Québec

Société Innovatech Québec et Chaudière – Appalaches

Société Innovatech Régions ressources

<sup>1</sup> Cet organisme effectue aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement

## **ANNEXE 6.5**

### **ORGANISMES ET FONDS EXERÇANT DES ACTIVITÉS DE NATURE FIDUCIAIRE**

Caisse de dépôt et placement du Québec

Comité Centraide - secteur public

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Curateur public (organisme budgétaire exerçant des activités de nature fiduciaire)

Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées

Fonds d'assurance récolte

Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles

Fonds de contrat à terme

Fonds des cautionnements des agents de voyages

Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)

Fonds d'indemnisation des services financiers

Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes

Fonds en fidéicommiss

Fonds national de la formation de la main-d'oeuvre

Hydro-Québec - Caisse de retraite

Régie des rentes du Québec



**APPENDICE A**  
**LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE**

---



## LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

- ❑ Les comptes à fin déterminée concernent des sommes qui sont reçues de tiers tels le gouvernement fédéral, les entreprises privées et les entités autres que les ministères et organismes budgétaires. En vertu d'un contrat ou d'une entente, leur versement est subordonné à la condition qu'elles soient affectées à une fin spécifique. Dans de tels cas, un compte à fin déterminée peut être constitué par le gouvernement, conformément à l'article 7 de la *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., c. A-6.001).
- ❑ Les opérations financières qui transitent par un compte à fin déterminée sont régies par tous les règlements, politiques ou directives applicables aux transactions effectuées à même les crédits d'un ministère. De plus, les dépenses et les revenus portés à ces comptes sont soumis à la vérification du Vérificateur général.
- ❑ Les prévisions de paiements et autres débits comptabilisés dans les comptes à fin déterminée sont présentées dans le tableau suivant afin de compléter l'information sur les opérations des ministères, même si elles ne font pas partie de leur budget de dépenses. Pour 2003-2004, il y a 36 comptes à fin déterminée répartis dans 18 ministères.

## COMPTES À FIN DÉTERMINÉE : PRÉVISION DE PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS EN 2003-2004

	<u>(000 \$)</u>
Affaires municipales et Métropole	
- Programme d'infrastructures 2000-2007	130 625,9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	
- Financement des programmes de gestion des risques agricoles	97 815,0
- Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 925,0
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	
- Compte d'aide financière concernant la catastrophe du 5 au 9 janvier 1998 (verglas)	1 530,0
Culture et Communications	
- Financement des unités autonomes de service - Centre de conservation du Québec	400,0
- Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux publics	375,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	105,0
Éducation	
- Financement des bourses d'études du millénaire	71 157,0
- Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	6 948,0
- Programme d'alphabétisation	2 600,0
- Formation dans les pénitenciers fédéraux	600,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	200,0
Emploi, Solidarité sociale	
- Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	4 200,0
Environnement	
- Financement des unités autonomes de service - Centre d'expertise en analyse environnementale	1 998,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	696,1
Famille, Enfance et Condition féminine	
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	34,0
Faune et Parcs	
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	428,9

**COMPTES À FIN DÉTERMINÉE : PRÉVISION DE PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS EN 2003-2004**

	<u>(000 \$)</u>
Finances, Économie et Recherche	
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	750,0
Justice	
- Accord relatif à la Loi sur les contraventions	1 000,0
Relations internationales	
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	400,0
Ressources naturelles	
- Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	1 100,0
- Financement de mesure de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration du site minier Norebec-Manitou	350,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	199,0
Revenu	
- Gestion de la taxe sur les produits et services	116 518,6
Santé et Services sociaux	
- Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000,0
- Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	24 870,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 240,0
Sécurité publique	
- Administration de la Loi sur les armes à feu	10 500,0
- Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 823,1
- Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 126,4
- Financement des unités autonomes de service - Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1 050,0
- Financement du programme conjoint de protection civile	530,0
Transports	
- Programme d'infrastructures 2000-2007	111 000,0
- Amélioration du réseau routier de la région québécoise de l'Outaouais	36,5
Travail	
- Financement du Bureau d'évaluation médicale	2 510,0
<b>Total</b>	<b>643 141,5</b>



**APPENDICE B**  
**LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR MISSIONS**

---

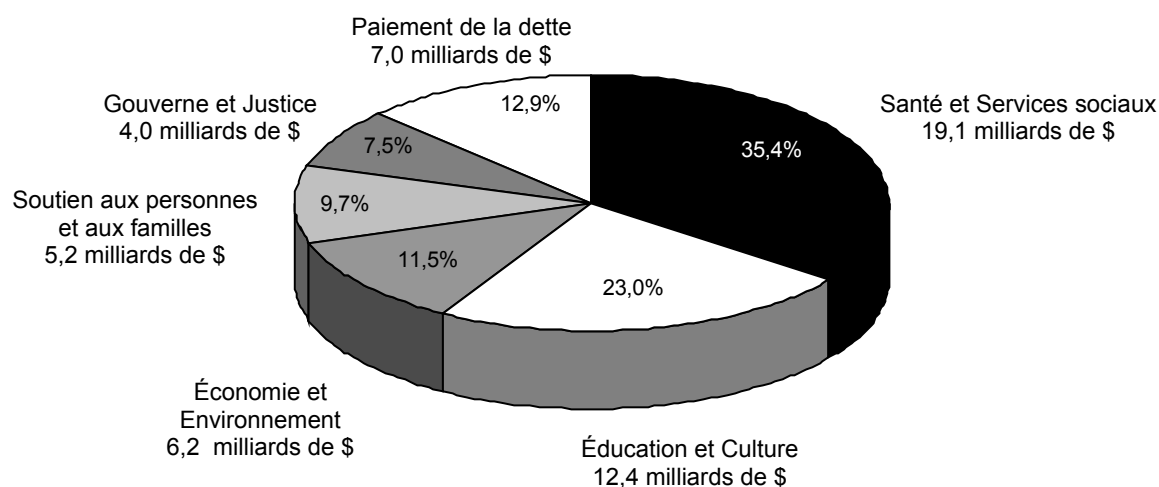




## LE BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 PAR MISSIONS

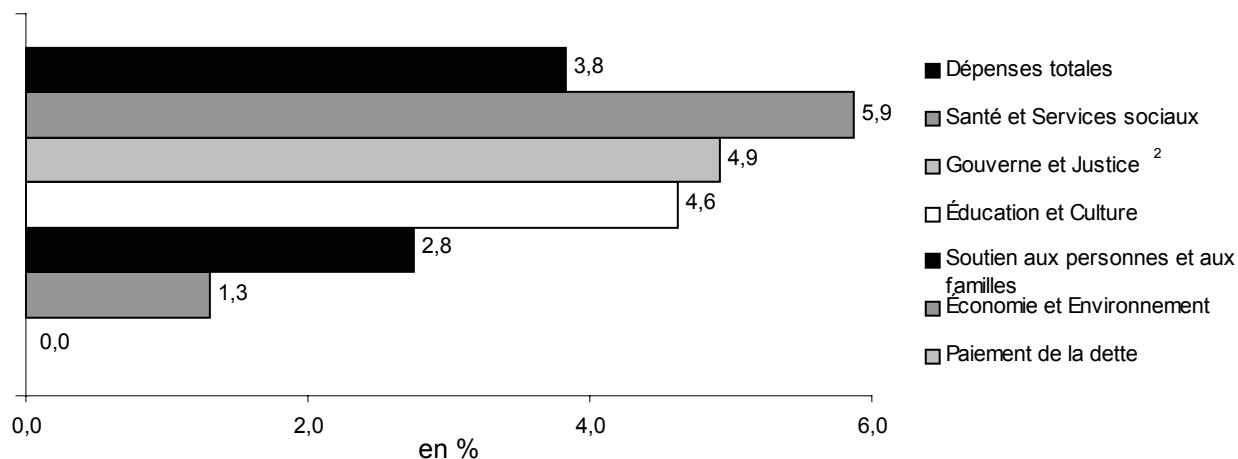
- ❑ Les programmes apparaissant au Budget de dépenses 2003-2004 sont regroupés selon six missions correspondant aux grandes fonctions de l'État. Les missions sont composées de 24 portefeuilles et 82 programmes.
- ❑ La structure de missions 2003-2004 demeure la même que celle de 2002-2003.
- ❑ Les données sur les missions n'incluent pas les dépenses des fonds spéciaux ni celles des organismes du gouvernement dont le budget n'est pas voté par l'Assemblée nationale.

## RÉPARTITION PAR MISSIONS DU BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 <sup>1</sup>



<sup>1</sup> Excluant les économies à réaliser en cours d'année.

## CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE PAR MISSIONS DU BUDGET DE DÉPENSES, 2000-2001 À 2003-2004 <sup>1</sup>



<sup>1</sup> Excluant les économies à réaliser en cours d'année.

<sup>2</sup> Le Fonds de suppléance a été retiré de la mission « Gouverne et Justice » afin de tenir compte du fait qu'il sera réparti vers d'autres missions en cours d'année.

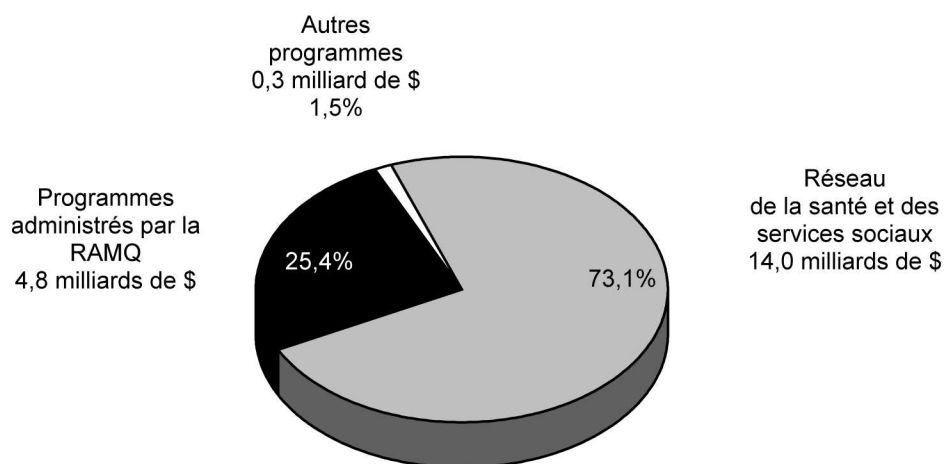
## MISSION : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2003-2004	Budget de dépenses 2002-2003	Dépense probable 2002-2003	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2000-2001
(000 000 \$)					
<b>Santé et Services sociaux</b>					
Fonctions nationales	230,2	223,6	213,3	208,5	212,6
Fonctions régionales	13 972,4	13 004,4	13 026,4	12 636,1	11 895,8
Office des personnes handicapées du Québec	47,1	46,0	55,7	58,2	50,9
Régie de l'assurance maladie du Québec	4 853,3	4 440,7	4 440,7	4 295,0	3 938,9
<b>Total de la mission</b>	<b>19 103,1</b>	<b>17 714,6</b>	<b>17 736,0</b>	<b>17 197,9</b>	<b>16 098,3</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2002-2003 et les années antérieures a été redressée pour la présenter sur la même base que le budget 2003-2004.

## MISSION « SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX » : 19,1 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003-2004



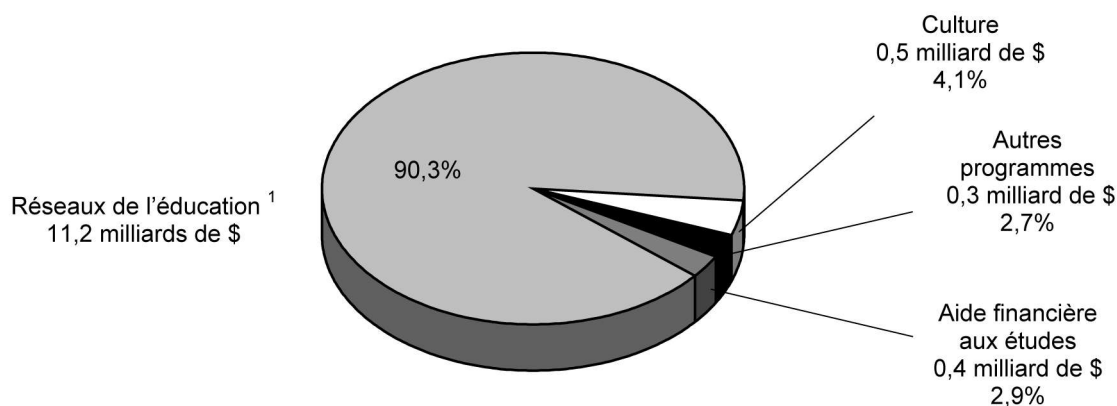
## MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2003-2004	Budget de dépenses 2002-2003	Dépense probable 2002-2003	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2000-2001
(000 000 \$)					
<b>Culture et Communications</b>					
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	78,1	76,5	74,7	75,0	71,5
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	430,2	404,0	402,2	392,3	444,9
Charte de la langue française	23,3	23,9	24,1	22,9	23,2
Régie du cinéma	-	-	-	-	2,5
<b>Éducation</b>					
Administration et consultation	123,4	118,6	116,0	117,1	111,9
Formation en tourisme et hôtellerie	17,1	17,4	15,4	15,9	17,4
Aide financière aux études	355,0	355,4	300,2	292,3	300,5
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	6 996,7	6 707,8	6 656,6	6 478,8	6 131,3
Enseignement supérieur	3 545,8	3 370,7	3 314,9	3 078,1	3 049,2
Régimes de retraite	647,5	625,4	625,4	566,5	519,8
<b>Relations avec les citoyens et Immigration</b>					
Immigration, intégration et régionalisation	119,6	119,5	126,1	124,9	98,5
<b>Tourisme, Loisir et Sport</b>					
Développement du loisir et du sport	72,7	67,5	67,9	73,1	63,1
<b>Total de la mission</b>	<b>12 409,3</b>	<b>11 886,6</b>	<b>11 723,3</b>	<b>11 236,9</b>	<b>10 833,8</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2002-2003 et les années antérieures a été redressée pour la présenter sur la même base que le budget 2003-2004.

## MISSION « ÉDUCATION ET CULTURE » : 12,4 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003-2004



<sup>1</sup> Comprend les programmes apparaissant au portefeuille « Éducation », à l'exception des programmes « Administration et consultation » et « Aide financière aux études ».

## MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2003-2004	Budget de dépenses 2002-2003	Dépense probable 2002-2003	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2000-2001
(000 000 \$)					
<b>Affaires municipales et Métropole</b>					
Promotion et développement de la Métropole	114,6	116,2	126,3	106,0	156,4
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	602,9	608,3	570,5	595,5	395,9
Habitation	300,0	254,5	254,4	249,2	319,0
<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	342,1	326,7	326,4	334,6	340,6
Organismes d'État	317,1	317,3	317,0	316,7	373,3
<b>Conseil exécutif</b>					
Développement de la Capitale-Nationale	36,1	39,5	37,5	36,4	50,2
<b>Emploi, Solidarité sociale</b>					
Mesures d'aide à l'emploi	963,1	962,3	940,1	957,3	976,8
<b>Environnement</b>					
Protection de l'environnement	188,0	176,4	173,1	175,0	153,7
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5,1	4,5	6,1	4,8	4,9
<b>Faune et Parcs</b>					
Société de la faune et des parcs du Québec	111,2	109,0	119,8	122,5	147,8
<b>Finances, Économie et Recherche</b>					
Finances	618,6	561,8	522,4	382,1	362,6
Industrie et Commerce	115,4	126,0	169,4	184,7	256,1
Recherche, Science et Technologie	253,2	238,8	241,9	223,1	239,3
<b>Régions</b>					
Mesures de soutien au développement local et régional	218,3	197,4	163,5	137,0	119,8
<b>Relations internationales</b>					
Affaires internationales	112,4	107,5	107,4	111,0	103,9
<b>Ressources naturelles</b>					
Connaissance et gestion du territoire	25,8	26,5	26,5	28,3	29,2
Connaissance et gestion du patrimoine forestier	132,4	131,3	143,8	179,3	193,6
Développement énergétique	45,5	45,3	46,6	45,2	51,8
Gestion et développement de la ressource minérale	35,7	35,2	41,8	48,8	47,5
Direction et soutien administratif	38,5	39,5	39,2	40,3	40,8

**MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (SUITE)****DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES****Tourisme, Loisir et Sport**

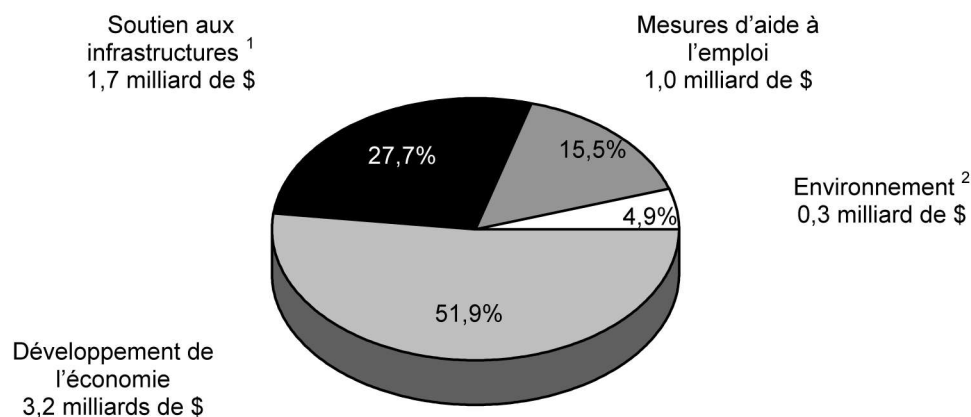
Promotion et développement du tourisme	60,1	61,5	90,2	86,4	88,7
--	------	------	------	------	------

**Transports**

Infrastructures de transport	1 110,9	970,4	1 037,3	971,0	1 106,4
Systèmes de transport	348,7	298,6	298,7	355,4	320,5
Administration et services corporatifs	100,3	95,1	95,8	85,8	79,8

<b>Total de la mission</b>	<b>6 196,0</b>	<b>5 849,6</b>	<b>5 895,7</b>	<b>5 776,4</b>	<b>5 958,5</b>
----------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2002-2003 et les années antérieures a été redressée pour la présenter sur la même base que le budget 2003-2004.

**MISSION « ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT » : 6,2 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003-2004**

1 Comprend les programmes « Mise à niveau des infrastructures et renouvelé urbain » et « Infrastructures de transport ».

2 Comprend les programmes « Protection de l'environnement », « Bureau d'audiences publiques sur l'environnement » et « Société de la faune et des parcs du Québec ».

## MISSION : SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES

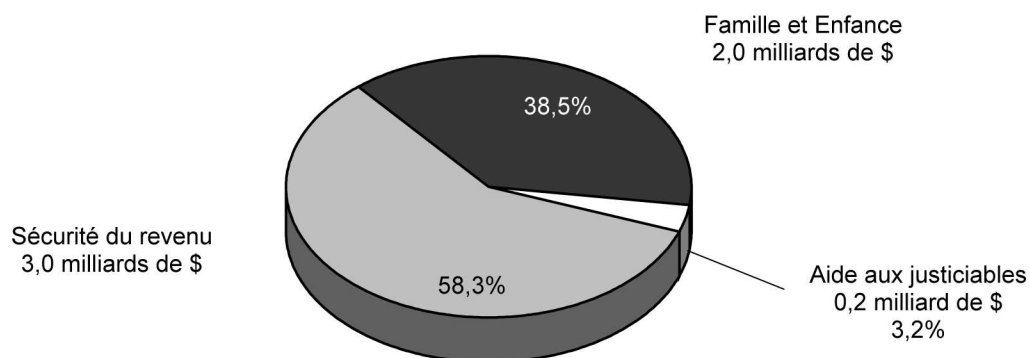
## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2003-2004	Budget de dépenses 2002-2003	Dépense probable 2002-2003	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2000-2001
(000 000 \$)					
<b>Emploi, Solidarité sociale</b>					
Mesures d'aide financière	2 840,0	2 937,2	2 961,6	2 885,6	2 910,4
Soutien à la gestion	213,7	210,7	206,2	224,0	207,8
<b>Famille, Enfance et Condition féminine*</b>					
Planification, recherche et administration	45,3	42,4	42,7	39,3	31,7
Services à la famille et à l'enfance	1 394,7	1 213,1	1 180,0	1 034,2	829,6
Prestations familiales	576,6	595,9	588,9	617,9	701,9
Organismes-conseils	1,6	1,6	3,7	3,4	1,8
<b>Justice</b>					
Aide aux justiciables	170,3	155,6	171,0	168,2	149,0
<b>Total de la mission</b>	<b>5 242,3</b>	<b>5 156,5</b>	<b>5 154,2</b>	<b>4 972,7</b>	<b>4 832,2</b>

\* Un redressement a été effectué afin de présenter la dépense probable 2002-2003 et les dépenses des années antérieures sur la même base qu'en 2003-2004. Ce redressement entraîne, pour 2002-2003, une hausse de 8,9 M\$ au portefeuille « Famille, Enfance et Condition féminine » vu que la politique familiale a pour effet de remplacer graduellement certaines mesures auparavant comptabilisées en déduction des revenus.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2002-2003 et les années antérieures a été redressée pour la présenter sur la même base que le budget 2003-2004.

## MISSION « SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES » : 5,2 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003-2004



## MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2003-2004	Budget de dépenses 2002-2003	Dépense probable 2002-2003	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2000-2001
(000 000 \$)					
<b>Assemblée nationale</b>					
Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles	16,6	15,8	15,8	14,6	12,5
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	33,6	32,3	32,3	30,7	26,6
Services statutaires de soutien aux parlementaires	41,4	41,3	41,3	42,8	40,9
<b>Personnes désignées par l'Assemblée nationale</b>					
Le Protecteur du citoyen	8,0	7,9	7,7	7,1	7,2
Le Vérificateur général	19,3	18,5	17,4	15,6	14,9
Administration du système électoral	73,3	32,9	32,9	27,2	19,7
Le Commissaire au lobbying	2,5	1,6	1,6	-	-
<b>Affaires municipales et Métropole</b>					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	505,0	478,2	557,7	568,0	458,6
Administration générale	46,2	46,0	45,8	43,7	41,0
Commission municipale du Québec	3,5	3,1	3,1	3,1	2,4
Régie du logement	14,9	13,9	13,9	13,7	13,7
<b>Conseil du trésor, Administration et Fonction publique</b>					
Secrétariat du Conseil du trésor	69,4	69,0	62,8	49,3	48,4
Fonctions gouvernementales	93,5	106,0	92,2	101,5	113,5
Commission de la fonction publique	2,8	2,8	2,7	2,3	2,1
Régimes de retraite et d'assurances	329,8	314,5	314,5	311,9	269,9
Fonds de suppléance	392,3	0,1	-	-	-
<b>Conseil exécutif</b>					
Cabinet du lieutenant-gouverneur	0,9	1,2	1,2	1,1	0,9
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	76,1	74,1	44,6	33,1	27,2
Affaires intergouvernementales canadiennes	11,1	11,4	13,1	10,5	9,0
Affaires autochtones	110,7	58,5	56,3	18,9	16,0
Jeunesse	13,5	8,9	9,0	8,8	7,4
<b>Famille, Enfance et Condition féminine</b>					
Condition féminine	7,4	7,3	7,3	7,0	7,0
<b>Finances, Économie et Recherche</b>					
Direction du ministère	105,3	99,0	98,2	88,1	83,7



**MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE (SUITE)****DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES****Justice**

Activité judiciaire	69,3	67,6	67,6	65,3	61,8
Administration de la justice	307,0	283,7	293,8	265,8	247,5
Justice administrative	10,5	9,6	9,6	9,7	9,8

**Relations avec les citoyens et Immigration**

Relations avec les citoyens et gestion de l'identité	24,2	25,0	46,7	25,2	21,5
Conseil et organismes de protection relevant du ministre	26,3	26,3	27,1	25,7	24,0
Curateur public	38,6	36,7	35,5	36,9	34,6

**Revenu**

Administration fiscale	693,2	745,9	745,0	612,9	715,5
------------------------	-------	-------	-------	-------	-------

**Sécurité publique**

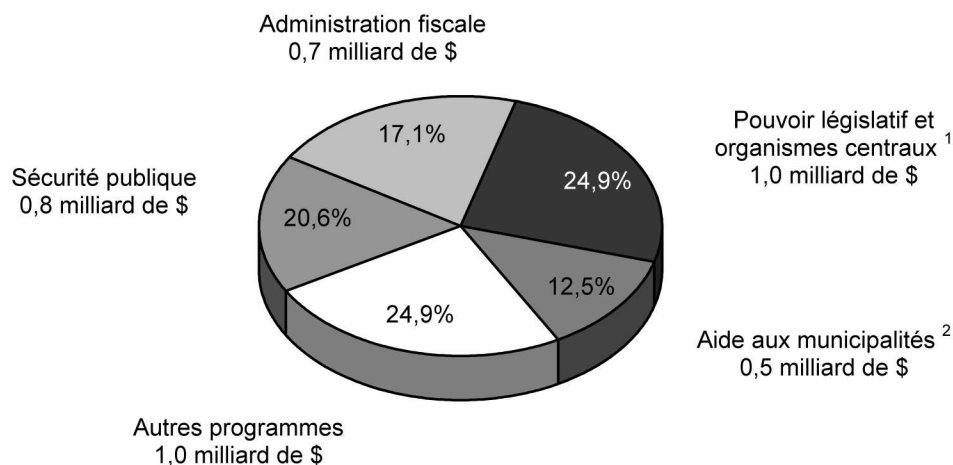
Sécurité, prévention et gestion interne	407,2	375,8	386,5	384,5	362,0
Sûreté du Québec	399,1	393,9	419,3	388,3	355,8
Organismes relevant du ministre	25,5	25,3	27,0	27,2	26,5

**Travail**

Travail	64,3	62,6	65,3	87,7	78,7
---------	------	------	------	------	------

<b>Total de la mission</b>	<b>4 042,3</b>	<b>3 496,7</b>	<b>3 594,7</b>	<b>3 328,1</b>	<b>3 160,3</b>
----------------------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2002-2003 et les années antérieures a été redressée pour la présenter sur la même base que le budget 2003-2004.

**MISSION « GOUVERNE ET JUSTICE » : 4,0 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003-2004**

1 Comprend les programmes apparaissant aux portefeuilles « Assemblée nationale », « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », « Conseil exécutif », « Finance, Économie et Recherche » et « Conseil du trésor, Administration et Fonction publique » à l'exception du Fonds de suppléance.

2 Comprend le programme « Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités ».

## MISSION : PAIEMENT DE LA DETTE

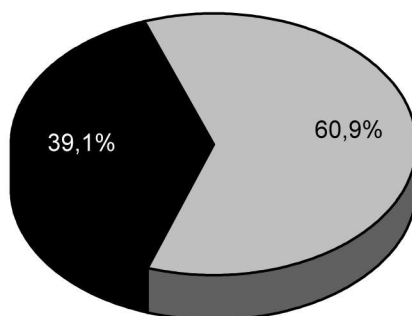
## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2003-2004	Budget de dépenses 2002-2003	Dépense probable 2002-2003	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2000-2001
(000 000 \$)					
<b>Finances, Économie et Recherche</b>					
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	6 968,0	6 633,0	6 633,0	6 686,5	6 971,6
<b>Total de la mission</b>	<b>6 968,0</b>	<b>6 633,0</b>	<b>6 633,0</b>	<b>6 686,5</b>	<b>6 971,6</b>
Économies à réaliser	( 400,0)				
<b>Total des missions</b>	<b>53 561,0</b>	<b>50 737,0</b>	<b>50 737,0</b>	<b>49 198,6</b>	<b>47 854,7</b>

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2002-2003 et les années antérieures a été redressée pour la présenter sur la même base que le budget 2003-2004.

## MISSION « PAIEMENT DE LA DETTE » : 7,0 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003-2004

Intérêts sur le compte des régimes de retraite  
2,7 milliards de \$



Service de la dette directe  
4,3 milliards de \$

**APPENDICE C**  
**INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES**

---

## C.1

## ÉVOLUTION SUR 15 ANS DE CERTAINS INDICATEURS PROPRES AU QUÉBEC

	Population <sup>1</sup>	Taux de croissance du PIB <sup>2</sup>	Taux d'inflation au Canada <sup>3</sup>	Dépenses de programmes en % du PIB	Dépenses de programmes par habitant	
	en milliers	%	%	%	\$	variation en %
1989-1990	6 930	5,4	0,89	19,7	4 224	3,0
1990-1991	7 004	3,3	0,93	21,0	4 589	8,6
1991-1992	7 065	1,2	0,99	22,4	4 913	7,1
1992-1993	7 113	2,1	1,00	22,9	5 100	3,8
1993-1994	7 165	2,4	1,02	22,4	5 062	-0,8
1994-1995	7 207	5,1	1,02	21,7	5 130	1,4
1995-1996	7 241	4,0	1,04	20,7	5 078	-1,0
1996-1997	7 274	1,8	1,06	19,6	4 857	-4,4
1997-1998	7 303	4,4	1,08	18,9	4 872	0,3
1998-1999	7 323	4,2	1,09	18,8 <sup>4</sup>	5 194	6,6
1999-2000	7 351	7,1	1,11	18,4	5 269	1,4
2000-2001	7 382	6,7	1,14	18,2	5 538	5,1
2001-2002	7 418	2,4	1,16	18,5	5 731	3,5
2002-2003 <sup>P</sup>	7 455	4,6	1,19	18,4	5 916	3,2
2003-2004 <sup>P</sup>	7 481	5,5	1,22	18,4	6 228	5,3

Source : Secrétariat du Conseil du trésor pour les données sur les dépenses de programmes, Statistique Canada et ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche pour les données économiques.

1 Population au 1<sup>er</sup> juillet de l'année financière considérée.

2 Le PIB est calculé sur une base nominale en prenant la moyenne annuelle pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière considérée.

3 Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'année financière considérée.

4 Taux corrigé pour exclure l'impact des dépenses extraordinaires effectuées en 1998-1999 afin de mettre en œuvre le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour un montant de 1 007,0 M\$, et pour améliorer la situation financière des universités, pour un montant de 170,0 M\$. Ces montants inclus, le taux aurait été de 19,4 %.

P Prévisions

## C.2

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES SUR 15 ANS

	Dépenses de programmes <sup>1</sup>		Service de la dette		Dépenses totales <sup>2</sup>	
	M\$	variation en %	M\$	variation en %	M\$	variation en %
1989-1990	29 268	4,3	4 015	5,6	33 283	4,5
1990-1991	32 142	9,8	4 437	10,5	36 579	9,9
1991-1992	34 711	8,0	4 666	5,2	39 377	7,6
1992-1993	36 275	4,5	4 756	1,9	41 031	4,2
1993-1994	36 268	0,0	5 316	11,8	41 584	1,3
1994-1995	36 976	2,0	5 882	10,6	42 858	3,1
1995-1996	36 775	-0,5	6 034	2,6	42 809	-0,1
1996-1997	35 327	-3,9	5 855	-3,0	41 182	-3,8
1997-1998	35 581	0,7	6 765	15,5	42 346	2,8
1998-1999	38 039	1,9 <sup>3</sup>	6 573	-2,8	44 612	5,4
1999-2000	38 731	1,8	6 752	2,7	45 483	2,0
2000-2001	40 883	5,6	6 972	3,3	47 855	5,2
2001-2002	42 512	4,0	6 687	-4,1	49 199	2,8
2002-2003 <sup>4</sup>	44 104	3,7	6 633	-0,8	50 737	3,1
2003-2004 <sup>P</sup>	46 593	5,6	6 968	5,1	53 561	5,6

1 Les données relatives aux dépenses de programmes sont présentées selon la structure 2003-2004 et incluent par conséquent un redressement dans les années antérieures des dépenses relatives à la politique familiale vu que cette dernière a pour effet de remplacer graduellement certaines mesures auparavant comptabilisées en déduction des revenus.

2 Les dépenses totales excluent les organismes consolidés.

3 Taux corrigé pour exclure, d'une part, l'impact de l'entente Canada-Québec sur le marché du travail entrée en vigueur en 1998-1999, soit un montant de 595,6 M \$ et, d'autre part, l'impact des dépenses extraordinaires effectuées en 1998-1999 afin de mettre en œuvre le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour un montant de 1 007,0 M\$, et pour améliorer la situation financière des universités, pour un montant de 170,0 M\$. Le taux de croissance tenant compte de ces dépenses aurait été de 6,9%.

4 Dépense probable

P Prévisions

## C.3

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES DE 1989-1990 À 2003-2004 (M\$)

	Budget de dépenses 2003-2004	Dépense probable 2002-2003	Dépenses réelles		
			2001-2002	2000-2001	1999-2000
Affaires municipales et Métropole	1 587	1 572	1 579	1 387	1 116
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	659	643	651	714	514
Assemblée nationale	92	89	88	80	74
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique	888	472	465	434	372
Conseil exécutif	248	162	109	111	215
Culture et Communications	532	501	490	542	496
Éducation	11 685	11 028	10 548	10 130	9 825
Emploi, Solidarité sociale	4 017	4 108	4 067	4 095	4 064
Environnement	193	179	180	158	223
Famille, Enfance et Condition féminine*	2 026	1 823	1 702	1 572	1 542
Faune et Parcs	111	120	122	148	79
Finances, Économie et Recherche	1 092	1 032	878	942	757
Justice	557	542	509	468	459
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	103	60	50	42	41
Régions	218	164	137	120	147
Relations avec les citoyens et Immigration	209	235	213	178	142
Relations internationales	112	107	111	104	98
Ressources naturelles	278	298	342	363	485
Revenu	693	745	613	715	721
Santé et Services sociaux	19 103	17 736	17 198	16 098	14 828
Sécurité publique	832	833	800	744	701
Tourisme, Loisir et Sport	133	158	160	152	173
Transports	1 560	1 432	1 412	1 507	1 578
Travail	64	65	88	79	81
Variation à la provision pour pertes sur placements en actions	-	-	-	-	-
Économies à réaliser	( 400)				
<b>Dépenses de programmes</b>	<b>46 593</b>	<b>44 104</b>	<b>42 512</b>	<b>40 883</b>	<b>38 731</b>
Service de la dette	6 968	6 633	6 687	6 972	6 752
<b>Dépenses totales</b>	<b>53 561</b>	<b>50 737</b>	<b>49 199</b>	<b>47 855</b>	<b>45 483</b>

\* Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2003-2004 et incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que le redressement relatif à la politique familiale vu que cette dernière a pour effet de remplacer graduellement certaines mesures auparavant comptabilisées en déduction des revenus.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

## Dépenses réelles

1998-1999	1997-1998	1996-1997	1995-1996	1994-1995	1993-1994	1992-1993	1991-1992	1990-1991	1989-1990
1 008	1 197	1 259	1 439	1 431	1 313	1 293	1 192	1 081	1 002
531	499	585	643	641	657	660	685	694	635
74	67	80	86	86	81	83	83	81	71
412	587	586	506	532	516	578	537	529	369
67	56	59	70	68	56	54	51	45	42
523	430	433	425	430	443	448	401	375	345
9 580	9 449	10 040	10 453	10 446	10 154	10 361	9 970	9 430	8 468
4 158	3 779	3 956	4 021	4 007	3 886	3 613	3 200	2 599	2 555
162	137	164	179	184	190	199	185	189	168
1 514	1 323	1 110	1 108	1 076	1 046	981	906	848	734
111	121	91	87	93	101	107	106	106	98
742	622	485	571	613	581	712	608	616	575
486	454	460	454	489	495	495	465	431	388
94	36	42	99	86	38	84	35	34	77
128	103	128	161	176	73	62	50	49	51
147	137	144	143	147	153	158	154	110	94
88	77	83	100	95	100	104	98	90	74
369	300	346	376	406	436	464	470	469	447
845	1 085	631	511	490	557	559	526	478	420
14 596	12 922	12 861	13 037	13 070	12 943	12 698	12 342	11 312	10 300
703	664	696	719	719	713	743	779	835	651
122	104	100	94	100	94	110	114	106	96
1 507	1 363	930	1 460	1 551	1 533	1 614	1 663	1 588	1 624
72	68	68	70	74	69	79	76	73	80
-	-	( 11)	( 39)	( 34)	40	18	15	( 24)	( 97)
38 039	35 581	35 327	36 775	36 976	36 268	36 275	34 711	32 142	29 268
6 573	6 765	5 855	6 034	5 882	5 316	4 756	4 666	4 437	4 015
44 612	42 346	41 182	42 809	42 858	41 584	41 031	39 377	36 579	33 283

